Jeunesses communistes révolutionnaires JCR - RED

7ème congrès national des JCR-RED

8 - 9 - 10 décembre 2006
bulletin de congrès

Table des matières

textes

Situation politique 2

Répondre aux enjeux de la situation 4

Orientation 6

Nouveaux enjeux nouvelle stratégie dans la jeunesse 11

Résolutions

Résolution femmes 14

Résolution LGBT 17

Résolution antifasciste 20

Résolution écologie 23

motions 25

amendements 26

Plate-forme locale Orléans 29

Motion répression 30

Résultats du congrès 30

textes

Situation politique

1. Une nouvelle génération pour la révolution

Aujourd'hui, la jeunesse confirme sa nature de « plaque sensible » c'est-à-dire comme étant le secteur de la population qui révèle et exprime le plus fortement les malaises sociaux et politiques ainsi que les révoltes de la classe ouvrière dans son ensemble.

a) Le rôle de la jeunesse dans la lutte des classes aujourd'hui

1- Depuis la fin des années 90 des dizaines de milliers de jeunes ont fait leur entrée en politique par la grande porte : sur le terrain des luttes. : mouvement altermondialiste, mouvement antiguerre, mouvement anti-Le Pen, contre la précarité, etc. On assiste à la construction et à l'émergence d'une nouvelle génération militante.

2- Cette année, des mobilisations et des luttes dans la jeunesse, ont eu lieu dans un grand nombre de pays : Danemark, Italie, Grèce, France, Chili… En Europe, la lutte contre le CPE a inspiré les mouvements qui émergeaient dans les autres pays

3- Les jeunes des quartiers populaires n'ont pas été en reste comme le montre la révolte de l'automne 2005. Ce sont alors, les jeunes (et les très jeunes) qui ont été les premiers à réagir face à à la mort des deux jeunes de Clichy et aux provocations de Sarkozy. C'est plus largement contre une situation d'oppression dans les quartiers qu'ils se sont révoltés et qu'ils se sont lancés dans un affrontement avec l'État. Cette révolte n'a pas été soutenue par le mouvement ouvrier, les jeunes se sont retrouvés isolés C'est ce qui a permis au gouvernement d'imposer l'état d'urgence. Ce mouvement a pourtant eu un impact profond sur la jeunesse.

4- La lutte contre le CPE et contre la précarité a rassemblé une grande partie de la jeunesse et en se mobilisant, elle a amené le pays dans une situation de crise sociale et politique aiguë. La question de la grève générale et du départ du gouvernement étaient posées. Cela prouve que les jeunes peuvent jouer un rôle important dans la lutte contre la classe dirigeante : ils peuvent entraîner une grande partie de la population, notamment les travailleurs, dont la mobilisation est centrale pour transformer la société.

b) Une jeunesse qui se politise

1- Une accumulation d'expérience. La lutte contre le CPE et la précarité s'est appuyée sur l'expérience des principales luttes des jeunes des trois précédentes années. Comme une synthèse à un niveau supérieur…

2- Le mouvement de 2006 a été l'occasion d'une politisation exceptionnelle. Dès le départ, la conscience de la nécessité d'élargir la mobilisation en particulier vers les travailleurs était présente. Le mouvement a pris toute son ampleur après le vote de la loi au parlement, ce qui montre une défiance par rapport aux institutions. Dans les AG les discussions sur le fonctionnement de la société, la précarité, la nécessité d'une alternative ont été nombreuses et on a également assisté à un début de réappropriation des facs et des lycées par les jeunes eux-mêmes, notamment avec les blocages. Les affrontements avec les forces de l'ordre, les actions de blocage ont montré la volonté de confrontation avec le gouvernement et la classe dirigeante.

3-Il existe de réels éléments de politisation dans la jeunesse des quartiers, même s'ils prennent une forme particulière. L'individualisme existe, de la même manière que dans l'ensemble de la société. Mais une culture d'opposition à la société existe, qui passe notamment à travers certaines franges du Hip-hop. Une couche de jeunes, notamment de jeunes scolarisés ou salariés des quartiers se politise en tirant les leçons des luttes depuis un an.

4-Cependant, une coupure existe entre la jeunesse des quartiers et les autres jeunes, comme le prouvent les violences lors des manifs du mouvement lycéen et du mouvement CPE. Les liens existent pourtant : partage de références culturelles communes notamment, situation précaire de plus en plus partagée par l'ensemble des jeunes… La solidarité consciente s'est aussi développée jusqu'à un certain point pendant le mouvement de 2006, avec la revendication largement reprise de l'amnistie, avec les liens entre facs et lycées des quartiers populaires.

5- Le principal problème de la « nouvelle génération », c'est la question de l'organisation. Malgré des luttes déterminées, avec un niveau de politisation relativement élevé, les organisations de jeunesse ne connaissent pas un saut.

c) La prolétarisation de la jeunesse

La situation objective de la jeunesse, c'est qu'elle est de plus en plus organiquement liée avec le prolétariat. Cela se produit par plusieurs biais : les études, le travail, les problèmes matériels. Les études sont de plus en plus professionnelles, par le biais de l'alternance ou par le biais de stages de plusieurs semaines à plusieurs mois. Les jeunes se retrouvent plongés dans le monde du travail et côtoient des salariés. De plus, le contenu des études subi une offensive qui le spécialise. Cette diminution de la formation générale et l'augmentation de la formation spécialisée influent sur la conscience des jeunes.

De plus en plus de jeunes sont amenés à travailler pendant leurs études. Là encore, ils côtoient des travailleurs et leurs préoccupations (salaires, temps de travail, rapports au patron), d'autant plus qu'ils travaillent dans des emplois particulièrement précaires. Cela sans parler des millions de jeunes qui travaillent parce qu'ils ont arrêté leurs études.

Les jeunes qui font des études savent qu'ils auront un emploi salarié. C'est un élément qui revenait lors du mouvement : les jeunes savent de quel côté ils seront lorsqu'ils auront fini leurs études.

Enfin, les préoccupations matérielles, en terme de coût des transports, de logement, mettent la question de l'argent et du salaire, de plus en plus au centre de leurs préoccupations.

Tous ces éléments objectifs tendent à rapprocher la jeunesse et le monde du travail, cela renforce l'idée d'une solidarité d'intérêts, même si la généralisation de la précarité est aussi un obstacle pour s'organiser et lutter.

Tout cela est vrai pour la grande majorité des jeunes, mais une partie d'entre eux, destinée à occuper de hautes places dans la société, n'a clairement pas les mêmes intérêts que les travailleurs. Ce sont ces jeunes-là qui ont organisé le mouvement antiblocage pendant le mouvement CPE.

2. La situation politique

a) Le système impérialiste en mutation

Le nouveau mode de domination capitaliste et la guerre sans limite

Après la deuxième guerre mondiale, la bourgeoisie avait dû accepter un certain nombre de compromis avec les travailleurs et les peuples opprimés : elle a été obligée de concéder des acquis sociaux importants dans les pays impérialistes, ainsi que l'indépendance nationale aux colonies.

À partir de la fin des années 70 la bourgeoisie a engagé une contre-offensive dont l'objectif est de détruire l'ensemble des acquis de la période précédente.

L'effondrement de l'URSS a ouvert une nouvelle période d'offensive de l'impérialisme sur l'ensemble de la planète. Le 11 Septembre a été l'occasion pour l'impérialisme étasunien de déclarer une « guerre sans limite » contre la « terreur ». Il s'agit de construire une nouvelle domination du monde, fondée sur un état de guerre permanent. Cette guerre sans limite se traduit par : une tentative de recolonisation des pays du Sud, la destruction de l'ensemble des acquis sociaux dans les pays riches, et l'évolution de plus en plus autoritaire des régimes politiques, de paire avec le renforcement du racisme et de l'ordre moral.

Les différents impérialismes se livrent une concurrence accrue. Les principales puissances, notamment l'impérialisme étasunien et la France, veulent contrer l'influence et/ou la montée en puissance de la Chine, de la Russie. Les USA veulent utiliser leur avance sur le plan militaire

pour s'imposer sur le plan économique, où leur leadership est potentiellement plus contesté.
La grande bourgeoisie qui dirige les pays impérialistes est entrain de précipiter le monde dans la barbarie.

Les difficultés de l'impérialisme étasunien au Moyen-Orient
L'impérialisme US et ses alliés sont en difficultés au Moyen-Orient. L'administration Bush avait mis sur pied le plan Grand Moyen Orient : regagner le contrôle de la région la plus stratégique du monde en raison de ses réserves pétrolières et de sa position stratégique. L'objectif est de renforcer sa présence militaire et de soumettre entièrement les régimes sur place, en démettant les dirigeants récalcitrants et en détruisant les mouvements de résistance, notamment en Palestine et au Liban.
Mais l'administration Bush et son armée sont embourbées en Irak. 5 ans après, l'armée d'occupation ne contrôle pas l'Afghanistan non plus. Et la défaite nette d'Israël, principal allié des USA dans la région face à la résistance libanaise dirigée par le Hezbollah a commencé à redonner confiance aux peuples de la région. Dans ces conditions, Bush et ses alliés n'arrivent pas à attaquer l'Iran et la Syrie.

L'actualité de la révolution en Amérique du Sud
La région du monde où les luttes sont les plus avancées est l'Amérique du Sud. Pendant la crise en Argentine en 2001, le pouvoir était à prendre. Au Venezuela, le gouvernement Chavez pose le problème de la prise du pouvoir par les travailleurs et du rôle de l'État, tandis qu'en Bolivie, au Mexique ou encore au Brésil, les mobilisations de millions de travailleurs contestent la domination de l'impérialisme étasunien et l'emprise du néolibéralisme.
L'échec de la mobilisation en Argentine, la situation au Venezuela ou encore les victoires de la gauche aux élections dans de nombreux pays d'Amérique du Sud la question de la faiblesse des organisations révolutionnaires et de la rapide intégration des organisations de gauche à l'appareil d'État.

b) La place particulière de la France

Une puissance qui cherche à conserver son rang
La France est une puissance en difficulté, elle est concurrencée jusque dans son précarré, l'Afrique. Elle subit la concurrence des USA mais aussi de la Chine, de l'Inde, de l'Afrique du Sud…
Cependant, les impérialistes français réagissent : en Afrique, ils tentent de garder la main et n'hésitent pas à multiplier les interventions militaires directes : CI, RDS Congo… La France envoie des troupes au Liban, son ancien protectorat. La France est également un des pays moteur dans la construction d'une force militaire européenne.
Nous ne devons avoir aucune illusion sur les motivations des dirigeants français lorsqu'ils s'opposent à l'impérialisme étasunien : il n'agit que pour protéger ses intérêts, et est aussi capable, lorsqu'elle y voit un intérêt, à se soumettre aux exigences fondamentales de la première puissance, comme en Irak. Et se rendre complice actif de génocide n'a pas été un problème pour le soi-disant « pays des droits de l'homme » comme l'ont prouvé les événements au Rwanda en 1994.

La France : maillon faible de la chaîne impérialiste européenne ?
La France occupe une place particulière en Europe car le niveau de lutte de classe est relativement élevé. Les grèves, les grèves de masse, les luttes des jeunes sont plus nombreuses et plus amples que dans la plupart des pays européens.
Les attaques libérales connaissent en France un retard par rapport à leurs voisins de GB ou d'Allemagne dans la destruction des acquis sociaux. Pour assurer de gros profits, la bourgeoise française doit aller plus vite dans la destruction sociale. Et comme cette volonté de casse de nos droits fait face à une résistance et un manque de légitimité évident, des explosions sociales, des grèves massives sont possibles et il faut s'y préparer.

c) La crise politique continue

La crise politique actuelle s'approfondit. Elle est le résultat de la confrontation entre les attaques de la classe dirigeante et du développement de la résistance des jeunes et des travailleurs.

Un rapport de forces qui reste clairement défavorable à la classe ouvrière et aux populations opprimées
La classe dirigeante est presque partout dans le monde à l'offensive et elle réussit à faire appliquer un grand nombre de contre-réformes, comme en France où la réforme des retraites, de la sécu, les privatisations de la SNCM, de GDF… s'appliquent malgré les luttes. Les luttes des travailleurs et des opprimés se développent mais restent en majorité défensives. Le niveau de conscience de classe, la conscience que c'est par la lutte collective qu'on peut changer les choses est bien moins développée, surtout dans les principaux pays impérialistes (USA, Allemagne, Japon…), qu'il y a 30 ans.
Ce qui marque réellement une nouvelle période, c'est une accélération des contradictions de classes : la bourgeoise attaque les droits des travailleurs comme jamais depuis l'entre deux guerres, mais face à ces attaques se développent des mobilisations puissantes des travailleurs et de la jeunesse. Ces différentes luttes constituent des expériences qui, cumulées, peuvent conduire à renforcer la conscience de classe et l'organisation des exploités et leur permettre de lancer une contre-offensive, même si nous n'en sommes pas là. De même, dans les pays opprimés, la violence des attaques impérialistes (en particulier au Moyen-Orient) produit des mobilisations de masse qui contribuent à redonner des perspectives de luttes, mais si elles n'ont rencontré une victoire qu'avec la dernière guerre au Liban et que la situation des Palestiniens par exemple est de plus en plus terrible.

Une profonde crise de légitimité du projet libéral
Nous ne sommes plus dans la même situation qu'au début des années 90 où, après la chute du mur de Berlin, le discours dominant consistait à marteler que le capitalisme était le seul système possible, qu'il allait imposer la paix dans le monde et que tout autre projet aboutirait à de nouvelles catastrophes. Le projet libéral de casse de l'ensemble des acquis est délégitimé aux yeux de la grande majorité des populations, comme le prouve la victoire de NON au référendum sur le TCE.
Depuis 94-95, le soulèvement du Chiapas et les grèves de l'hiver 95 en France, la lutte contre le néolibéralisme, la résistance est de nouveau à l'ordre du jour. Les luttes altermondialistes ont largement accrédité l'idée qu'« un autre monde est possible ». Le mouvement anti-guerre a montré que l'opposition à l'impérialisme était massive dans la population mondiale. La crise politique s'approfondit avec le rejet du TCE, les résistances au Moyen Orient et avec le développement des phénomènes pré- ou révolutionnaires en Amérique du Sud. En France, le gouvernement est de plus en plus déstabilisé sous l'impact des luttes sociales et politiques de 2003, 2005 et 2006
En France, un changement de stratégie en cours pour la bourgeoisie
Les tensions entre Chirac et Sarkozy ne sont pas des querelles de personnes. Il existe une discussion, une lutte au sein de la classe dirigeante française sur le rythme auquel il faut donner l'assaut contre les jeunes et les travailleurs. La montée en puissance de Sarkozy et du thème de la « rupture » représente la volonté chez une fraction importante des capitalistes français de s'attaquer frontalement à nos droits et d'infliger dès maintenant une défaite décisive aux travailleurs. Pour cela, cette fraction a besoin de s'appuyer sur les courants d'extrême droite et sur la partie la plus réactionnaire de la population. Le clan Chirac, même s'il a voulu donner des garanties au patronat en lançant l'attaque contre le contrat de travail avec la mise en place du CPE et du CNE, craint que des réformes trop brutales ne causent une révolte trop puissante des travailleurs, tout en cherchant à maintenir la place de la France à l'échelle internationale.
La polarisation politique touche aussi la gauche, où Ségolène Royal monte en puissance et où la majorité des dirigeants étaient favorables à la Constitution Européenne. Dans le cadre de l'accélération des attaques libérales voulue par la bourgeoise, la direction du PS s'est adaptée, est elle-même à l'avant-garde de certaines attaques (éducation, privatisations…) et a approfondi son intégration à l'appareil d'État.
Une capacité de lutte qui reste importante
La contestation du système ne joue pas seulement au niveau idéologique. Malgré les attaques contre les droits des travailleurs, qui sont fortes et rendent les luttes plus difficiles à mener (répression, casse du code du travail…), malgré les occupations militaires, la capacité de lutte des travailleurs, des jeunes et des peuples n'est pas brisée. Depuis 1989, nous n'avons pas subi de

défaite décisive, qui repousserait toute riposte d'envergure pour des années et des années. La situation n'est pas évidente, mais elle devient de plus en plus explosive, notamment en certains points du globe. En France, la capacité de la classe ouvrière et des jeunes à se mettre en mouvement est bien réelle et des explosions sociales avec des grèves de masse sont tout à fait possibles dans les prochaines années.

Premières victoires

Ce qui a changé également ces dernières années, c'est que nous avons remporté des victoires significatives. Elles sont partielles, elles n'inversent pas le rapport de forces, elles ne modifient pas la situation du tout au tout. CPE, Liban. Mais elles commencent à redonner confiance dans la lutte collective et elles remettent à l'ordre du jour la nécessité de discuter d'une stratégie pour changer le monde, pour renverser le système.

3. Un nouveau rôle pour les révolutionnaires

a) La gauche : un affaiblissement et une évolution vers la droite

Les courants traditionnels de la gauche, la social-démocratie, le stalinisme, se sont de plus en plus adaptés au néolibéralisme et ont déçu les espoirs populaires qui s'étaient portés sur eux. Lorsqu'elles sont au gouvernement, ces forces appliquent le programme de la classe dirigeante.

En France, la gauche est de plus en plus intégrée à l'appareil d'État. Le discours de Ségolène Royal constitue un pas supplémentaire, significatif. Son discours rompt avec les thèmes habituels de la gauche. Elle assume une continuité avec la politique de la droite sur certains points essentiels, et va jusqu'à concurrencer la droite et l'extrême-droite : militarisation de la jeunesse, sévérité en matière de délinquance et d'immigration… Les directions syndicales préparent le terrain à l'arrivée d'un gouvernement de gauche en faisant tout pour empêcher la convergence des luttes.

Les courants traditionnels qui encadraient les travailleurs et les mouvements sociaux sont fortement affaiblis. Ils ne sont pas morts et continuent à représenter les forces politiques dominantes à gauche. Mais une grande partie des masses populaires ne se reconnaît plus dans leur programme et n'est plus organisée par elles, mêmes si au niveau électoral, elles ont toujours une crédibilité en tant que moyen de sanctionner la droite. Les directions syndicales, quant à elles, même s'il leur arrive d'être débordées, en particulier dans la jeunesse, parviennent encore à maintenir les luttes dans des cadres acceptables pour la classe dirigeante.

b) Un décalage entre le niveau de lutte et le niveau de conscience/organisation

Les luttes sont parfois massives, mais il existe un décalage important avec la traduction sur le plan de la conscience politique. Les jeunes et les travailleurs qui luttent et qui parfois même gagnent ne sont pas automatiquement convaincus de s'organiser ou ne s'identifient pas automatiquement à la gauche révolutionnaire. Même après le mouvement de 2006 en France, l'Unef a connu un développement de 20 % supplémentaires, mais cela ne correspond toujours qu'au niveau très faible de 1 % de syndiqués. Après le mouvement lycéen de 2006, aucune structure lycéenne ne s'est renforcée significativement. Lors du mouvement contre la guerre, ou encore du mouvement altermondialiste, aucune structure durable ne s'est mise en place en accueillant des milliers de jeunes.

Politiquement, les révolutionnaires ont un écho important, révélé par les scores à certaines élections et la place que nous gagnions facilement dans les luttes : nous ne sommes plus marginalisés, nos propositions ont au contraire une grande légitimité. Mais cela ne se traduit que faiblement en terme d'organisation, même si, après les élections de 2002, notre courant a doublé en taille.

Une tâche fondamentale pour nous est donc de contribuer à reconstruire le mouvement ouvrier, le mouvement social, de redonner confiance dans la lutte collective et contribuer à construire une nouvelle conscience de classe.

c) Un espace s'est ouvert pour la gauche radicale et les révolutionnaires

Dans plusieurs pays, différents courants à gauche de la gauche traditionnelle parviennent à acquérir une forte audience, dans les luttes et sur le plan électoral : SSP, Respect, LCR, Bloc de Gauche, PRC, Linkspartei… Des événements comme le référendum sur la Constitution européenne en France, le mouvement contre la guerre en Grande-Bretagne ou en Italie montrent qu'un espace politique est ouvert à la gauche de la social-démocratie : ce courant ne prend plus en charge une contestation minimale de l'impérialisme et du libéralisme, laissant à la gauche radicale et aux révolutionnaires une place importante.

La place des révolutionnaires dans ces regroupements ou ces mobilisations sont l'illustration de l'écho et de la responsabilité que nous avons aujourd'hui. Mais des batailles politiques considérables se jouent dans ce cadre. En Europe, de nombreux courants, en particulier issus des partis communistes, tentent de canaliser la contestation dans des voies acceptables par le système : PRC en Italie, politique de la direction du PC en France, Linkspartei en Allemagne… Dans le SSP y compris, la crise actuelle est le reflet de difficultés à appréhender la question des institutions, du rapport à l'État et du rôle de partis conséquents.

d) Un défi pour les révolutionnaires : renforcer les idées révolutionnaires, structurer les révolutionnaires, s'adresser à la jeunesse

Le rapport de forces entre les réformistes et les révolutionnaires a évolué en notre faveur, notamment en France et notamment dans la jeunesse où la gauche traditionnelle est plus faible que chez les travailleurs. Nous sommes en capacité de contester la direction des luttes aux réformistes, comme l'ont prouvé les mouvements lycéen de 2005 et anti-CPE de 2006. Lorsqu'on compare le mouvement lycéen de 98, où la FIDL était capable de faire tenir une pseudo coordination nationale seule alors que nous tentions difficilement, avec d'autres courants d'extrême gauche d'en monter une démocratique, et le mouvement de 2005, où nous avons été à l'initiative de la coordination regroupant toute la gauche (sauf la FIDL, marginalisée) et la majorité du mouvement organisé, on peut mesurer le chemin parcouru.

Cela ne signifie pas que notre orientation est hégémonique, mais que nous pouvons et avons la responsabilité de faire des propositions à l'ensemble de la jeunesse et de ses organisations pour construire les luttes. Nous devons être à l'initiative, faire des propositions qui rassemblent tous en traçant une perspective combative.

Répondre aux enjeux de la situation

1. Les enjeux

La situation politique reste très contradictoire. La classe dirigeante est toujours à l'offensive et elle intensifie ses attaques contre les jeunes et les travailleurs en essayant réduire à néant l'ensemble de nos acquis et de briser toute contestation (retraites, Sécu, LMD, privatisations, CPE…). Pourtant depuis quelques années maintenant des résistances s'organisent. Nous assistons clairement à une remontée des luttes. Depuis 2002 pratiquement chaque attaque a connu une résistance, chaque année nous avons assisté à des mobilisations et souvent avec la jeunesse au premier plan. Avril 2002 mouvement contre Le Pen, mai/juin 2003 mouvement contre la réforme des retraites, nov/déc 2003 contre le LMD, contre la guerre en Irak, fev/avril 2005 contre la loi Fillon et bien sûr le mouvement contre le CPE. Ces luttes ont été des luttes d'ampleur, grèves longues et manifestations très massives. À plusieurs reprises, ces luttes ont cherché une issue vers la grève générale même si les directions syndicales ont cherché à l'empêcher par tous les moyens. Il y a une forte conscience, notamment dans la jeunesse pendant le mouvement contre Fillon et le CPE, de l'impossibilité de gagner seul et de la nécessité d'un mouvement d'ensemble. Pourtant la majorité de ces résistances ont connu des défaites et même si le mouvement contre le CPE

a changé la donne en prouvant que la lutte paie, en redonnant confiance à l'ensemble des jeunes et des travailleurs, le rapport de force nous reste toujours défavorable. La situation de la majorité de la population continue de se dégrader.
Les luttes de ces dernières années ont bien sûr permis le début de reconstruction d'une conscience de classe, la conscience d'appartenir au même camp social, d'avoir un ennemi commun : le gouvernement et la classe dirigeante. Elles ont aussi permis une certaine accumulation d'expérience en terme de méthode pour la lutte, avec comme meilleur exemple le mouvement CPE, la nécessité de l'unité, de la grève et des manifs de masse, l'auto organisation… Mais il y a de plus en plus un décalage entre ces luttes d'ampleur, cette politisation et le niveau d'organisation des jeunes et des travailleurs qui reste toujours faible. Même après un mouvement tel que le CPE il n'y a pas eu de vague massive d'intégration dans les syndicats ou les organisations politiques. Il y a notamment dans la jeunesse une méfiance vis-à-vis des organisations et franchir le pas de s'organiser sur la durée n'est pas du tout spontané.
L'autre caractéristique centrale pour comprendre les enjeux de la situation, est la nouvelle place qu'occupent les révolutionnaires. Avec le mouvement de balancier vers la droite des organisations traditionnelles, l'écho des révolutionnaires est beaucoup plus important. Dans les luttes de ces dernières notamment dans la jeunesse nous avons occupé une place centrale et avons été en position de disputer la direction aux organisations réformistes. Mais malgré cette place plus importante nos organisations ne font pas des sauts quantitatifs, nous ne gagnons pas de gens de manière massive.

2. Organiser la jeunesse et disputer la direction des luttes aux réformistes

a) Le front unique dans les luttes

Pour surmonter la division de la classe ouvrière et réussir à la mettre en mouvement, les seules forces des révolutionnaires ne suffisent pas. Pour réussir à entraîner la majorité il y a nécessité à proposer l'unité d'action avec l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier. Pendant le mouvement contre le CPE c'est cette unité d'action qui a contribué à impulser la mobilisation. L'intersyndicale et la réunion unitaire des organisations de jeunesse ont permis d'appeler à une première manifestation de manière très large et ont permis d'impulser des assemblées générales un peu partout en même temps. Cette démarche doit être la nôtre sur l'ensemble des questions : proposer l'unité d'action sur des questions déterminées pour mettre en mouvement le maximum de gens. Mais bien évidemment même si le front unique est une condition déterminante elle ne suffit pas à faire gagner les mobilisations et inverser le rapport de force entre les classes. Pour gagner il y a besoin de défendre une orientation qui pousse à la grève et pas seulement à des journées d'actions, qui tende à la généralisation de la grève, qui pousse à l'auto organisation de ceux qui luttent… et faire en sorte que cette orientation devienne majoritaire. C'est pourquoi pousser à l'unité d'action ne signifie pas cesser de défendre une orientation spécifique pour les luttes.

b) Le travail de masse

Le travail de masse est une activité fondamentale, que chaque militant doit s'efforcer de réaliser, pour plusieurs raisons.
La première est que les organisations de masse, en particulier, les syndicats, sont des cadres qui permettent aux jeunes de s'organiser entre les mobilisations à partir d'objectifs immédiats. Cela leur permet de prendre conscience de leur force, de maintenir une activité militante même s'ils n'ont pas envie de s'engager dans une organisation politique. La taille des organisations de masse et leurs capacités militantes sont des éléments décisifs pour les capacités de réaction des jeunes pour défendre leurs droits.
La deuxième raison est que ce sont des outils décisifs pour gagner la confiance des jeunes et des travailleurs et les entraîner dans la lutte. Le syndicalisme permet de partir des questions les plus concrètes (problèmes d'inscription, de bourse, de papiers…) pour faire comprendre la nécessité de l'organisation et de la lutte collective. Malgré leur faible taux de syndiqués les syndicats étudiants sont les structures qui organisent le plus largement la jeunesse.
Les syndicats sont aussi les premières structures de front unique. Ils permettent de regrouper de manière permanente différentes forces. Ils ont une capacité d'entraînement plus large que les seuls révolutionnaires. Nous devons intervenir dans les syndicats étudiants et pousser à l'unité syndicale, c'est-à-dire à ce que l'ensemble des forces se regroupent dans une seule structure. Mais comme dans les mouvements nous devons dans les syndicats défendre notre orientation et chercher à disputer la direction aux bureaucraties syndicales. Nous devons considérer les syndicats comme des assemblées générales permanentes. Nous devons défendre une orientation qui pousse à l'unité de l'ensemble des forces, pour un syndicat de masse, mais aussi une orientation sans compromis avec les réformes libérales, un syndicat démocratique dans lequel l'ensemble des adhérents pourraient décider eux-mêmes, un syndicat de lutte et non d'adaptation.

c) Avancer notre orientation et construire une direction pour les luttes

La victoire des luttes n'est pas spontanée et les directions syndicales et réformistes, dans l'ensemble des mobilisations de ces dernières années, ont cherché à freiner l'amplification des luttes. C'est pourquoi nous devons défendre, comme nous l'avons fait dans le mouvement sur le CPE, les perspectives qui permettent de gagner et d'accentuer les crises du système. Cela passe par la grève (et donc les piquets de grève, le blocage), les liens entre la jeunesse et les salariés, l'élargissement de la grève à l'ensemble des secteurs, les prises de décisions par les premiers concernés (auto-organisation), la confrontation avec le gouvernement et l'état. Nous devons défendre cette orientation dans l'ensemble des cadres aussi bien dans les luttes que dans nos syndicats.
Nous devons essayer de gagner l'hégémonie dans la nouvelle génération qui entre en résistance. Cela signifie que nous devons confronter nos perspectives et programmes politiques aux courants qui se prétendent « antilibéraux » que nous côtoyons dans les luttes, qui polarisent une partie importante de la jeunesse et qui développent une perspective d'aménagement du capitalisme afin de le rendre plus humain, débarrassé des « excès » du libéralisme, et qui en définitive ne font que dévoyer les aspirations des jeunes en canalisant leurs luttes et en prônant des politiques de collaboration de classe.
Nous devons démontrer qu'on ne peut s'opposer réellement au libéralisme qu'en se confrontant à la bourgeoisie, à ses profits, à sa propriété privée et à son pouvoir absolu.
Mais pour que cette orientation devienne majoritaire nous devons chercher à disputer la direction des luttes aux directions réformistes. Les rapports de forces entre les réformistes et les révolutionnaires ont évolué depuis 10 ans. Nos idées rencontrent un écho beaucoup plus important et plus particulièrement dans la jeunesse nous nous retrouvons en position de pouvoir diriger les luttes. Pendant le mouvement contre le CPE, nous étions en très forte position chez les porte-parole du mouvement, nous avons rédigé presque systématiquement les appels des coordinations. C'est lorsqu'une lutte est longue, avec la grève et des débats, que la conscience des jeunes se développe le plus.
Un des enjeux pour nous est d'être en capacité de construire cette direction pour les luttes qui puisse répondre à l'ensemble des questions que pose une mobilisation pour l'amener jusqu'au bout. Les questions de structuration du mouvement (assemblées générales, coordinations…), de rythme de la mobilisation, des mots d'ordre sont souvent décisives pour cela. Pendant le mouvement contre le CPE, nous avons en partie réussit à disputer cette direction même si nous n'avons pas réussi à déborder l'ensemble des directions réformistes et nous n'avons pas réussit à entraîner les travailleurs jusqu'à la grève générale.

3. Construire une organisation politique à la hauteur des enjeux

a) La nécessité d'une

nouvelle force dans la jeunesse

La contradiction entre l'écho de nos idées, en particulier dans les mobilisations, et le nombre de jeunes qui sont organisés dans des organisations révolutionnaires démontre que notre organisation ne suffit pas à répondre à la situation politique. **Comme la LCR affirme qu'il faut une nouvelle force pour répondre à cette situation, nous affirmons que c'est le cas y compris dans la jeunesse. Cela correspond à une période où la conscience de classe se reconstruit, en particulier dans la jeunesse, où les luttes de ces dernières années ont contribué à reconstruire la conscience de la nécessité de défendre les intérêts de notre camp social. Mais cette augmentation de la conscience ne règle pas tout, et il ne suffit pas de proposer une nouvelle organisation pour que des centaines de milliers de jeunes s'organisent : si les jeunes ne s'organisent pas, c'est aussi et probablement surtout parce que leur conscience n'en est pas encore massivement à la nécessité de s'organiser de manière permanente (politiquement comme syndicalement d'ailleurs).**

La LCR affirme sa disponibilité pour la construction d'un nouveau parti, « plus nombreux, plus ancré dans le monde du travail, dans les classes populaires » et portant « l'essentiel de la radicalité anticapitaliste que porte la Ligue aujourd'hui ». « Le programme de cette nouvelle force, nécessairement inachevé, en construction, demande pour assurer la stabilité d'un tel regroupement une série de délimitations politiques : lutte de classe, indépendance vis-à-vis des institutions de gestion de l'État, projet de rupture avec le capitalisme et construction d'une société alternative dans le cadre d'une démocratie socialiste. »

Cela est particulièrement vrai dans la jeunesse, où les mobilisations récentes ont posé systématiquement le problème du rapport aux institutions. Ainsi, pendant la crise des banlieues, le rapport à la police et à l'État a été posé, pendant le mouvement contre le CPE et le mouvement lycéen, les désaccords entre la gauche et la droite du mouvement se sont faits sur cette question.

De plus, des recompositions politiques, des regroupements, ont lieu dans plusieurs pays d'Europe mais, dans plusieurs d'entre eux, ils ont pour but de rabattre les mouvements sociaux les plus radicaux vers les institutions. En France, le rapport de force entre les révolutionnaires et les réformistes et les dernières mobilisations doivent permettre qu'une nouvelle force soit clairement une organisation qui se fixe comme but de renverser le capitalisme.

b) Avancer notre programme et construire notre courant

Les dernières mobilisations auxquelles nous avons participé montrent que notre organisation a un écho considérable. Cela n'est pas dû au hasard : c'est principalement parce que nous sommes la seule organisation de jeunesse à dire clairement certaines positions. Nous ne devons pas être réticents, nous devons défendre notre politique vers l'extérieur. Aujourd'hui, lorsque nous défendons nos orientations dans les luttes, lorsque nous nous affirmons comme communistes et révolutionnaires, nous n'apparaissons pas pour des fous. Pour une partie des jeunes, y compris, affirmer clairement qu'une autre société est possible est tout à fait raisonnable. Cela suscite même des questions à partir du moment où nous expliquons que nous ne sommes pas des staliniens, que nous ne nous reconnaissions pas dans l'URSS. Grâce au nouvel écho qu'on les trotskistes, de nombreux jeunes sont prêts à écouter ce type de discours.

Nous devons répondre à ces questions : oui, nous pensons, qu'il faut une société débarrassée de l'exploitation, basée sur les besoins des peuples, organisée par les travailleurs. Oui, nous pensons que pour fonder cette société à partir du capitalisme, il faudra que les travailleurs prennent le pouvoir. Nous pensons que la bourgeoise ne se laissera pas faire, qu'il faut donc se préparer à cette bataille et que, dans cette lutte pour une autre société, la jeunesse aura un rôle considérable.

Cela passe par des formations, des cercles ouverts, mais aussi par des explications, régulièrement, dans notre matériel (journal, affiches, tracts…).

c) Poser la question du pouvoir

Pour abattre le pouvoir de la classe dirigeante, il ne suffira pas d'une addition ou d'une généralisation des luttes. Nous ne nous satisfaisons pas de la satisfaction des revendications qui déclenchent la lutte, comme le retrait du CPE/CNE et de la LEC, mais nous cherchons à ce que la lutte ouvre une brèche vers la prise du pouvoir et le socialisme. Nous devons donc chercher à convaincre les jeunes et les travailleurs d'un projet de société et d'une stratégie pour y arriver, une stratégie qui pose la question du pouvoir.

Le premier élément de cette stratégie, c'est la mobilisation unitaire de l'ensemble des jeunes, aux côtés des travailleurs. Nous cherchons à ce que cette mobilisation se développe en une grève générale avec généralisation de l'auto-organisation. Nous cherchons à faire en sorte que les organes d'auto-organisation, de centres de décision pour la lutte, deviennent contre-pouvoir puis pouvoir.

Lors du mouvement de l'an dernier, nous avons convaincu une grande partie des jeunes mobilisés qu'il fallait se battre pour virer le gouvernement Villepin-Sarkozy en raison de son attitude face au mouvement et depuis qu'il était au pouvoir. Nous devons systématiquement chercher convaincre les jeunes et les travailleurs de l'illégitimité de tout gouvernement bourgeois, à partir de l'expérience faite par les jeunes et les travailleurs eux-mêmes.

Une manière de rendre concrète l'idée que notre camp social doit prendre le pouvoir est d'expliquer que nous devons nous battre pour un gouvernement des travailleurs, appuyé sur et issu des luttes et cherchant à appliquer un programme aussi fidèle aux intérêts des travailleurs et des opprimés que le gouvernement actuel l'est aux intérêts du MEDEF.

d) S'adresser largement

Cela ne veut pas dire que nous soyons gauchistes : nous devons prendre le temps d'expliquer ce que nous pensons, nous devons partir des préoccupations immédiates des jeunes. Sinon, cela reviendrait à ne s'adresser qu'aux jeunes qui sont déjà convaincus par nos idées. Nous devons nous donner les moyens d'être compréhensibles par les centaines de milliers de jeunes qui se sont mobilisés pendant les mobilisations que nous avons connues ces dernières années. Nous devons même nous adresser à tous ces jeunes qui ne luttent pas parce qu'ils sont résignés, ou à ces jeunes qui se reconnaissent dans l'extrême droite parce qu'ils ne croient plus à la solidarité, aux intérêts collectifs.

Nous devons nous fixer comme objectif permanent de nous adresser le plus largement possible pour poser les questions fondamentales que sont celles de l'État et de la propriété. C'est à cela que servent des revendications transitoires, ou revendications anticapitalistes : ce sont des revendications concrètes mais qui posent ces deux problèmes. C'est le cas par exemple de revendications comme « un emploi stable pour tous les jeunes » ou « pas un flic dans les quartiers », qui sont des revendications incompatibles avec le capitalisme.

Dans nos campagnes politiques, nous devons mettre en avant de telles revendications. Mais nous devons aussi le faire dans les mobilisations, en prenant garde à ce que défendre ces revendications ne nous empêche pas de proposer des revendications plus immédiates qui permettent de construire le mouvement. Par exemple, pendant le mouvement contre le CPE, les JCR pouvaient avancer la revendication « un emploi stable pour tous les jeunes » mais, étant donné l'état de développement du mouvement, cela n'aurait pas eu de sens de soumettre au vote une telle revendication.

Orientation

Nos priorités d'intervention sont les questions sur lesquelles nous pouvons entraîner du monde, élever le niveau de conscience et peser sur le rapport de forces réel, sans pour autant mettre de côté les autres questions.

Quatre questions essentielles apparaissent : les luttes sociales, notamment autour de l'éducation, les luttes antiracistes, les luttes internationalistes (essentiellement les mobilisations contre la guerre) et les mobilisations contre les politiques répressives.

Le caractère prioritaire de ces questions signifie qu'elles doivent faire l'objet d'une politique cohérente et nationale, prise en charge par l'ensemble de l'organisation, dans le travail de masse ou dans notre apparition propre.

Nous devons aussi avoir une apparition propre régulière, lors de laquelle nous argumentons sur nos positions sur les sujets d'actualité, sur le fonctionnement de la société, etc.

1. Travail de masse, syndicalisme

Une intervention dans les cadres de masse nous permet d'avoir un milieu et de contribuer à l'organiser, à élever son niveau de conscience. Notre travail dans les organisations de masse nous permet de nous adresser au maximum de monde. Notre politique doit être de trouver des mots d'ordre unifiants pour pousser à l'action le plus de jeunes possible. Le travail de masse permet de mobiliser sur des revendications immédiates.

Notre intervention syndicale a trois axes fondamentaux :

1. Nous nous battons pour un syndicat de masse, unique. Si une telle structure existait, cela permettrait aux jeunes de pouvoir s'organiser plus massivement, et d'avoir une seule structure de référence à laquelle s'adresser. Cela renforcerait leurs capacités d'action et leur conscience. Nous nous battons pour que ce syndicat soit démocratique et lutte de classe. En ce qui concerne la crise actuelle du syndicalisme étudiant, nous soutenons les regroupements syndicaux, qui aboutissent à diminuer le nombre de structures concurrentes, et nous nous battons contre les exclusions. Celles-ci affaiblissent non seulement les militants combatifs, mais aussi les syndicats dans leur ensemble. Concernant les exclusions de l'Unef, quel que soit notre syndicat, nous nous y opposons et participons à la campagne pour la réintégration. Enfin, nous nous battons concrètement pour une nouvelle réunification syndicale : en la défendant dans nos structures syndicales, renforçant les structures intersyndicales et les liens entre militants de lutte.

2. Nous devons intervenir en poussant à l'auto-organisation, à la démocratie et à l'unité dans l'action. Cela veut dire faire en sorte que le syndicat propose à toutes les forces de convoquer des assemblées générales sur les questions essentielles, et que celles-ci soient démocratiques. Nous nous battons pour que les structures d'auto-organisation soient massives, aient des rythmes de réunion qui permettent au plus grand nombre de décider (donc régulières mais suffisamment souples pour nous ne pas se réduire à une minorité activiste).

Les directions actuelles des syndicats ne répondent pas aux enjeux de la situation. Nous nous battons pour construire des directions alternatives, c'est-à-dire des regroupements qui développent une orientation solide sur l'ensemble des questions (analyse des réformes, prise en compte des multiples intérêts immédiats des étudiants, implantation de masse…).

Nous n'attendons pas que la bureaucratie syndicale agisse, nous essayons de prouver par la pratique la justesse de notre orientation, et d'entraîner d'autres syndicalistes dans la lutte. Notre intervention doit avoir une cohérence nationale, de manière à pouvoir taper dans le même sens dans les moments importants.

3. Nous intervenons pour que les syndicats soient clairement opposés aux réformes libérales, en particulier celles qui concernent l'éducation. Le LMD, le Pacte pour la recherche, la professionnalisation, l'autonomie des établissements et la sélection constituent un projet cohérent qu'il nous faut combattre. C'est la principale question sur laquelle devraient intervenir les syndicats, au-delà des problèmes immédiats des étudiants, qui y sont par ailleurs souvent liés. Nous contribuons à éclaircir des questions comme l'allocation d'autonomie, considérée comme un présalaire, les questions internationales, la lutte contre le racisme et le sexisme.

2. Campagnes

a) Construire un mouvement antiguerre et internationaliste sur la durée

Vue la centralité de la question de la guerre dans la situation internationale, nous devons nous fixer comme objectif la reconstruction d'un mouvement antiguerre. **Les collectifs Agir Contre la Guerre (ACG) ont joué un rôle important lors de la construction du mouvement antiguerre en 2003. Cependant, ces collectifs étaient présents sur peu de villes, de quartiers ou de facs et n'ont pas réussi à faire face au reflux du mouvement antiguerre. Nous avons toujours besoin d'un mouvement qui soit massif, unitaire, implanté localement, et qui intègre la politique de l'impérialisme français.**

Pour cela, nous devons dès maintenant construire des collectifs antiguerre locaux le plus unitaires possible sur les facs, les lycées, et les quartiers. Cela signifie convoquer des réunions unitaires sur la question de la guerre, avec l'ensemble des organisations politiques, syndicales, associatives… de notre milieu, y discuter d'une plate-forme de revendications (les 3 mots d'ordre de base d'ACG permettent une mobilisation large : pas de guerre ni d'occupation militaire (avec ou sans l'ONU), justice en Palestine, pas de participation française). En fonction de l'actualité et des réalités locales, nous poussons pour que ces collectifs mènent une activité sur le Moyen-Orient (« Guerre sans limite » : Liban, Irak, Palestine…) et, quand c'est possible, sur l'impérialisme français en Afrique. La question d'actualité étant en ce moment le retrait des troupes françaises du Liban

Ces collectifs doivent servir à mener de l'activité militante (réunions régulières, diffs de tracts, collages, tables, réunions publiques, projections de films, actions spectaculaires, participation aux manifs nationales et internationales…).

Nous participons aux cadres unitaires nationaux déjà existants, pour y proposer des dates de manifs et y mener des batailles d'orientation. Mais, vues les difficultés auxquelles nous faisons face dans ces cadres, nous devons continuer à nous donner les moyens de prendre des initiatives, en s'appuyant sur l'expérience et la légitimité acquises par ACG.

Une campagne un peu unitaire pour le démantèlement des bases militaires et le retrait des troupes françaises en Afrique est en train de voir le jour (LCR, CNT, Survie, Afrique 21…). C'est une occasion à ne pas rater pour combattre notre propre impérialisme. Nous devons impulser dans les collectifs anti-guerres une activité sur cette question.

Une campagne de solidarité au processus en cours au Venezuela se mène dans différentes villes. Les luttes en cours en Amérique de Sud sont importantes et permettent de discuter de stratégie. Nous devons les relayer par des campagnes d'information (réunions publiques…) et de soutien (comme la brigade qu'ont organisée les camarades de Toulouse au Venezuela).

Enfin, au niveau de notre apparition politique, nous mettons en avant le soutien aux résistances, y compris armées (et en particulier aux courants du mouvement ouvrier : sections de la IVe, PCL…), la nécessité de changer de société pour mettre fin aux guerres…

b) Impulser et développer les mobilisations contre la casse de nos acquis sociaux, dans l'éducation et au travail

Les derniers affrontements massifs de la jeunesse (principalement scolarisée) contre le gouvernement et le patronat se sont déroulés autour de réformes des diplômes (LMD, loi Fillon…) ou de contrats de travail (CPE).

Les deux questions centrales qui se dégagent derrière ça, ce sont Éducation et Travail/Précarité : Ces deux questions sont le terrain d'attaque principal des classes dirigeantes, et touchent directement des millions de jeunes dans leurs conditions de vie, de travail et d'étude. Elles sont les plus unifiantes pour la jeunesse, et pour son lien avec les travailleurs.

D'où l'importance d'avoir une intervention permanente sur les lieux principaux où est concentrée cette jeunesse : facs, lycées (en particulier lycées des quartiers populaires), et CFA là où c'est possible. Nous combinons apparition politique (bulletins réguliers, tables, réunions publiques…), et la construction de cadres plus larges (syndicats, comités de lutte…).

Nous devons suivre tous les projets de réformes, et être prêts à réagir par des campagnes unitaires de mobilisation, sur le modèle de la campagne CPE : réunions unitaires, tracts, AGs… avec la perspective de la grève, du blocage, du lien avec les salariés. Il y a une importance particulière à informer et mobiliser contre les projets de sélection à l'entrée de l'Université, l'autonomie des facs et de « professionnalisation des études », qui veulent les soumettre encore plus aux intérêts du patronat. Nous nous battons pour une éducation publique, de qualité, ouverte à tous.

Nous devons essayer de lancer une large campagne unitaire pour une allocation d'autonomie : un présalaire à hauteur du SMIC qui permette aux jeunes de chercher un emploi dans de bonnes conditions, ou de poursuivre leurs études sans avoir à se salarier ou à dépendre de leurs parents.
Nous mettons en avant des revendications comme la suppression de l'apprentissage dès 14 ans, la titularisation de tous les emplois précaires, un emploi stable pour tous, des stages rémunérés…

c) Lutte contre le racisme.

Ces dernières années, les attaques racistes se sont développées (loi sur le rôle positif de la colonisation, loi CESEDA…). Et ces derniers mois, les mouvements antiracistes se sont développés, même s'ils sont loin d'être à la hauteur des enjeux. Il existe un vrai potentiel de mobilisation sur ces questions.
Les sujets et les cadres ne manquent pas, mais certaines priorités se dégagent : Sans-papiers, RESF-RUSF, lutte contre les discriminations. Le « réveil » du mouvement des Sans-papiers est d'une importance capitale : la mobilisation des premiers concernés permet de donner confiance, faire reculer les préjugés racistes. Le mouvement ouvrier est face à ses responsabilités et ne se donne pas aujourd'hui les moyens de construire un soutien suffisamment large pour mettre en échec les politiques gouvernementales, même si les mobilisations autour de CESEDA, de RESF sont des premiers pas. Nous devons donc être particulièrement actifs dans le soutien aux collectifs de Sans-papiers : soutien matériel (tirage de tracts, collectes, permanences…) aussi bien que politique (initiatives publiques…).
En lien avec cette question, cette année a vu la réussite du Réseau Éducation Sans Frontières (RESF), et le lancement du Réseau Université Sans Frontières (RUSF). Ces deux expériences sont certes spécifiques (jeunes scolarisés), mais ont réussi à reconstruire un large réseau de soutien (opinion, profs, parents, nombreuses organisations…). Nous avons un rôle fondamental à jouer dans ces réseaux : monter des collectifs unitaires locaux partout où nous sommes, prendre en charge concrètement des dossiers (aide juridique, suivis auprès des préfectures, construction de mobilisations de soutien). Nous ne faisons pas ça par « humanisme », mais parce que c'est le moyen de lancer un combat politique de masse contre le racisme et pour la régularisation de tous les Sans-papiers…
Enfin, la révolte des banlieues a reposé, de manière encore plus claire, la question de la lutte contre les discriminations racistes (discriminations quotidiennes, au travail, contrôles policiers…). Sur ces questions, les cadres organisationnels sont nombreux et imparfaits (Devoir de mémoire, Indigènes de la République, associations de quartiers du type ACLeFeu…). Dans la mesure de nos moyens, et en fonction des réalités locales de ces cadres, nous essayons d'y intervenir.

d) Intervention permanente sur les questions politiques qui radicalisent et concernent la jeunesse

Il existe plusieurs questions politiques fondamentales, mais pour lesquelles peu de cadres existent pour une activité quotidienne. Nous devons malgré cela avoir une activité sur ces questions : intégrer en permanence ces préoccupations dans nos activités politiques et syndicales, préparer les grosses échéances, tisser des liens militants avec des réseaux spécifiques…

1) Normes et sexualité

La jeunesse est la période d'apprentissage des normes dans l'ensemble des cadres de la société (famille, école, monde du travail…). Mais parce que les jeunes n'ont pas entièrement intégré l'idéologie dominante, la question des normes et particulièrement celles liées à la sexualité sont au premier rang des questions politiques susceptibles de les toucher.
Chaque année, les Marches des Fiertés nous démontrent que les questions liées à la sexualité concernent les jeunes au premier chef et que nombre d'entre eux sont susceptibles de se mobiliser, de se radicaliser et de se politiser dans des mobilisations qui pèsent dans le rapport de forces. Nous devons nous investir dans la préparation d'échéances du type Marches des Fiertés, journée contre l'homophobie… et mener une activité avec les structures militantes du mouvement LGBT (asso de facs, panthères roses…).
Face à la multiplication des attaques contre les droits des femmes, un travail est possible et nécessaire. C'est ce qu'a démontré l'écho relatif reçu par les campagnes menées par Ni Putes Ni Soumises, qui apportaient des réponses institutionnelles à des problèmes pourtant bien réels. Nous devons être réactifs sur ces questions, notamment face aux menaces contre le droit à l'avortement, en étant partie prenante des rassemblements, manifs… Le féminisme ne se résume pas pour nous à une manifestation tous les 8 mars et doit faire partie intégrante de notre intervention, et ce dans tous les cadres : politique, syndical… En fonction de l'actualité nous intervenons sur différents axes : femmes et précarité, éducation, avortement/contraception/sexualité, violences faites aux femmes, et les femmes victimes des guerres.

2) Antifascisme

Les manifestations monstres de l'entre-deux-tours nous ont prouvé que le sentiment antiraciste et antifasciste était largement partagé chez les jeunes. Mais aucun cadre permanent n'existe réellement contre le FN et les fascistes. Par contre, des manifestations sont régulièrement organisées contre des meetings et rassemblements de l'extrême droite. Nous devons les préparer activement.

3) Écologie

Enfin, la question de l'écologie est une question qui, à juste titre, préoccupe les jeunes. Les mobilisations contre les marées noires, contre le nucléaire, la dimension écologiste dans les rassemblements altermondialistes ou les campagnes contre les OGM témoignent d'un intérêt réel pour l'écologie. **La question de l'écologie permet de poser très rapidement le problème de la logique anarchique de cette société, de sa soumission aux intérêts de la bourgeoisie, de la course aux profits et la concurrence. C'est même nécessaire pour que l'écologie ne se résume pas à une culpabilisation individuelle (tri des déchets, pot catalytique…) qui ne résoudrait pas les problèmes et ferait payer la facture une fois de plus à ceux qui n'ont pas beaucoup de moyens. Nous soutenons les réseaux écologistes (sortir du nucléaire…) et participons aux campagnes écologistes en mettant en avant la responsabilité des gouvernements et des profits dans la crise écologique, la nécessité de rompre avec cette société en plus de revendications concrètes. Nous mettons en avant des revendications transitoires pour faire le pont entre préoccupations concrètes et projet de société (réquisition des entreprises qui polluent…).**

Nous devons avoir une élaboration spécifique sur l'ensemble de ces questions, et les intégrer à notre profil politique.
Nous devons aussi nous donner les moyens de participer à certaines mobilisations sur ces questions. Au niveau national, nous devons nous saisir de l'actualité. De plus, sur certaines sections, ce type de mobilisations peut être une priorité : mobilisations contre des catastrophes écologiques, contre des politiques municipales particulièrement sécuritaires, contre des actes racistes localisés…

e) Développer des cadres de discussions politiques dans la jeunesse

Suite aux mouvements massifs dans la jeunesse, il existe un besoin et des possibilités de discussions sur les perspectives politiques et sociales dans la jeunesse. De plus, en particulier à l'échelle de larges secteurs militants, il existe un débat sur la recomposition, la restructuration du mouvement ouvrier.
Nous considérons qu'il faut susciter, favoriser et participer à ce type de débats politiques. En particulier, nous avons poussé et poussons à l'organisation d'États généraux de la jeunesse, à des Forums sociaux universitaires ou de la jeunesse.
Il existe aussi une intervention dans le cadre de collectifs antilibéraux. Nous essayons aussi de développer des débats politiques publics entre organisations, même si ceux-ci ne doivent pas se résumer à des débats pour lesquels nous sommes les seuls à mobiliser et à offrir de fait une tribune aux réformistes.
Dans ces différents cadres, nous avançons notre orientation :
- L'importance de la construction des luttes, de la participation de ces cadres larges aux luttes.
- L'importance de développer l'unité d'action la plus large, avec toutes les composantes du mouvement ouvrier dans la jeunesse.
- Une nouvelle force est nécessaire dans la jeunesse, mais sur des bases claires vis-à-vis des

luttes, des institutions, une nouvelle force réellement à même de renverser le capitalisme.

3. Construction.

a) Construction de l'organisation.

1- La place que nous avons eue dans le mouvement anti-CPE doit nous inciter à repenser notre façon de voir l'organisation. Aujourd'hui, nous sommes en capacité de prétendre à la direction de luttes massives dans la jeunesse, et nous bénéficions d'une audience importante pour nos idées. Nous devons « changer d'échelle », et nous adresser beaucoup plus largement, à tous les jeunes révoltés.
Pour tenter de réduire le décalage qui existe entre le haut niveau de combativité des jeunes et le très faible niveau d'organisation de la jeunesse, et particulièrement entre le décalage entre l'écho que rencontrent nos propositions ainsi que notre orientation dans les luttes et notre taille réelle qui reste très faible, nous devons faire preuve de volontarisme politique.
Pour cela, nous devons profiter des campagnes électorales pour mettre en place une série de meetings et de rencontres publiques dans un maximum de villes. Nous pouvons monter un nombre important de sections dans différentes villes, et renforcer les sections existantes.
Nous devons également organiser plus de réunions publiques de façon générale. En effet, il ne s'agit pas d'initiatives liées à la conjoncture électorale, mais d'une nécessité si on veut élargir notre milieu, multiplier nos contacts de sympathisants pour qu'ensuite il y ait plus de monde en cercle ouvert… puis en cercle !
Nous pensons que l'objectif de trois réunions publiques annuelles peut s'avérer pertinent :
1) La première en début d'année scolaire, peu après la rentrée des facs ; elle a pour but de faire connaître notre courant politique et son organisation de jeunesse et peut permettre de faire militer politiquement nos sympathisants les plus proches tout en leur donnant un objectif concret.
2) Une seconde vers le milieu de l'année scolaire, vers février, une réunion publique qui soit plus centrée sur l'expérience d'une lutte : qu'ont défendu ou que défendent les JCR dans cette lutte, pourquoi (quelles sont les questions décisives pour le mouvement) et comment (notre conception de la démocratie ouvrière, la démarche transitoire). Cette réunion publique peut être bien utile pour faire la preuve, de façon pratique et non seulement en arguments plus abstraits, de la nécessité d'être organisé politiquement.
3) La troisième à la fin de l'année, vers juin, afin de faire le bilan de l'année écoulé, les expériences de lutte, l'évolution de la situation politique et les perspectives qui en découlent, ainsi qu'une présentation des RIJ).

2- La construction de l'organisation doit être prise en charge par la direction nationale (DN) des JCR, avec un suivi combiné des sections petites ou nouvelles par le BN et les plus grosses sections de la région. Les Rencontres Internationales de Jeunes (RIJ) sont un moment important pour la construction de notre organisation : c'est l'occasion de faire de la politique avec de nombreux jeunes, de renforcer les liens entre sections, et de gagner les sympathisants à l'organisation. La préparation des RIJ doit être assumée par la DN. Nous devons anticiper cette échéance dès janvier et avoir du matériel en conséquence (affiche, dépliant, der de RED…).

b) Structuration et instances

1- La section et le cercle

Les militants sur une ville ou une région sont regroupés en section, qui peut être divisée en plusieurs cercles, selon un découpage géographique ou un secteur d'intervention (exemple : un cercle lycéen). L'orientation générale sur la section est déterminée par le congrès de section. Le cercle est l'instance de base de l'organisation. C'est le lieu où se décide et se met en place l'activité et où se mènent les débats.

2- La direction nationale (DN) et le bureau national (BN)

La DN est la direction de l'organisation entre deux congrès. Elle est l'instance de décision. Elle est chargée d'appliquer le texte d'orientation voté par le congrès national, qui constitue son mandat.
Elle est élue par le congrès en deux temps : dans les congrès locaux qui élisent des couples (si possibles non mixtes pour éviter que ce soit toujours le mec qui se rende à la DN) ; et un « correctif » (des couples non élus lors des congrès locaux) est mis en place lors du congrès national pour chaque plate-forme, avec le but que la DN complète reflète exactement la réalité de l'organisation à la proportionnelle.
Les JCR-RED ne sont pas une organisation fédérale, mais la composition de la DN prend aussi en compte des critères qui ne sont pas liés à la diversité des plates-formes : représentation d'un maximum de villes, y compris les petites, rajeunissement, diversités du secteur d'intervention (lycéen, étudiant ; antiguerre, altermondialiste, syndicaliste, antiraciste, féministe…).
La DN élit en son sein, avec la représentation proportionnelle des plates-formes, un Bureau national, chargé d'appliquer l'orientation décidée en DN, entre deux réunions de celle-ci. Ce BN est essentiellement composé de militants parisiens.

3- Les secrétariats

Pour que la DN puisse pleinement jouer son rôle d'élaboration politique et de direction réelle de l'organisation, des secrétariats « thématiques » sont élus en son sein. Le rôle d'un secrétariat est de proposer une orientation sur une question précise – qui est ensuite débattue et validée par la DN –, de l'impulser dans l'organisation et de centraliser ce qui est fait au niveau local. Ils proposent également du matériel (autocollants, affiches, tracts…).
Depuis deux congrès, ces secrétariats ont du mal à fonctionner. Il faut que les secrétariats qui seront créés correspondent réellement à des activités prioritaires pour l'organisation, soit par l'importance de cette activité, soit par la volonté de développer sérieusement une activité encore embryonnaire (exemple : jeunes travailleurs). Mais il ne peut y avoir de secrétariats sur toutes les thématiques que nous abordons, et il est peu souhaitable d'être membre de plus de deux secrétariats, car cela les rend inefficaces.

4- Nous devons multiplier les stages de formation et mettre en place à la direction nationale une commission formation chargée de cette question. C'est ainsi que nous pourrons homogénéiser l'organisation.
Nous devons arriver à mettre en place deux stages nationaux par an, ainsi que des stages régionaux, qui associent les camarades des JCR, des camarades jeunes de la LCR et des contacts.

5- RED doit être le mensuel de toute l'organisation, qui relate l'activité de chaque section et qui est aussi un guide pour l'action pour tous les camarades. Nous devons être en capacité d'offrir une analyse de la situation actuelle, des éléments de formations et des perspectives d'action concrète. Nous devons surtout arriver à ce que RED soit plus utile à l'organisation : lien entre militants, vendu tous les mois à tout notre milieu… Comme nous avons en partie réussi à le faire pendant le mouvement contre le CPE et la précarité. RED devrait aussi être une source d'argent pour l'organisation et non pas un gouffre financier. Nous devons mettre sérieusement en place une centralisation des ventes, et une remontée des sous.

c) Lycées.

1- Une intervention régulière dans les lycées nous permet de recruter à l'organisation des militants jeunes qui vont y rester plusieurs années. C'est vital pour notre organisation. De plus nous avons vu, lors du mouvement lycéen de 2005 et lors du mouvement anti-CPE l'importance de mettre les lycéens dans la bataille en termes de combativité et de pèche pour la mobilisation, ainsi que le rôle que nos modestes réseaux lycéens ont pu y jouer.
2- Sur les lycées, nous apparaissons principalement en tant que JCR, en faisant un travail de propagande. Nous proposons l'activité à tous nos contacts, ainsi que de participer à nos campagnes.
3- Chaque cercle ou section doit avoir une activité régulière sur un lycée au minimum, ce qui permet de se structurer sur la durée et que notre organisation soit reconnue. C'est ce travail régulier qui porte ses fruits au moment des mobilisations. Cela veut dire une diffusion de tract toutes les quinzaines, des tables, réunions publiques, ainsi que des discussions avec les contacts dès que c'est possible (au café, et via la commission

lycéenne de la section).

d) Jeunes travailleurs

1- Dès que cela est possible chaque section doit avoir un travail en direction des jeunes travailleurs. Il s'agit de toucher les jeunes en Centre de Formation et d'Apprentissage (CFA) et les jeunes travailleurs en foyer (FJT), car ce sont les principaux lieux de concentration de jeunes travailleurs. Aucune organisation syndicale ne milite en direction des CFA et des FJT, ainsi ce travail inclus une dimension « parasyndicale. » Nous devons mettre à profit l'écho de notre courant au sein des classes populaires pour nous implanter durablement dans ces milieux.
2- Les jeunes travailleurs de l'organisation doivent tous être syndiqué et discuter dans leur milieu des campagnes et de l'activité de l'organisation. Nous faisons un effort particulier pour structurer l'activité des camarades qui sont pions (MI/SE, AE, assistants vie scolaire…)
3- Nous essayons d'être réactifs dès qu'une grève se déclenche, notamment dans les entreprises embauchant beaucoup de jeunes (Mac Do, Fnac, Pizza Hut…) et apportons notre soutien aux grévistes.

e) S'implanter dans les couches populaires et parmi les jeunes issus de l'immigration post-coloniale

1- Le « jeune de banlieue » constitue dans le discours dominant l' « ennemi intérieur », la source de tous les maux de la société. Pour nous, les jeunes des quartiers, jeunes hommes et femmes, notamment ceux issus de l'immigration coloniale forment une force potentiellement immense pour la transformation de la société. Les luttes de l'an dernier ont une nouvelle fois prouvé qu'il était décisif de s'implanter dans les quartiers et parmi la jeunesse issue de l'immigration post-coloniale.
2- Pour y arriver, nous devons tout d'abord comprendre que ces populations subissent des discriminations spécifiques. La réalité de leur vie quotidienne est différente de celle des centres villes, les modes de politisation et de mouvement sont également différents. Nous devons le prendre en compte et savoir en tirer ce qu'il y a de positif et d'enrichissant pour tout notre camp social.
3- Il ne s'agit pas de faire un brusque tournant vers les quartiers en lâchant l'intervention sur les facs et les lycées pour se transformer en missionnaires du communisme dans les banlieues. Il s'agit plutôt d'infléchir notre manière d'intervenir, de plus se tourner vers les milieux populaires à partir de nos lieux d'intervention traditionnels. Une majorité des jeunes des quartiers sont scolarisés et/ou salariés, et c'est d'abord dans ce cadre que nous pouvons les toucher.
4- Concrètement, cela passe part intervenir prioritairement vers les lycées les plus populaires (par exemple les lycées pro). Dans les universités, avoir une intervention syndicale sur les questions les plus concrètes (problèmes d'inscription, de bourses, de logement, de papiers) permet de se mettre en contact directement avec les jeunes les plus prolos et immigrés dans nos universités. Prouver par la pratique que la lutte collective paye à partir de problèmes concrets est la meilleure manière de gagner la confiance de ces jeunes et de pouvoir discuter politique et de leur proposer de l'activité militante sur d'autres sujets que ceux directement liés à leurs conditions de vie. Le travail RUSF, s'il est sérieux et suivi, permet de se lier aux étudiants étrangers. Le travail JT est évidemment un des biais pour toucher les milieux les plus prolétarisés.
5- En combinant peu à peu ces différents niveaux d'intervention, et en commençant par ce qui est le plus facilement faisable même avec des forces réduites (differ sur un ou quelques lycées populaires), tout en défendant une orientation prenant en compte les questions spécifiques (situation des quartiers, anticolonialisme, internationalisme…) il est possible de s'implanter réellement dans les milieux les plus populaires.

4. Conférence Nationale Jeune.

a) Pourquoi une CN jeune ?

Les dernières mobilisations dans la jeunesse montrent que le projet d'une organisation de jeunesse autonome est d'actualité, probablement même plus que lorsque les JCR ont été constituées en 1979, où les luttes allaient en se réduisant. Les dynamiques propres de la jeunesse, le rôle des organisations de jeunesse dans le mouvement contre le CPE ou la crise des banlieues vont dans ce sens.
Pour autant, nous devons constater que l'intervention de notre courant dans la jeunesse est aujourd'hui très éclatée et peu efficace. L'objectif d'une CN jeune est de résoudre ces problèmes. Nous proposons un processus d'homogénéisation de notre intervention entre JCR et groupes jeunes de la LCR et de développer notre intervention là où il n'y en a pas, tout en conservant un cadre d'intervention autonome.

b) Comment nous homogénéiser ?

Ce processus, puisqu'il repose sur la nécessité de construire une structure jeune autonome, pourrait s'articuler autour de quatre éléments :
1. Des cadres d'organisation des jeunes sans les « anciens », du niveau local au niveau national, ce qui implique l'existence de cercles, sections ou cellules jeunes localement, d'une coordination nationale, de bulletin de liaisons spécifiques.
2. Des décisions et du matériel jeunes décidés par les jeunes pour leur intervention dans les mobilisations et dans l'activité quotidienne.
3. Les jeunes qui sont dans le cadre autonome peuvent ou non appartenir aussi à la LCR.
4. Le quatrième élément décide de l'existence ou non d'une organisation de jeunesse, c'est celui de l'existence ou non d'un logo spécifique aux jeunes. Pendant la durée du processus, et après la CN, nous proposons que tout le matériel jeune, dans toutes les villes et nationalement, soit siglé JCR et LCR. C'est ce qui permettra de ménager les susceptibilités, de ne pas fausser les débats sur le fond, d'œuvrer à une véritable fusion, et enfin de nous servir de ce qu'il y a de positif dans chaque nom. En effet, la LCR est bien plus connue à une échelle de masse, ainsi on voit immédiatement le lien entre les jeunes et la LCR, mais les JCR sont le cadre reconnu par les autres organisations de jeunesse ainsi que chez de nombreux jeunes qui se sont mobilisés ces dernières années.
5. Le renforcement des liens entre la LCR et les jeunes de notre courant, par des rencontres politiques régulières nationalement et localement, par des participations croisées aux réunions (jeunes participant aux directions de la LCR et inversement), par des AG communes régulièrement localement.

c) Processus concret.

Le processus de la CN jeune dans la LCR a pris du retard. Ce retard est lié principalement à la situation difficile à l'intérieur de la LCR autour des échéances électorales et de l'organisation à construire. Concrètement, la LCR a décidé de ne pas organiser de réunion nationale jusqu'à janvier 2007, qui marquera en même temps probablement l'entrée dans la phase la plus active de la campagne électorale. De plus, les tensions dans l'Unef entre des camarades de notre courant ne freinent largement les possibilités de discuter sereinement d'un travail politique commun.
Nous proposons à la LCR que la CNJ soit après la rentrée 2007 (septembre-octobre 2007). Pour que tous les débats puissent avoir lieu, il faut des bulletins de débats, dans lesquels puissent s'exprimer un maximum de membres de l'organisation, ainsi que tous les membres de notre courant qui souhaiteraient s'exprimer sur les questions de la jeunesse, avec un effort prioritaire pour susciter des contributions des camarades jeunes.
Nous proposons comme dates de sorties :
- Le premier bulletin vers fin janvier-début février 2007
- Le second bulletin vers juin-juillet 2007
- Le troisième début septembre 2007, avant la CNJ.

De plus, pour faciliter l'échange entre les camarades, nous proposons à la LCR d'organiser des assemblées générales dans toutes les fédérations de la LCR, en lien avec la DN des JCR. Les sections des JCR en organiseront naturellement aussi On pourrait imaginer une première AG dans le courant du premier trimestre 2007 (février-mars, en profitant des vacances de février) et une seconde en septembre, afin de désigner les représentants pour la CN.
Nous proposons que des réunions de la commission jeune JCR-LCR aient lieu régulièrement, notamment pour organiser la CN jeunes. Sa composition doit refléter et impliquer les différents acteurs de notre intervention dans la jeunesse.
À l'issue de la CN jeunes, une véritable commission nationale jeune devra être mise en place, afin de coordonner l'intervention des différentes structures. L'objectif est d'aller aussi vite que possible après la CN vers une structure véritable-

ment commune, basée sur les 5 points cités plus hauts, hybride entre une organisation de jeunesse et un secteur jeune.
En même temps, nous continuons à essayer d'approfondir le travail commun avec les sections jeunes de la LCR dans le travail de masse, les mobilisations, la campagne électorale et la préparation des RIJ. Ces deux dernières échéances seront l'occasion de mettre en pratique le travail commun entre JCR et camarades jeunes de la LCR, aussi bien au niveau des discussions, de la préparation et de la réalisation concrète.

5. Les élections, une tribune pour défendre nos idées à une échelle de masse.

a) Contexte et objectifs

Pour nous, la campagne présidentielle est avant tout une tribune qui nous permet de défendre nos idées, dans une période où plus de jeunes sont attentifs à ce que l'on peut raconter. Notre objectif est de populariser deux idées fondamentales : la nécessité de construire les mobilisations pour améliorer les conditions de vie des jeunes, en finir avec cette société.
Enfin cette campagne électorale est un moyen d'unifier l'intervention de notre courant dans la jeunesse, avec comme point d'orgue les Rencontres Internationales de Jeunes, comme conclusion à l'année et pour préparer une année suivante de luttes partout en France.
Le projet de candidatures unitaires antilibérales est aujourd'hui dans une impasse : l'orientation défendue par notre courant, c'est-à-dire la nécessité d'une rupture claire avec le Parti socialiste, a été battue. Les collectifs pour des candidatures unitaires sont actuellement sur une position qui rend possible un accord parlementaire avec le PS. De plus, de semaines en semaines, cette orientation, qui est celle du PCF, se renforce en raison du poids militant de cette organisation. Derrière cette question, c'est la question décisive du rapport aux institutions qui est posée.
Notre campagne se fera donc très probablement derrière la LCR et pour populariser la candidature d'Olivier Besancenot.

b) Axes de campagne

Les élections sont un moyen de populariser les luttes à une échelle nationale. Les tournées de meetings doivent nous permettre de relayer les différentes luttes, d'expliquer que la solution aux problèmes n'est certainement pas dans les élections, mais au contraire que ce sont les luttes, les manifestations et les grèves qui font évoluer les choses.
Nous mettons en avant la question d'un programme d'urgence pour la jeunesse. Il s'agit aussi d'expliquer qu'un changement en profondeur est nécessaire, un changement à tous les niveaux pour et par la majorité de la population : une révolution afin de construire une société socialiste.
Notre campagne doit nous permettre d'intervenir à une échelle de masse sur quatre axes principaux et un axe général. **L'axe général est le refus de l'avenir que la classe dominante nous construit, notamment par le symbole de Sarkozy, et que, pour réagir, il faut reproduire ce qui a été fait pendant la mobilisation sur le CPE, se mobiliser massivement.**
• La question de l'autonomie des jeunes (allocation d'autonomie, logement, vote à partir de 16 ans…)
• Les questions éducatives en développant notre analyse sur les différentes réformes de l'enseignement et en appelant à se mobiliser contre l'autonomie des universités, contre la sélection et la professionnalisation.
• La précarité au travail que subissent notamment les jeunes
• Le racisme et la répression. La campagne réactionnaire est engagée sur ce dernier thème par la droite et le parti Socialiste. Il est important qu'une force politique exprime à une échelle de masse la nécessité de régulariser tous les Sans-papiers, la demande d'amnistie pour toutes les personnes poursuivies lors de mouvements sociaux, y compris les émeutes de novembre, que la police est au service de l'état…

c) Campagne concrète

Nous mettons en place le « volet jeune » de la campagne de la LCR, en lien étroit avec la direction de la LCR et les jeunes de la LCR. Nous sortirons un matériel (tracts, affiches, autocollants, brochure) qui reprend un plan d'urgence pour la jeunesse sur la base des axes définis plus haut et nous développons dans cette campagne la nécessité de lutter et de s'organiser pour changer le monde.
Nous mettons en place une série de meetings en lien avec la ligue, notamment sur les facs, et nous montons des comités locaux de soutien à la campagne de la LCR, sur les universités. Ces comités, ouverts le plus largement, nous permettent de mener largement la campagne et de discuter avec nos contacts dans le but de les intégrer à notre organisation sur le long terme.
Dans cette optique, les Rencontres Internationales de Jeunes de 2007 sont le point d'orgue pour les jeunes de la campagne de la LCR. Nous essayons d'y emmener tous les jeunes qui ont été polarisés par la campagne. Nous nous fixons l'objectif de 250 jeunes aux RIJ. Pour cela, il faut que la question des RIJ soit présente dans notre matériel (RED, brochures, tracts…) dès janvier et notamment sur une des affiches pendant la campagne.

Nouveaux enjeux nouvelle stratégie dans la jeunesse

Présentation de la plate-forme X :

Il existe un large accord dans l'organisation sur l'analyse de certains aspects de la situation : accentuation de la crise du capitalisme et des attaques de la classe dominante, importance des mouvements sociaux de ces dernières années, notamment du mouvement des banlieues et du mouvement anti-CPE que nous avons construits ensemble.
Nous partageons également la perspective de construire un certain nombre de cadres et de campagnes qui nous paraissent centrales : construction d'un syndicat de masse, du mouvement antiguerre, campagne sans papiers, question de la répression…
Nous sommes d'accord pour dire que les révolutionnaires sont confrontés à de nouvelles responsabilités, et à des opportunités pour se développer, à condition de savoir répondre aux enjeux de la période.
Pour autant, un désaccord de fond se dessine dès lors que l'on aborde les questions stratégiques : comment allier unité dans les luttes et clarté politique la plus grande, comment peser dans les processus de recomposition politique à gauche (candidatures unitaires, nouvelle force…), comment se mettre en position de convaincre face aux illusions réformistes… La question principale dont ces divergences découlent est : comment se lier à des milliers de jeunes potentiellement prêts à faire le test de la construction d'une nouvelle direction politique ancrée dans les luttes ?
Ce débat qui a lieu dans notre courant de manière générale n'a pas été posé clairement dans les JCR, ou de manière trop caricaturale.

Cette plateforme se donne pour objectifs :
· Partir des acquis communs de notre organisation, pour poser le débat stratégique du regroupement non comme opposition à la construction d'une organisation révolutionnaire de masse, mais au contraire comme la condition de celle-ci
· De donner des perspectives concrètes permettant d'entraîner l'ensemble de notre organisation

I) Une période de risques et d'opportunités

Une des principales caractéristiques de la période actuelle est la crise prolongée du capitalisme qui conduit les classes dirigeantes à se lancer dans un nouvelle politique impérialiste (néolibéralisme

économique, guerre et ordre moral réactionnaire et sécuritaire), qui suscite des résistances de masse (altermondialiste, antiguerre, antilibérale, de l'Amérique latine à l'Europe en passant par le Moyen-Orient…).
En France, deux évènements ont changé fondamentalement la donne dans la situation politique. Il s'agit de la victoire du Non à la constitution européenne et de la victoire du mouvement contre le CPE. Dans ces deux cas, une large partie de la population a été impliquée dans la construction de ces mobilisations, et notamment la jeunesse. Dans ces luttes s'est accru un sentiment de confiance dans notre camp social : il est dorénavant possible de gagner si on s'y met tous ensemble. Que ce soit dans le large éventail de forces impliquées dans la campagne pour le Non ou le front syndical contre le CPE et l'élargissement aux salariés, ces deux mobilisations ont montré que la victoire était au bout de l'unité. Le niveau des débats politiques qui eurent lieu alors à une échelle de masse fut particulièrement élevé et une bonne partie des couches les plus combatives, notamment dans la jeunesse, devient plus enclin à poser la question du fonctionnement d'ensemble de la société.
Enfin, l'incapacité à défendre les intérêts des jeunes et des travailleurs à mesure que la classe dirigeante repassait de plus en plus à l'offensive s'est traduite par la perte d'hégémonie des directions réformistes traditionnelles (social-démocrate et stalinienne). Cela a ouvert un espace « à gauche de la gauche » qui exprime la volonté des gens les plus combatifs de s'opposer aux attaques de la classe dirigeante, sans pour autant signifier leur abandon des illusions réformistes.
C'est sur cette base que reposent les possibilités pour l'émergence d'une nouvelle direction politique. La recomposition politique du mouvement ouvrier tend aujourd'hui à prendre la forme du regroupement de forces politiques, syndicales, associatives à la gauche du social-libéralisme. Pour le moment, alors qu'ils ont été à la pointe des luttes qui ont permis le développement du désir d'alternative, les jeunes restent peu impliqués dans ce processus. Il s'agit dès lors pour les révolutionnaires de prendre des initiatives pour impliquer dans cette recomposition la jeunesse qui doit désormais avoir son mot à dire dans la construction de l'alternative. Faire cette expérience politique avec des milliers de jeunes prêts à s'organiser est une opportunité énorme pour les révolutionnaires de développer leur audience et forger une direction révolutionnaire de masse. Cela comporte pour nous de nouvelles responsabilités assorties de réelles difficultés.

II) Le regroupement comme stratégie révolutionnaire

Dans la période actuelle, le regroupement est l'élément central de toute stratégie révolutionnaire. Pour que notre classe s'organise en position de combat face à la bourgeoisie, cette stratégie comprend trois aspects inséparables :

a) Le développement de cadres de lutte larges et massifs :

L'enjeu est d'organiser massivement les jeunes et les travailleurs dans les organisations de lutte. Il s'agit de prioriser les fronts de confrontation qui vont continuer à se développer selon des intérêts de classe (social et antiguerre) tout en en favorisant leurs liens, leur coordination et leur indépendance vis-à-vis des directions traditionnelles. Nous devons aussi être à l'initiative de nouvelles structures unitaires, larges et permanentes, qui puissent rassembler les organisations existantes et des individus non-encartés, et qui organisent les mobilisations sur les questions générales auxquelles la jeunesse est particulièrement sensible : anti-sécuritaire, antiracisme, antifasciste, antimilitarisme/internationalisme…

b) La construction d'une alternative politique au social-libéralisme :

L'émergence d'une alternative politique est posée comme une nécessité par les luttes de ces dernières années, mais constitue aussi un appui important pour leur développement. En effet, la recomposition politique, aujourd'hui à l'étape du rassemblement pour des candidatures unitaires sur des bases de rupture avec le libéralisme et le social-libéralisme, organise déjà plusieurs milliers des salariés les plus combatifs du pays qui sont aujourd'hui en train d'en entraîner plusieurs dizaines de milliers (réunions des collectifs locaux, meetings nationaux…). Le rassemblement des travailleurs dans une alternative politique, à commencer par le processus électoral, est un élément déterminant dans le développement de la confiance et de la rupture avec la social-démocratie à une échelle de masse. Cette recomposition politique est essentielle dans l'accroissement de la combativité, c'est-à-dire la volonté de résistance aux attaques de la bourgeoisie. Le développement d'une gauche radicale unitaire permettra de susciter l'enthousiasme et la volonté pour un grand nombre de jeunes de s'organiser dans les cadres de lutte (syndicats, fronts spécifiques divers…)

c) La construction d'un courant révolutionnaire indépendant :

Ce processus n'est toutefois pas linéaire et son évolution se fera sur la base de confrontations et de différenciations entre différentes perspectives politiques. Un combat politique organisé doit être mené à tous les niveaux, tant dans les formes de développement des cadres de lutte (manière de construire les syndicats ou le front antiguerre pour qu'ils soient larges par exemple) que dans les formes de recomposition politique (délimitations, stratégies, objectifs). Cela rend nécessaire la construction d'un courant révolutionnaire indépendant et c'est dans ce processus que se forgera une direction révolutionnaire qui gagne une audience de masse.

Aucune de ces tâches ne peut se mener séparément. Il n'y aura pas d'émergence d'une nouvelle force politique qui défende véritablement les intérêts des jeunes et des travailleurs sans l'implication massive de syndicalistes combatifs, de militants associatifs des quartiers, d'intellectuels et surtout de jeunes scolarisés organisant le combat de classe sur toutes les questions. De même, que cette implication puisse avoir lieu nécessite l'intervention coordonnée d'une couche de militants révolutionnaires organisant le combat global contre la classe dirigeante, notamment à travers une intervention en direction de la jeunesse pour relier ses expériences à celles du reste de la classe. Enfin, une organisation révolutionnaire ne pourra pas se développer de manière conséquente en dehors de l'expérience politique d'une nouvelle direction et celle-ci ne pourra résister aux pressions de l'idéologie dominante sans une forte minorité révolutionnaire en son sein.

III) Orientation concrète pour les JCR :

A) Front social dans les luttes

- Construire un syndicat de masse :
Sur les facs, le premier outil de lutte qui est à la disposition des étudiants est le syndicat. Il faut le construire avec tous ceux qui veulent s'organiser de manière permanente sans aucun autre préalable que l'envie de défendre les droits étudiants. La victoire du printemps dernier pose la nécessité d'un syndicat de masse et combatif, qui soit un outil pour l'unité et la convergence des luttes… Nous devons pousser dans ce sens dans les syndicats étudiants que nous construisons et œuvrer à un processus de recomposition syndicale, qui passe par la réunification des courants existants avec la volonté d'intégrer plus d'étudiants dans ce processus. Cela passe d'abord par la proposition d'unité syndicale sur chaque question.

- Construire le mouvement antiguerre :
Comme sur les questions sociales nous devons pousser à un regroupement sur la question de la guerre. Il y a urgence à créer un mouvement de masse en France contre la guerre sans limites de Bush. La position de la France tend de plus en plus, au moins de manière tactique, à s'aligner sur la politique US, en l'absence d'un mouvement antiguerre conséquent, le racisme et les politiques sécuritaires se renforcent et se renforceront de plus en plus. Nous devons donc être à l'initia-

tive de collectifs locaux sur des bases et des mots d'ordres larges. ACG est un outil pour cela et il faut chercher à impliquer les différentes organisations sur nos facs (UNEF, SUD, UEC…)…en son sein ou à ses côtés. Là où il n'en existe pas, il faut chercher à lancer un collectif (ACG ou non) qui ait comme base : une activité au quotidien contre la guerre sans limites en essayant de rassembler le plus largement possible.

Nous devons construire de manière large et unitaire tous les cadres dans lesquels nous intervenons. Parce que la colère se généralise, les questions entraînant une volonté de mobilisation se multiplient également (RUSF, collectifs contre la répression, comités de luttes plus généraux englobant différentes questions…). Nous devons alors répondre en construisant tous les cadres en nous battant pour l'implication la plus large et la plus massive possible, afin d'entraîner dans l'activité quotidienne un maximum de forces politiques ou individuelles.
Ainsi, sur toutes les questions, nous menons une politique de front unique systématique. L'implication de tous les courants réformistes est une condition pour impliquer le plus grand nombre de jeunes. C'est cette implication massive qui crée l'arène où se mène la lutte contre les idées réformistes. Par ailleurs, lorsque certains réformistes abandonnent le mouvement, d'autres le poussent en avant. Fermes sur les principes mais souples sur la tactique, nous devons alors être capables de tisser des alliances au gré des situations.

De plus, depuis le mouvement anti-CPE, il est désormais possible de construire des événements politiques unitaires bien plus larges tels que des Forums Sociaux Universitaires, états généraux de la jeunesse initiés par les structures syndicales de l'éducation nationale, festivals politiques ou autres. Ces événements doivent pouvoir impliquer l'ensemble des forces militantes étudiantes, enseignantes et administratives sur les universités et, à travers cette démarche, permettront d'élever le climat politique, de favoriser l'activité commune, les débats et les liens politiques et militants.

B) Construire l'alternative politique

A l'issue du 29 mai la dynamique pour la construction de candidatures unitaires en 2007 est l'expression du besoin d'alternative politique. Celle-ci révèle autant la volonté de rupture que l'hétérogénéité politique de la classe (présence de réformistes plus ou moins radicaux et de révolutionnaires). La construction d'une alternative politique va continuer de se développer, notamment dans la jeunesse, mais l'aboutissement ou non des candidatures unitaires aura un impact positif ou négatif dans ce développement. Nous devons donc être des éléments moteurs de la construction de collectifs pour une alternative au libéralisme comme il en existe déjà sur plusieurs facs. Nous devons permettre leur développement tant à travers la construction des mobilisations que dans la prise en charge des débats politiques et stratégiques auxquels nous sommes confrontés.

C) Construire une organisation révolutionnaire dans le mouvement

La génération qui s'est soulevée ces dernières années sera le cœur de tout mouvement de radicalisation à venir, et constitue un enjeu central pour la construction d'une organisation révolutionnaire.
Le processus de regroupement, la massification des cadres de lutte dans le cadre d'une nouvelle direction politique, sera le fruit de batailles politiques et de différenciations à une large échelle. Cela nécessite un combat organisé mené à tous les niveaux. Les révolutionnaires doivent donc renforcer leur influence politique et idéologique dans ce processus tout en organisant les éléments les plus combatifs de la classe et de la jeunesse. Nous devons être un pôle conséquent, organisé et offensif immergé dans le mouvement et le processus de recomposition. Cela doit se faire :

1. À travers les stratégies et tactiques concrètes qu'on peut défendre dans les différents cadres et les mouvements avec comme axes : entraîner dans l'action, permettre l'élargissement et argumenter contre les tendances « institutionnalisantes ». Cela passe par l'association systématique de toutes les forces politiques, syndicales et associatives à la construction de cadres larges et l'élaboration de tactiques pour répondre aux besoins des mouvements.

2. En faisant du marxisme un outil pour les luttes
• Ouverture sur l'extérieur accrue : cercles ouverts et formations locales fréquentes, annoncées largement, en lien avec les questions posées par le mouvement.
• Journal : si RED s'est nettement amélioré ces dernières années, il doit plus s'ouvrir sur les luttes et être un outil théorique et d'action pour le mouvement : échos de mobilisations, comptes rendus des meilleures expériences locales, rubrique courrier et articles de fond (donc plus longs).
• Brochures : la production de brochures théoriques de formation (État, Impérialisme, Racisme, Fascisme, Révolution Russe, 1936, etc.), courtes et peu chères, doivent servir à développer la théorie marxiste dans les luttes en en faisant un outil de construction non seulement pour notre organisation, mais pour en irriguer le mouvement. Elles doivent être proposées systématiquement dans toutes les discussions, et être présentes sur toutes nos tables, en même temps que des classiques du marxisme (la version du Manifeste à 2 euros, par exemple).

3. En unifiant notre courant dans la jeunesse :
Proposition de motion à faire voter par toute l'organisation lors du congrès national :
La place nouvelle qui s'ouvre pour les révolutionnaires au sein des luttes et dans le processus de recomposition politique pose de manière urgente l'unification de notre courant dans la jeunesse.
En effet, aboutir à l'homogénéisation organisationnelle et politique de tous les jeunes de notre courant est un objectif incontournable pour développer un courant révolutionnaire politiquement renforcé, structuré et pleinement impliqué dans le processus de recomposition politique, notamment dans la jeunesse.
La mise en place d'une Conférence Nationale Jeune rassemblant les JCR et les jeunes de la LCR et ayant comme échéance finale la rentrée universitaire 2007 est, de ce point de vue, un objectif central pour le congrès des JCR.
L'objectif de cette CNJ doit être d'élaborer une orientation pour l'ensemble des révolutionnaires dans la jeunesse dans une période où celle-ci s'est montrée en capacité d'entraîner les travailleurs dans la lutte et vers la victoire. Comme au sein des JCR ou de la LCR, cela doit se dérouler sans aucun préalable sur les orientations stratégiques défendues. Cela signifie aborder, à travers des bulletins de discussion et des AG, l'ensemble des questions politiques, stratégiques et théoriques qui permettront de clarifier et de dépasser les clivages actuels.
1) Une date doit définitivement être fixée pour la tenue de la conférence nationale jeune : une possibilité réaliste pourrait être autour de la rentrée 2007 (septembre/octobre 2007).
2) Pour préparer ces débats et lancer une réelle dynamique de convergence, des bulletins réguliers de débats doivent être prévus et effectivement sortis. Ces bulletins devront ainsi être ouverts à tou-te-s les membres de notre courant politique qui souhaiteraient s'exprimer sur les questions de la jeunesse avec un effort prioritaire pour susciter des contributions des camarades jeunes. Une première date de sortie du premier bulletin pourrait être autour de fin janvier-début février 2007.
3) Des réunions ou assemblées générales locales ouvertes devront se tenir à intervalle régulier sur cette question, afin de permettre la rencontre et l'échange entre camarades. Ces réunions ou assemblées générales locales devront être organisées dans toutes les sections de la LCR et toutes les cellules JCR, en deux temps : tout d'abord pour débattre et ensuite pour élire des représentants pour la CN. Il pourrait donc s'en tenir à au moins deux reprises : dans le courant du premier trimestre 2007 (février/mars par exemple, en utilisant les vacances de février) ; et début septembre 2007. Entre les deux échéances, des moments/plages de débat peuvent et doivent être organisées sur cette question lors des deux grandes échéances estivales de notre courant politique : le camp international des jeunes de la IV et l'université d'été de la LCR.
4) La commission « jeunes » de la Direction nationale de la LCR doit se mettre véritablement au travail et prendre en charge la coordination effective de l'intervention de notre courant dans la jeunesse. Sa première tache doit être l'organisation des différentes échéances du processus de

la CNJ (sorti des bulletins de débat, organisation des réunions/AG locales). Un budget doit être défini et lui être allouée par la DN de la LCR afin de mettre en œuvre ces différentes tâches. Enfin sa composition et son fonctionnement doit refléter et impliquer le plus largement possible les différente-s acteurs de notre intervention dans la jeunesse : membres des JCR, de tous les cercles jeunes de la LCR mais aussi de camarades « jeunes » de la LCR non encore impliqué-e-s dans une intervention spécifique dans leur milieu.
5) À l'issue de la conférence une véritable commission nationale jeune composée de JCR, secteurs jeunes et LCR, soit élue avec pour mandat d'organiser et de coordonner l'intervention de ces différentes structures, avec des réunions régulières (par exemple parallèlement aux DN de la LCR) et une conférence annuelle qui puisse faire le point de l'activité et renouveler les membres de la commission.

Résolutions

Résolution femmes

Situation

1- Accélération des attaques capitalistes contre les femmes

Ces dernières années les attaques de la classe dominante contre les droits des salariés s'accélèrent. La bourgeoisie dans les pays dominants cherche à réduire à néant les acquis des travailleurs et continue de piller les richesses et d'exploiter les populations des pays dominés entraînant son lot de guerre et de misère. Les femmes sont les premières victimes de ces attaques. 70 % des pauvres dans le monde sont des femmes, 70 % des adultes analphabètes sont des femmes. En Pologne et au Portugal l'avortement est toujours interdit et au Nicaragua ils viennent de voter son interdiction totale.

a- Le rapport capital/travail : l'enjeu central pour la bourgeoisie

L'un des enjeux centraux pour la bourgeoisie est d'abaisser le coût du travail, augmenter le taux d'exploitation pour augmenter ses profits. C'était un des objectifs des différentes réformes mises en place par le gouvernement ces dernières années : augmentation du temps de travail avec la réforme des retraites et le retour aux 39h, rendre les salariés plus précaires avec le Contrat Première embauche, mais aussi les différentes réformes de l'éducation loi Fillon, LMD, professionnalisation. Elles ont pour objectif de former une main-d'œuvre moins qualifiée donc moins chère.
Dans ce projet le travail des femmes joue un rôle important. Dans la société capitaliste les femmes assument la majorité du travail domestique. Cette somme de travail est effectuée dans le cadre de la famille et permet à la classe dirigeante de ne pas rémunérer ces heures de travail. Le travail domestique effectué par les femmes est donc du travail gratuit. Il permet en plus à la bourgeoisie de ne pas investir dans des structures collectives qui permettraient de prendre en charge une partie de ce travail (crèches…).
Par corollaire le travail salarié des femmes est considéré comme un salaire d'appoint, ce qui permet à la classe dirigeante de justifier d'un salaire plus bas pour les femmes, d'emplois plus précaires ou à temps partiels, ou même d'encourager le retour au foyer. À travail égal et qualification égale les femmes touchent un salaire de 20 % inférieur à celui des hommes, elles occupent 80 % des temps partiels. Ce statut des femmes permet à la bourgeoisie de tirer à la baisse les salaires et les conditions de travail de l'ensemble des salariés.

b- La nécessité d'un encadrement idéologique

Pour faire accepter cet état de faits, la bourgeoisie a besoin d'expliquer que les femmes sont inférieures aux hommes, qu'il est naturel qu'elles s'occupent des enfants et même que ça peut être dangereux pour l'équilibre de l'enfant si elles ne le font pas. La bourgeoisie a besoin d'affirmer que les femmes ont des capacités et des fonctions différentes que les hommes. Elle ancre profondément ce sentiment au fond de chacun de nous par le biais des normes. Depuis notre naissance dans le cadre de la famille, à l'école, dans le couple on nous inculque ces normes qui oppriment quotidiennement les femmes.
Il y a, y compris en ce moment, une offensive idéologique de la bourgeoisie pour un retour à l'ordre moral. Il suffit d'écouter les discours de Ségolène Royal sur le respect de la valeur du travail et des valeurs familiales ou encore les déclarations d'Eric Raoult, député UMP sur le viol : « les viols et les tournantes ne se passent pas par moins de 30° mais surtout quand il fait chaud et quand un certain nombre de jeunes filles ont pu laisser croire des choses ».

c- Cette pression idéologique entraîne des conséquences dramatiques

Le fait d'expliquer que la femme est inférieure, que son corps est un objet entraîne toute une série de conséquences dramatiques pour les femmes. Les violences qu'elles subissent sont l'une de ces conséquences tragiques. Les violences conjugales concernent une femme sur dix, en Europe ce sont 4 millions de femmes qui sont victimes de violences dans le cadre de la famille. En France chaque année ce sont au moins 25 000 viols qui sont commis. 80 femmes par an meurent sous les coups de leur conjoint.

2- Situation de la lutte des femmes

Depuis une vingtaine d'années il est en reflux et il n'existe pas de mouvement féministe d'ampleur ni d'échéance qui rassemble largement. Pour la majorité des gens, le 8 mars est au mieux l'occasion de porter une rose et d'être « galant », au pire, l'occasion de faire des blagues sexistes, mais rarement d'aller manifester contre les violences faites aux femmes ou pour l'égalité salariale.
Les mobilisations qui existent réellement sont surtout locales : associations de quartiers… et les associations plus larges sont en ordre dispersé et ne sont pas capables de se rassembler sur des revendications unifiantes et qui permettraient une visibilité massive. De plus, la loi sur le voile et la manifestation du 8 mars qui a suivi ont révélé un grave clivage à l'intérieur du mouvement féministe. Des associations comme Ni Putes ni Soumises, le Mouvement du Planning Familial et une partie du CNDF étaient favorables à la loi et encore aujourd'hui stigmatisent les filles voilées et le machisme des hommes immigrés, reprenant ainsi à leur compte le discours dominant islamophobe et raciste. Les associations qui combinent une analyse antiraciste et antisexiste sont assez minoritaires et très peu médiatisées.

3- Situation des femmes dans les luttes

Au sein des mouvements on remarque des côtés positifs comme négatifs. Concernant les avancées, on constate de plus en plus de femmes s'investissant dans les mouvements et prenant des responsabilités. Les femmes prennent confiance au cours du mouvement, il y a de plus en plus de prises de paroles, et les responsabilités leur étant confiées ne se limitent pas forcément à des tâches techniques ni à des rôles politiques mineurs. De nombreuses femmes étaient par exemple mandatées en coordination nationale pendant le mouvement contre le CPE. Il y a cependant des limites. Les femmes ont quand même plus de mal que les hommes à se proposer ou s'imposer en cas de confrontation ou d'enjeux importants. On l'a vu en coordination nationale en ce qui concernait l'élection de portes paroles où les femmes étaient relativement peu nombreuses à se porter candidates (un peu moins d'une quinzaine pour dix postes), contrairement aux hommes qui étaient particulièrement nombreux (une trentaine pour dix postes environ). S'il n'y avait pas eu une volonté de parité, les femmes auraient été peu nombreuses à être élues porte-paroles, d'autant plus que les hommes étaient plus « populaires » (souvent mandatés, faisant un grand nombre d'interventions…).
Il s'agit donc d'un travail continuel, il faut faire attention à ce que les femmes puissent s'investir en fonction de leurs capacités et de leurs envies en luttant au sein du mouvement contre les préjugés sexistes et ne pas oublier que rien n'est spontané. Par exemple, élire une femme responsable

de SO, particulièrement lorsque des problèmes sont à envisager sérieusement en cours de manifestation ou d'action, doit inévitablement être accompagné d'un solide argumentaire pour convaincre que les femmes sont à même de réaliser ce type de tâches aussi bien que les hommes.

4- Les femmes dans l'organisation

a) L'organisation n'existe pas en dehors de la société.

Les oppressions que les femmes subissent dans cette société se retrouvent donc de fait dans l'organisation. Elles sont tout de même largement atténuées car nous tentons de les combattre de manière consciente et volontariste. La pression sociale que subissent les femmes se retranscrit au niveau militant : en effet, comme dans le reste de la société, les camarades femmes se prennent plus la tête sur leurs études, comment trouver un travail, comment réussir à s'en sortir, ce qui peut parfois les tirer en arrière dans leur militantisme quotidien. Les camarades hommes sont eux construits socialement pour être plus à l'aise dans les relations de pouvoir et de concurrence. Il est ainsi plus facile pour eux de se « faire une place » dans l'organisation, alors que les femmes apparaissent naturellement comme moins légitimes. L'oppression se retranscrit également par une répartition « naturelle » des tâches, les camarades femmes se retrouvant plus souvent à gérer les tâches organisationnelles (rappels, tirage de tracts, gestion des disponibilités, tréso…) que « politiques » (écriture de texte, topos théoriques, relation avec les autres orgas…).

b) Des évolutions positives

Depuis le dernier congrès des cadres femmes ont émergé dans l'organisation, que ce soit sur les sections ou au niveau national. Les différents mouvements que nous avons connus dernièrement, notamment le mouvement lycéen et le mouvement contre le CPE ont permis à des camarades (dont pas mal de nanas) de progresser et de prendre en charge des tâches de direction que ce soit dans les luttes ou dans l'organisation. De plus il existe une prise en compte plus importante de cette question par l'ensemble de l'organisation, et un volontarisme pour faire progresser les camarades femmes, notamment en période de luttes.

c) Un certain recul

L'organisation élabore de moins en moins sur les « questions femmes ». De temps en temps sont faites des formations sur le patriarcat et le capitalisme, le féminisme, et malheureusement notre politique féministe s'arrête souvent là. Le suivi des formations, de l'élaboration, et de l'intervention est quasiment inexistant. Le secrétariat femme ne s'est réuni que deux ou trois fois depuis le congrès. Ce constat s'explique en partie par la faiblesse de l'ensemble des directions. Le peu de femmes investies dans ces directions se retrouve donc à assumer une quantité énorme de tâches en plus du suivi des questions femmes.

d) Un outil pour faire progresser les femmes et l'ensemble de l'organisation

Le travail femme doit être un outil pour les camarades afin de progresser et d'assumer plus de tâches de direction sur l'ensemble des sujets. Il ne constitue pas un refuge ou une spécialisation des camarades femmes, même s'il est plus dur pour elles de s'intégrer pleinement dans l'organisation. Ce travail, s'il est souvent impulsé par les femmes, doit être pris en charge par l'ensemble de l'organisation, le féminisme n'étant pas une activité réservée aux femmes.

Orientation

Le mouvement social comme notre organisation ne peuvent pas se développer ni progresser s'ils reproduisent l'oppression des femmes. C'est dès maintenant qu'il faut réfléchir au moyen de développer des luttes les plus massives possibles sur des questions concrètes pour améliorer les conditions de vie des femmes – et donc leur aptitude à lutter. En ce qui concerne notre organisation, il faut permettre aux femmes de prendre confiance dans les débats et dans l'activité et de devenir des cadres (de l'orga, des mouvements).

1- En interne, les femmes dans l'organisation

a. Prise en charge collective des tâches de l'organisation

C'est un des principaux problèmes : les tâches (que ce soit au sein des cercles ou des instances) sont souvent réparties dans l'urgence et donc sans le souci d'associer les femmes à des tâches qui sont plus faciles pour les hommes. On aboutit donc souvent à une répartition inégalitaire entre des hommes qui se chargent beaucoup plus souvent de l'élaboration politique (écriture de tract, de tète politique, intervention en amphi…) alors que les femmes sont reléguées (ou se réfugient par manque de confiance) dans des tâches techniques (tirer un tract, collage, diff…). Il n'y a pas de solution miracle pour ce problème. c'est l'autoorganisation qui peut permettre aux femmes de prendre conscience du problème et de trouver une solution pour chaque situation. D'une façon générale, il faut que chacun ait le souci que l'activité soit organisée le plus collectivement possible, donc en cercle. Même pendant les mouvements on ne doit pas se laisser aller à fonctionner dans l'urgence : il faut faire des points entre nous en début et en fin de journée pour savoir s'il y a des problèmes et rerépartir les tâches si nécessaire.

b. Les cadres non-mixtes

L'autoorganisation au sein des JCR est de droit : dans tout cadre de l'orga (cercle, AG, Direction Nationale, Bureau National, congrès, délégation française aux RIJ…) les femmes peuvent se réunir pour discuter, formuler politiquement les problèmes et mettre en place un rapport de force leur permette de prendre confiance et de faire progresser l'organisation. De plus, il est utile que les cadres non mixtes existent de façon régulière (sous forme d'AG de section, de Direction Nationale) pour élaborer une orientation féministe à proposer dans l'organisation ; pour avoir des discussions politiques générales et permettre aux camarades femmes de se former. On ne doit pas attendre qu'une camarade en fasse la demande : malheureusement il y a toujours une camarade dans l'orga qui peut en avoir besoin, mais qui n'osera pas en faire la demande, par manque de confiance, d'habitude… Pour que ces AG non-mixtes soient utiles et qu'un maximum de camarades y participent, il faut qu'elles aient un objectif, et un ordre du jour préparé, au même titre que toute réunion.

c. Politique de formation pour les femmes et les jeunes camarades

Pour éviter que l'organisation et sa direction ne reposent que sur les épaules de quelques camarades, il faut faire un effort volontariste pour associer les femmes et les jeunes camarades à toutes les tâches et les activités qu'elles-ils ne prennent pas en charge spontanément : écriture de tract, préparation d'intervention (en amphi, en AG JCR…), écriture de topo, de textes… Les camarades les plus formés doivent être aussi disponibles que possible pour aider, discuter les femmes et les jeunes camarades. Il faut développer au maximum le travail collectif : 4 ou 5 camarades femmes qui se sentent incapables d'écrire ou de faire un topo individuellement peuvent élaborer ensemble de façon très efficace.

d. Femmes et directions

Notre organisation vise à ce que ses directions soient paritaires. Il faut y associer les camarades femmes qui y sont prêtes, en prenant garde à la pression et à l'accumulation des tâches. Mettre en avant les camarades femmes, notamment pour les apparitions publiques etc. Est bien sûr une bonne chose à condition que ça ne devienne pas une spécialisation et que ça n'empêche pas les camarades de faire autre chose. Le secrétariat femmes doit permettre de discuter tous ces problèmes et de faire le point régulièrement sur l'état de l'organisation. Il doit se réunir à chaque direction nationale et une fois entre chaque direction nationale.

2- Orientation transversale

a) Mouvement autonome et auto-organisation

L'auto organisation des femmes est une réponse à l'oppression spécifique des femmes. La libération des femmes sera l'œuvre d'elles-mêmes. Le Mouvement autonome des femmes est un mouvement organisé et dirigé par les femmes avec comme priorité la lutte pour le droit des femmes sans être dépendant des organisations syndicales et politiques. L'auto organisation reflète la volonté des femmes de prendre la direction de leur propre organisation. Il est nécessaire aujourd'hui

de reconstruire ce mouvement autonome. Cela demandera beaucoup de travail, étant donné l'état des organisations féministes.
On constate que lorsque le contexte social est favorable aux luttes sociales les revendications sur les questions femmes sont plus importantes. Ces avancées ne sont pas dues au fait que les femmes rentrent dans la lutte (elles y ont toujours été) mais la frontière séparant les revendications en tant que femmes et celles en tant que travailleuses s'estompe.
Le mouvement autonome est nécessaire dans la lutte de libération de la femme. En effet il n'y a pas de spontanéité de la classe ouvrière à apporter les questions femmes dans leurs revendications. Il y a un intérêt à créer une unité entre la lutte des femmes et le mouvement ouvrier. Le rapport de force instauré par le mouvement ouvrier permet de gagner sur des revendications féministes et de pousser à ce qu'il y ait une lutte de l'ensemble de la classe ouvrière.
Les révolutionnaires ont un rôle important à jouer dans la lutte pour la libération des femmes. On entend souvent que l'auto organisation des femmes divise le mouvement ouvrier. Mais ce sont ne sont pas ceux et celles qui luttent contre leur oppression qui sont responsables de la création ou du maintien des divisions. Notre tache consiste à organiser et soutenir les luttes des couches les plus opprimées et les plus exploitées qui avancent leurs revendications.

b) Défendre une orientation féministe dans l'ensemble des cadres

Ainsi nous devons défendre des revendications féministes dans le mouvement ouvrier. Si les femmes ne s'organisent pas et ne se retrouvent pas dans le mouvement ouvrier, elles se retrouvent exclues et en dehors de celui-ci. Par exemple, dans le syndicalisme, nous portons des revendications féministes (sur les filières sexuées, sur la présence de garderie à la fac…).
D'autre part, nous devons apporter des revendications lutte de classe dans le mouvement autonome car la lutte des femmes contre leurs oppressions est un aspect de la lutte contre la domination capitaliste. Donc seul un mouvement autonome construit sur des bases prolétariennes dans sa direction et son orientation sera capable de mener le combat pour l'émancipation des femmes jusqu'au bout et sans compromission. Nous devons construire et participer à toutes les échéances féministes (rassemblement pour la défense de l'IVG, 8 mars, journée contre les violences faites aux femmes…).
Enfin, nous devons prendre en compte ces questions dans notre matériel. Ainsi des articles dans RED doivent montrer la transversalité de ces questions, en liant les questions femmes aux revendications sur la guerre, la précarité, la pauvreté, l'exploitation au travail… Sur les questions universitaires comme la présélection ou la professionnalisation, dans le matériel peut être intégrée la question de la sexualisation des filières et du fait que les femmes seront les premières victimes de ces mesures de privatisation de l'université. Sur la question des lois sécuritaires doivent également être présente la question des lois anti-prostituées dans le matériel de l'organisation. Enfin, dans le cadre de notre travail sur RUSF, la question des femmes sans papières doit être abordée par les camarades.

3. Orientation 100 % féministe et à gauche autrement et lutte de classe : Quelles priorités ?

a) Pas de quartiers contre les violences criminelles !

Tous quatre jours une femme meurt de violences conjugales. Les femmes les plus précaires sont les plus touchées (13,1 % des femmes Rmistes et allocataires du chômage ont été victimes de violences contre 10 % pour les autres). Il ne s'agit pas d'adopter le discours stigmatisant des gouvernements (« dans les cités c'est des barbares et des sauvageons qui insultent battent, violent les femmes ») et des associations comme les Ni putes ni soumises qui ont le mérite de poser la question des violences mais qui n'y apportent pas la bonne réponse. D'abord car les violences faites aux femmes se posent dans toutes les catégories de population et si elles sont plus importantes dans les milieux populaires c'est que les femmes des classes populaires n'ont pas les moyens économiques de quitter le foyer conjugal et donc de résister à la pression de leur milieu. D'où, pour les jeunes femmes l'importance de la revendication d'une allocation d'autonomie pour toutes (à hauteur de 1500 euros/mois). Grâce à cela, les femmes pourront quitter le foyer, premier cadre de violence contre les femmes, et pourront acquérir une indépendance idéologique plus facilement (politique, sexuelles). C'est une des questions qui devra être posée dans le cadre d'une campagne sur les violences. Reprise systématiquement dans le cadre de la campagne (si par exemple les JCR réclament une allocation d'autonomie pour tous les jeunes, ils devront poser la nécessité de plus en plus urgente pour les jeunes femmes d'acquérir cette indépendance économique).
Cette question qui peut mettre d'accord de nombreuses organisations politiques, syndicales et les associations peuvent nous permettre de mener du travail unitaire, de sortir du matos avec d'autres. Notamment lors des échéances féministes tout au long de l'année (le 25 novembre journée contre les violences, le 8 mars, la marche mondiale etc.). Cette question choc et pertinente permet de toucher les jeunes femmes de tous les milieux largement. Y compris celles des quartiers défavorisés, les plus victimes des violences physiques et morales, qui pourraient être sensibles à notre analyse de la situation.
La question des violences permet d'avancer sur les revendications transversales comme l'allocation d'autonomie, mais aussi sur des revendications spécifiques comme la questions des moyens pour les service sociaux (pour accueillir et venir en aide aux femmes victimes de violences : aide financières pour quitter le domicile, logements sociaux, aide juridique, aide psychologique (non obligatoire). Enfin et surtout, nous avons notre analyse de ces violences, loin du discours stigmatisant des biens pensants qui peut sans aucun doute avoir un écho auprès de la jeunesse.
Rappelons que les violences quelles qu'elles soient ont pour but de maintenir les femmes à leur place au foyer dans une position de reproductrice et de travailleuse à double fonction. De les maintenir à leur place dans le monde du travail (harcèlement sexuel et moral, autorité…), dans la rue (par la peur du viol, de l'agression certaines femmes n'osent plus sortir ni s'habiller comme elle le souhaite), au foyer, soi-disant lieu de sécurité et de chaleur-les femmes subissent tous les jours les coups et les violences verbales de leurs conjoints, en réunion politique-dans une moindre mesure- (lorsque les hommes font des interventions en haussant le ton, en stigmatisant pensant sans doute que s'il n'arrive pas à convaincre sur le fond ils y arriveront par autorité)… Bref partout, la violence permet d'exercer un contrôle total sur la vie des femmes. De leur naissance à leur mort, les femmes et notamment les plus pauvres celles qui font partie de la classe la plus explosive la plus dangereuse, devront se tenir tranquille.

b) On n'est pas des fœtus sur pattes !

La question de la liberté de disposer de son corps est également (pour les raisons avancées plus haut) centrale pour les jeunes femmes. Les femmes ne sauraient être réduites à des reproductrices et devraient pouvoir jouir d'une liberté sexuelle totale sans conséquences pour leur santé ni pour leur avenir. Les jeunes femmes, et notamment les plus pauvres, sont les premières à pâtir de l'absence de gratuité et sur la difficile accessibilité des moyens de contraception et de l'avortement. En général peu ou pas indépendante économiquement elles ne peuvent pas sauf accord de parents ou en scraid, se procurer les outils contraceptifs (pilule, capotes féminines, anneaux, stérilet, implants…) pourtant très nombreux et efficaces aujourd'hui. Certaines pilules, les plus pourries (celles qui font grossir, qui donnent la gerbe, sont cancérigènes pour les fumeuses… bref les plus mal tolérées), sont remboursées intégralement. Donc réservées aux pauvres. Et le haut de gamme, les pilules du tout confort, ne sont pas du tout remboursées (environ 10 euros par mois). Pour les jeunes femmes riches ou dont les parents sont compréhensifs et ont les moyens, of course. L'avortement pose évidemment le même problème. S'il est quasiment remboursé intégralement dans les plannings, les délais faute de moyens et de personnel sont souvent long et il n'y en a pas partout. De plus certaines cliniques, qui ont pourtant l'obligation de le pratiquer s'y refusent et ne sont pas sanctionnées ou pratiquent des prix exorbitants. Les plus pauvres se retrouvent dont souvent en difficulté dans ce genre de situation.
La question de l'information est ici déterminante, à tous les niveaux de la scolarité, les cours d'éducation sexuelle ou pourrait être abordée les questions d'avortement et de contraception, sont totalement absent. Ce que laisse au cadre familial

et à l'entourage (amis, petits amis…) ou pire aux vidéos pornographique la formation sexuelle des individus. Sans parler des infos erronées souvent dangereuses qui circulent (on ne peut pas choper de MST par la fellation, la pilule ça permet de lutter contre le SIDA etc.). Enfin, le manque d'infos fait le terreau des préjugés sexistes (une femme qui couche est une salope, les femmes aiment être dominées) et des mouvements pro-life qui ont tendances à s'exprimer de plus en plus. Il est déterminant pour nous d'avancer sur ces questions.
Les camarades hommes de l'organisation doivent montrer l'exemple : ils doivent être les premiers à proposer de partager les frais de la contraception et ne pas hésiter à rappeler à sa copine de prendre sa pilule chaque jour pour les couples (ou autres) hétéros. Proposer de faire des tests IVG, partager les frais de gyneco quand la camarade n'a pas de mutuelle etc.
Sur les lycées nous menons des campagnes pour que des infirmières soient présentes à temps plein, que des préservatifs soient disponibles, ainsi qu'un accès libre et gratuit à la pilule du lendemain.
Idées de Revendications :
Contraception libre, gratuite et accessible
sanctions pour cliniques t médecins refusant de pratiquer l'IVG
allongement du délai pour l'IVG
IVG gratuit sans avoir à avancer l'argent
éducation sexuelle obligatoire

c) Campagnes spécifiques sur les facs

Nous essayons de mener des campagnes unitaires sur les facs, notamment autour de la création de crèches pour les étudiants et les salariés. Cela permettrait aux femmes ayant des enfants de poursuivre leurs études sans avoir à payer une fortune en baby-sitter ou se galérer deux ans avant de pouvoir enfin trouver une crèche.
Dans les facs, mais aussi les lycées, nous avançons des revendications sur les programmes scolaires, et notamment sur la prise en compte des luttes féministes au sein de ceux-ci.

d) Femmes et précarité

Nous devons expliquer le lien entre le capitalisme, le patriarcat, et les contrats précaires. Les conditions de travail des femmes (plus faible rémunération, contrats précaires, temps partiel imposé) sont utilisées pour qu'elles passent du temps à effectuer du travail domestique non payé, et pour effectuer une pression à la baisse sur les salaires et les contrats de travail des l'ensemble des salariés. Nous avançons des revendications sur à travail égal, salaire égal, sur la possibilité de passer à temps plein de droit pour les salariés qui le souhaitent, sur la titularisation de l'ensemble des contrats précaires. Nous avançons également sur la question du harcèlement au travail dont sont victimes beaucoup de femmes. Nous menons principalement cette campagne sur les CFA, à la fac en direction des étudiantes salariées, et au boulot, notamment dans les vies scolaires où les femmes sont victimes de contrats aidés ultra-précaires.

4- Quel matos ?

Une affiche sur la sexualité sera élaborée pour le congrès national. À la sortie du congrès nous nous donnons les moyens d'élaborer un 4 pages et une brochure femme.

Résolution LGBT

L'organisation est en progrès depuis quelques années : prise en charge des échéances, souci de formation, présence de la question dans RED… Il s'agit donc de continuer et de faire le point.
Mais il ne faut pas être euphorique. L'état de l'organisation sur ce sujet est à l'image du mouvement : peu de perspective, prise en charge par une minorité de « concernés », travail très propagandiste.
Cela signifie que la plupart des militants de notre courant, y compris les camarades qui ont des responsabilités dans les instances, sont sous formés.
Il existe un phénomène significatif de départs de notre courant de militants LGBT qui se sentaient exclus, peu pris au sérieux, incapables de faire avancer cette question dans l'organisation. Il existe, surtout chez les camarades d'autres sections de la Quatrième Internationale, un recours à des courants de pensée étrangers au nôtre, et même contradictoires avec le marxisme révolutionnaire. Ces deux problèmes ont une origine commune : l'absence d'élaboration théorique et de pratique militante sur la question.
Certes, on ne peut pas inventer un mouvement d'ampleur là où il n'y en a pas. Mais différentes échéances regroupent beaucoup de jeunes. Beaucoup d'associations LGBT, notamment étudiantes, se construisent.
Pourquoi notre organisation n'est-elle pas capable de gagner au marxisme des jeunes politisés, voire radicalisés, par cette question ? C'est un objectif que nous devons nous donner.

1. L'oppression des LGBT

1.1. Caractérisation

En 2005-2006, la question des violences homophobes a ressurgi : la médiatisation de certains procès ou faits divers a permis de faire connaître ce phénomène largement.

Les violences contre les LGBT ne sont pas un phénomène récent. Les ratonnades dans les lieux fréquentés par les LGBT, tant par la police que par des individus ou des groupes de « casseurs de pépé », sont malheureusement fréquentes. Il en va de même des viols de lesbiennes et d'autres crimes. Il est très difficile de se plaindre pour beaucoup de lesbiennes, de gays et de bi, car cela suppose de révéler à son entourage et à la police son homosexualité, ce que tout le monde ne peut pas faire. C'est le sentiment d'impunité qui permet à ceux qui ne supportent pas le comportement des LGBT, ou ne serait-ce que leur existence, de les agresser. Plus les LGBT sont visibles, plus ils sont exposés à ce type de violences, mais plus ils peuvent s'en défendre et y riposter.

La très vieille solution de vivre caché, de nier sa sexualité, de souffrir en silence perdure. Il faut jouer à l'hétéro dans la rue, en évitant de se tenir par la main ou de s'embrasser, mais aussi avec sa famille et ses amis. Il faut supporter les propos homophobes, blagues ou discours, sans montrer que l'on est concerné. Il faut s'inventer des relations hétérosexuelles, se forcer à en avoir, changer son comportement et vivre avec l'angoisse d'être découvert. C'est pour cela que la première cause de suicide chez les jeunes est l'homosexualité. C'est aussi pour cela que des LGBT, surtout les jeunes, se retrouvent en rupture avec leur famille, dont ils sont pourtant dépendants financièrement.

Violences, stigmatisations, honte, peur et invisibilité constituent toujours le socle de l'oppression quotidienne de millions de gays et de lesbiennes.

1.2 Situation dans le monde

L'homosexualité est condamnée par la loi dans 80 États, allant jusqu'à la peine de mort en Iran, en Afghanistan ou encore en Arabie Saoudite. En Guyana et en Ouganda, elle est punie de la prison à perpétuité. Elle n'est pas pénalisée que dans des pays musulmans, mais aussi des pays chrétiens comme le Nicaragua ou Porto Rico et européens comme la Bosnie (à majorité chrétienne, catholique ou orthodoxe).

Dans les pays du Nord, l'homosexualité est légalisée à peu près partout avec de bien meilleures conditions que dans les pays du Sud. Une forme d'union est admise dans une partie des pays européens (Allemagne, France…), mais elle ne conduit pas à une égalité entre couple homos et hétéros ; seuls quelques pays comme les Pays-Bas, la Grande-Bretagne ou l'État espagnol autorisent le mariage homosexuel au même titre que le mariage hétéro. Au niveau de l'adoption, quelques pays l'ont permise (Pays-Bas, Angleterre, État espagnol…), mais ils constituent une extrême minorité. D'autres, comme le Danemark, permettent l'adoption de l'enfant du conjoint. Le reste des pays déclare que même si en couple, les homos ne peuvent pas adopter, ils peuvent le faire en tant que célibataire. Mais si leur homosexualité est découverte, ils n'ont quasiment aucune chance.

De fait, dans tous ces pays, l'oppression perdure. La gauche a pensé pouvoir canaliser la colère des LGBT avec des demi-mesures (PACS), voire en promettant l'égalité des droits. Il est probable que si la gauche gagne en France en 2007, le mariage et l'adoption seront acquis pour les couples gays et lesbiens. Mais cette victoire devra en appeler d'autres : les oppressions spécifiques resteront.

1.3. La double oppression des lesbiennes

Les lesbiennes sont victimes d'une double oppression : en tant que lesbiennes et en tant que femmes. Il arrive qu'elles subissent une oppression au sein même des mouvements et organisations LGBT et féministes. En effet, les lesbiennes participèrent aux premiers mouvements féministes dans les années 70, et décidèrent de s'organiser dans les mouvements LGBT autour de revendications spécifiques, afin de ne plus être invisibles.

Dès l'enfance, il y a une pression très forte sur la sexualité des jeunes filles : elles apprennent qu'une femme doit forcément être accompagnée d'un homme ; elle est la fille de, la sœur de, la mère de, la femme de. Les lesbiennes n'ont aucune chance (et souvent aucune envie) de rentrer dans ce schéma, elles sont donc considérées comme des « ratées », des « mal baisées », des « frustrées », des « garçons manqués… »

Cela implique comme pour les gays une exclusion de la société : dans la rue, cela va du regard désapprobateur jusqu'aux coups voire au meurtre en passant par les insultes ; beaucoup de lesbiennes cachent leur homosexualité à leur famille, etc. Mais, contrairement aux gays, elles n'ont pas autant d'appui d'une communauté : il y a peu de bars lesbiens, de boîtes lesbiennes, de lieux de rencontre et de drague.
Les lesbiennes sont invisibilisées. Par exemple, on ne parle presque pas des risques de contamination par des I-MST (infections – maladies sexuellement transmissibles) pour les lesbiennes et des moyens de protection qui existent ; de même, alors que les sexualités des hétéros des gays sont « connues » et assez libres (éducation sexuelle hétéro à l'école ; discussions libres sur le sexe chez les gays et backrooms dans certaines boîtes de nuit), celle des lesbiennes est taboue, même à l'intérieur de la communauté : de sorte que pour certaines lesbiennes, il est difficile d'avoir une sexualité et de trouver des cadres où en parler.
Certaines lesbiennes militent dans les organisations féministes, mais là encore on leur fait sentir qu'elles n'y ont pas leur place. Le combat des lesbiennes au sein de ces mouvements est considéré comme illégitime et différent du combat féministe, alors qu'il est indéniablement lié puisque les lesbiennes n'entrent pas dans le schéma familial patriarcal qui est la cellule de base d'oppression des femmes ; les lesbiennes et les autres féministes ont donc le même ennemi : le patriarcat. Et comment peut-on prétendre à une libération totale si les femmes ne sont pas libres de choisir leur propre sexualité ?
On pourrait croire que cela se passe différemment au sein des organisations LGBT, mais là non plus elles ne sont pas considérées à égalité avec les gays. Si leur combat est le même, elles subissent aussi le sexisme dans ces organisations. Il leur est donc difficile d'avancer sur leurs propres revendications. Elles sont moins présentes aux postes de direction, prennent moins la parole et sont encore invisibilisées (mode de préventions spécifiques, insémination artificielle, etc.) : quand on parle des homos, on pense aux gays.
C'est pourquoi dans certains pays, les lesbiennes se sont organisées indépendamment du mouvement des hommes gays ou du mouvement féministe. Cette organisation séparée des lesbiennes a joué un rôle important dans l'imposition des revendications spécifiques.

1.4. La question trans

Les trans et transgenres sont des individus dont les identités de genre diffèrent de leur sexe biologique : travestis, transsexuels, et d'autres. Ils/elles sont souvent attiré-e-s par des individus du même sexe, mais pas toujours. Ces personnes refusent l'identification à leur sexe d'origine voire à un genre particulier. C'est en cela qu'elles sont les plus opprimées des LGBT.

Pourtant elles ont une longue histoire de lutte : les Hijras au Pakistan, les Warias en Indonésie se sont organisés pour leurs droits dans les années 60 avant la fondation des mouvements de libération LGBT en Europe et en Amérique du Sud. Les travestis de Porto Rico furent les premiers à riposter lors des émeutes de Stonewall à New York en 1969.

Malheureusement, au fur et à mesure que le mouvement LG s'est renforcé et a gagné en respectabilité, les personnes transgenres se voyaient marginalisées, discriminées comme si leur combat plus difficile encore que celui des autres LGBT était différent, alors qu'il est indéniablement lié ! En Inde les homosexuels étaient forcés par la société à devenir transsexuels : un gay ne pouvait être qu'une femme. Les transgenres refusent les identités sociales qu'on leur attribut de par leur sexe de naissance : refus d'être des hommes, refus d'être des femmes, avec toutes les conséquences sociales et économiques que cela peut avoir.

Le changement d'identité par les vêtements, les attributs (maquillage, bijoux, etc.) et parfois par les traitements hormonaux et chirurgicaux permettent de devenir socialement un homme ou une femme. Les transgenres brouillent cette frontière et s'attaquent donc de front, et encore plus directement que les autres, aux schémas de genres, d'autant plus qu'il est très difficile pour un transgenre de se cacher dans la sphère publique.

Nous défendons le droit de toute personne à développer complètement sa personnalité. Les personnes transgenres doivent avoir droit aux traitements médicaux qu'elles jugent appropriés, notamment les opérations ou traitements hormonaux. Elles doivent également avoir droit au remboursement de ceux-ci et aux modifications adéquates de leur état civil si elles le veulent.

1.5. Origines matérielles de l'oppression

Tout rapport est social, c'est-à-dire construit par la société, ce qui veut dire que les rapports hommes – femmes, les rapports amoureux, etc. le sont aussi.
Ces rapports ne sont pas toujours les mêmes selon les lieux et les époques, en un mot selon les sociétés. Ce que nous appelons normes, c'est justement ce qui détermine ces rapports et attitudes que l'on a selon son sexe.
Comprendre les normes est important car il est impossible de nier l'oppression des femmes et des LGBT, et donc nécessaire d'y répondre, notamment en sachant d'où elles viennent et comment lutter contre.
La famille est le premier lieu de reproduction dans tous les sens du terme : on y perpétue l'espèce, on y transmet les richesses, on y éduque. Le pouvoir s'assoit sur trois plans. Le premier est le plan économique, c'est-à-dire l'exploitation ou l'accaparement d'une partie de la production. Le deuxième est le plan politique, l'organisation de la société comme divisée entre dominants et dominés. Le troisième est le plan idéologique, soit la justification de cet ordre social. La famille est une construction, mise en place dans ces trois buts. Elle ne pouvait exister, ni même être conçue avant que n'existe la propriété. Celui qui la domine est donc le propriétaire, le père, le « patriarche. » Le patriarcat est le système dans lequel dominent l'homme et les rapports hétérosexuels. Il s'agit d'une distribution des rôles aux hommes et aux femmes, afin de maintenir un ordre établi, qui ne chamboule pas le fonctionnement de la société. Sous prétexte de sexe biologique, les femmes doivent se tenir d'une certaine manière et les hommes d'une autre. L'ensemble des tâches à accomplir est défini et imposé.
Pour que les rôles soient bien distribués, les normes doivent s'apprendre au début de la vie, et être retransmises, consciemment ou non, par la famille et à l'école. Il y a donc construction des genres, c'est-à-dire d'un comportement imposé aux individus selon leur sexe. L'hétérosexualité est la norme commune. D'ailleurs, on ne parle pas d'homosexualité chez l'enfant. On l'amalgamera donc, à la rigueur, à la notion de « garçon manqué. » Ce concept anodin est en fait très violent. La petite fille bagarreuse qui joue au foot est « manquée » : elle n'a pas le comportement normal, mais pas non plus les attributs de son sexe. Quant au garçon qui s'amuse avec les jouets de ses sœurs et essaye les vêtements de sa mère lorsque celle-ci n'est pas là, il saisit immédiatement ce qu'est la gravité de son acte : auto-culpabilisation, honte, peur d'être vu, sentiment de ne pas se contrôler et de ne pas contrôler son plaisir.
Il y a négation du plaisir chez l'enfant. Toute forme de désir sexuel est un tabou ou une très grave déviance. Les enfants, filles et garçons, le savent inconsciemment. Ce contrôle de la sexualité est un premier élément de limitation des éventuelles déviances, comme l'est l'apprentissage du rôle « normal » de chaque sexe.
La plupart des femmes enceintes doivent répondre cent fois par jour à la question : « Est-ce une fille ou un garçon ? » En effet, c'est bien avant sa naissance que l'on va commencer à organiser la vie

du futur enfant. Les parents doivent se préparer le plus tôt possible à l'élever selon son sexe, pour bien construire son genre. La déviance d'un enfant (garçon manqué ou efféminé) est un échec éducatif Ce qui gêne le plus dans ces comportements déviants, c'est qu'ils sont involontaires et inconscients chez l'enfant. Au fur et à mesure qu'il grandira, il devra choisir de les assumer, au risque de se faire stigmatiser, de les cacher à son entourage ou de les refouler et de rentrer dans le rang.

Car c'est toute la vie qu'on est catalogué : homme, femme ou anormal-e. Les filières au lycée (général ou technique) sont très sexuées. Les études supérieures également. Car il ne s'agit pas de faire n'importe quel métier plus tard.

La famille est une institution très ancienne. Mais dans la société capitaliste, elle change sensiblement. Avec l'industrialisation, on ne travaille plus dans la ferme familiale, on sort du foyer pour aller travailler, pour aller à l'école, à l'armée, etc. La famille a donc d'autres fonctions, différentes selon la classe. Pour la bourgeoisie, elle est utile à la transmission de la propriété privée et à éduquer les enfants à l'idéologie dominante. Pour la petite bourgeoisie, professions libérales, commerçants, paysans, elle sert encore d'unité de production, car il arrive que les membres participent à la production et à la reproduction de cette cellule. Pour la classe des travailleurs salariés, elle sert avant tout à reproduire cette force de travail, à créer de la future main-d'œuvre. Ce qui est commun à toutes les classes, c'est que la famille est aussi un lieu de travail gratuit : le ménage, les tâches ménagères en général et l'éducation des enfants sont pris en charge sans salaire, le plus souvent par les femmes. Il s'agit donc d'un cadre d'exploitation acceptable.

La disparition des normes, et donc de l'oppression patriarcale, implique celle de la famille. Mais cela signifie la disparition des conditions matérielles qui la font exister et possibilité de la remplacer par de meilleurs cadres, où les tâches seront prises en charge collectivement. Il y a indissociabilité intrinsèque des luttes anti-patriarcale et anticapitaliste.

2. Les courants du mouvement LGBT

2.1. Les courants intégrationnistes

Alors que le mouvement LGBT naissant remettait en cause la société, un courant s'est développé, qui prétend qu'il existe un déterminisme, peut-être génétique, de l'homosexualité. On serait homo comme on serait brun, petit ou qu'on aurait une maladie génétique. Cela signifierait qu'il n'y aurait aucun lien entre la question de la sexualité et la société, l'histoire, etc.

Dans une conception extrémiste, l'essentialisme, on peut aussi expliquer que le fait d'être criminel, pauvre, etc. est lié à des gènes. Un chômeur ? Ce n'est pas sa faute, c'est dans sa nature, mais il le restera toujours, il n'y a rien à faire.

Mais même chez les modérés, on retrouve des conceptions critiquables. Ceux-ci expliquent que la déviance se construit dans la prime jeunesse. C'est la théorie freudienne. Selon l'éducation, des traumatismes, etc., on devient homo ou hétéro. Cela se décide très tôt et on est déterminé pour toute sa vie. Impossible de changer de sexualité, d'avoir des préférences plus nuancées, etc.

Ce qui est donc commun à ce courant, c'est la négation des structures d'oppression. On ne peut pas les détruire en se mobilisant car ce qui existe aujourd'hui a toujours existé et existera toujours.

Le retour de « l'essentialisme » se concrétise par l'idée répandue selon laquelle il existerait toujours « 10 % d'homosexuels » (indépendamment de la société et de l'histoire). Vouloir changer la société et détruire les genres serait stupide et il suffirait simplement de demander l'égalité des droits, comme le droit au mariage ou à l'adoption, mais certainement pas de viser la destruction des structures de la société (capitalisme, famille, genres, etc.). Cela explique pourquoi le capitalisme peut aujourd'hui tenter de récupérer les LGBT.

Une autre conséquence est la normalisation de certaines franges homosexuelles : les plus riches, les plus « propres », les plus sympathiques, les plus présentables, les plus intégrés. Leur visibilisation et leur acceptation peuvent avoir deux effets contradictoires. Soit elles se font au détriment des autres franges, soit elles entraînent celles des autres. Aux Pays-Bas, c'est la norme des gays blancs, bien portant et issus de la petite bourgeoisie, opposés aux moins présentables mais aussi aux immigrés et notamment aux musulmans forcément réactionnaires, qui l'a emporté. Mais pour nous, il n'est pas possible de prédire aujourd'hui quel effet l'emportera dans les années à venir. Cela dépendra de la capacité du mouvement LGBT à aller de l'avant et à maintenir son unité sur la base de la lutte contre l'oppression.

2.2. Le courant queer

Le postmodernisme affirme que les acquis des années 70 et l'échec des mouvements révolutionnaires signifient que les idéologies sont mortes. Pour cette raison, on ne peut plus envisager de changement radical de société. On ne peut même plus la définir réellement, que ce soit en terme de structures, de classes sociales, etc.

Inspiré par le philosophe Michel Foucault, et aujourd'hui par la philosophe Judith Butler, les mouvements queer (« étrange » et « pédé » en anglais) abordent les questions du genre et de la domination sous l'aspect du jeu. Sans nier l'oppression et les cadres où elle s'exerce, les queer n'analysent pas les structures sociales dans leur ensemble et font porter aux individus ou à une société mal définie la responsabilité des violences faites aux déviants. Cela revient à dire que les LGBT vivent en périphérie des sociétés et ne doivent pas s'y intégrer, sous peine de perdre leur dimension subversive. Il faut déconstruire les genres et les normes, mais plus en créant des microsociétés (squats, petites structures autogérées et indépendantes) qu'en essayant de détruire le système qui crée les genres. Certains refusent donc de construire des mouvements larges avec des revendications touchant la majorité des LGBT, comme le droit au mariage ; cette attitude sectaire ne permet pas de s'attaquer directement aux fondements de la société.

Cependant, ce courant a apporté beaucoup au mouvement LGBT, en valorisant son aspect subversif : les LGBT ne sont pas seulement une catégorie opprimée qui demande des droits ; ils remettent en cause le patriarcat et l'ordre moral. Le mouvement queer attache donc une importance particulière aux transgenres et a favorisé leur visibilité. Selon cette vision, les questions LGBT concernent tout individu, même hétéro. C'est pourquoi les revendications des LGBT ne peuvent se limiter à demander l'égalité juridique et une bonne intégration.

2.3 Échéances actuelles

Journée mondiale contre l'homophobie ; Marche des fiertés LGBT ; UEEH ; RIJ ; Existrans ; 1er décembre. Initiatives locales d'associations.

3. Les JCR et la question LGBT

3.1 Notre analyse politique

Nous parlons de « double oppression », pour les travailleuses et les LGBT salariés. Ceux-ci sont à la fois exploités dans l'entreprise, comme l'ensemble des salariés, et opprimés, y compris par les autres salariés.

S'il existe une oppression spécifique, il y a alors des réponses spécifiques. Il faut éviter deux mauvais écueils.

Le premier serait de prendre en compte les seules oppressions spécifiques et de mettre de côté l'oppression capitaliste. Certes, la classe ouvrière a intégré les normes et relaye le sexisme et l'homophobie. Cependant, les normes sont utiles au capitalisme. Elles sont nées des rapports de forces, de la lutte des classes et le seul moyen de les détruire est donc de détruire la base matérielle qui les maintient. Le seul moyen de construire une société où chaque individu serait libre de son comportement et de sa sexualité est de détruire la société qui a besoin de contrôler la population.

Le second écueil serait de se cantonner à la lutte économique, sans intervenir sur les autres questions que la lutte des classes directe. Certes la destruction du capitalisme est nécessaire à l'émancipation de chacun, mais elle n'est pas suffisante. La seule lutte économique ne permet pas de répondre à toutes les oppressions, donc de construire une société sans norme ni oppression. Corrélativement, elle ne permet pas de faire converger les opprimés dans une lutte commune. Il est donc nécessaire de lutter pour la prise en compte des questions femme et LGBT dans les luttes pour unifier notre camp social. Cela signifie aussi combattre les comportements sexistes et homophobes (y compris les slogans dans les

luttes) et toute forme d'exclusion.

3.2 Notre courant et le mouvement LGBT

L'ensemble du mouvement ouvrier a eu beaucoup de difficultés à intégrer la question de l'homophobie, comme celle du féminisme par ailleurs. Cependant, la LCR et les JCR ont pris en compte cette problématique, du fait du travail des camarades homo. Aujourd'hui, nous avons une certaine légitimité à nous exprimer sur ce sujet. L'apparition à l'Existrans, par exemple, est une bonne chose. Néanmoins, notre manque d'implication en général et le fait que nous ne soyons pas, et ne saurions être, une composante du mouvement autonome, doit nous inciter à une certaine clarté. Nous ne sommes pas des professeurs rouges qui vont apprendre aux activistes LGBT à militer et à massifier. Mais pour autant, nous avons aussi des éléments d'analyse à apporter au mouvement LGBT et nous ne devons pas faire preuve de suivisme. La conséquence serait, comme c'est le cas d'autres camarades de la Quatrième Internationale, de faire du courant qui a l'air le plus radical, le Queer, un fondement du nôtre.

Pour cela, nous devons élaborer un matériel (tracts, 4 pages, brochures, dossier dans RED) à diffuser dans les échéances LGBT, ce qui veut dire s'y rendre donc les renforcer, et y apparaître, donc renforcer l'audience de nos idées.

3.3 Évolution de la question LGBT aux JCR depuis le dernier congrès

Préparation des échéances ; présence dans RED ; débats.

3.4 Orientation

Le PACS n'a pas canalisé les ardeurs revendicatrices des LGBT. Au contraire, il n'a fallu que quelques années pour que la question de l'égalité réelle, donc du mariage, revienne. L'émergence de la question homosexuelle, la visibilité, c'est-à-dire le mouvement de coming-out effectué dans les années 80 et 90, l'affirmation de la fierté, l'obligation faite aux pouvoirs publics de reconnaître l'existence des homosexuels obligent toute la société à se positionner.

Mais comme en 1999 avec le PACS, le PS cherche à paraître progressiste, tout en freinant la subversion du mouvement. L'égalité des droits est à son programme. Blair en Grande-Bretagne et Zapatero dans l'État espagnol ont accédé aux revendications du mariage et de l'adoption. Il est donc probable que cela soit mis en place en France entre 2007 et 2012.

Il ne s'agit pas d'être gauchiste : oui, il s'agirait de la plus grande victoire depuis la dépénalisation en 1982. Mais cela ne ferait disparaître ni l'ordre moral, ni l'oppression des LGBT. Nous devons définir un ensemble de revendications immédiates qui permette d'aller plus loin et de remettre en cause le système : des revendications transitoires pour une révolution sexuelle.

Nos revendications :

Pour une sexualité libre :

- Une réelle politique de prévention contre le SIDA et plus de moyens pour la recherche
- L'accès aux moyens de protection (préservatifs masculins et féminins, digues dentaires…), leur promotion et leur gratuité
- Une éducation sexuelle à l'école parlant aussi du plaisir et de ses différentes formes
- Une allocation d'autonomie de 1 000 euros pour tous les jeunes et l'accès au logement

Contre les discriminations :

- La reconnaissance des trans, le droit au changement d'identité, la prise en charge des opérations et traitements par la Sécu, la dépsychiatrisation
- Une vraie loi contre l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie, condamnant les propos homophobes (insultes et propos anti-homosexualité), les discriminations et reconnaissant l'homophobie comme une circonstance aggravante lors d'une agression
- Le droit d'asile pour les opprimé-e-s sexuelle-s et la régularisation de tous les Sans-papiers, notamment les homosexuels persécutés
- La reconnaissance du PACS pour le regroupement familial et la naturalisation d'un conjoint étranger

Égalité des droits :

- Le droit au mariage et à la parentalité (adoption, insémination) pour les couples gays, lesbiens et de trans

3.5 L'autonomie et l'auto-organisation du mouvement

Nous sommes pour le mouvement autonome. Cela veut dire le mouvement des opprimés, dirigé par les opprimés, mais non coupé des autres luttes et de la classe ouvrière. Ce mouvement permet l'auto-organisation, c'est-à-dire que les opprimés, seuls à savoir ce qu'est l'oppression, choisissent les moyens d'action et combattent l'oppression dans toutes les sphères, y compris dans les syndicats et partis ouvriers. Le but est d'aborder tous ensemble les questions d'oppression, de norme et de lutte contre elles. Il est nécessaire que les opprimés s'organisent, élaborent des analyses et des réponses et les apportent aux autres. Cela signifie aussi ne pas se priver d'un éventuel rapport de force, même au sein d'un même camp social. Pour cela, les réunions non-mixtes sont un moyen que nous pouvons utiliser, régulièrement ou ponctuellement.

3.6 Quelle apparition dans les échéances LGBT

Matos ; slogans ; unifier et défendre les spécificités ; à qui s'adresse-t-on ?

3.7 Prise en charge dans l'organisation et liens avec la LCR

Présence de la question dans les stages ; homogénéiser l'organisation ; préparer les RIJ ; gagner des jeunes LGBT.

Résolution antifasciste

Quel antifascisme pour les JCR?

Vers un nouveau 21 avril ?

Nous devons le marteler : l'arrivée de Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002 n'était pas un accident. Elle marquait de manière concrète l'implantation durable d'un parti d'extrême droite (que l'on croyait sur le déclin depuis 1999 et la scission mégrétiste) dans l'électorat français, et plus particulièrement dans la classe ouvrière et la jeunesse (respectivement 20 et 25 % de voix pour le FN). La « surprise » de cet évènement avait été l'occasion d'une grande mobilisation, notamment dans la jeunesse, qui a montré que l'antifascisme pouvait être un vecteur de lutte important, et dans laquelle notre courant avait joué un rôle non négligeable.

À six mois des élections présidentielles de 2007, les intentions de vote déclarées en faveur du FN sont évaluées, selon certains sondages, à 18 % des électeurs. En novembre 2001, ce chiffre était inférieur à 10 %. L'influence idéologique de l'extrême droite s'est encore renforcée ces dernières années : elle est à mettre en lien avec une aggravation des conditions sociales et une polarisation politique qui traduisent l'accélération de la crise du système capitaliste.

Une tendance lourde et générale

Le FN n'est pas une « exception française » : élection du FPO de Jorg Haider en Autriche en 2001, participation de la Ligue du Nord au gouvernement de Berlusconi en Italie, entrée aux parlements régionaux de députés du NPD (parti qui cherche à réhabiliter le nazisme) dans les landers de l'ex-Allemagne de l'Est, coalitions gouvernementales droite/extrême-droite en Pologne et au Danemark, et centre-gauche/extrême droite en Slovénie ; 21 avril bulgare le mois dernier (avec un candidat d'extrême droite qui appelle à « transformer les Roms en savon » !!!), renforcement du BNP aux élections locales en Angleterre, ascension vertigineuse du Vlaams Belang en Belgique, succès des « listes violettes » aux Pays-Bas…

Cette simple liste (longue mais non exhaustive) montre que l'extrême-droite, dans la majeure partie des pays industrialisés, a su s'appuyer sur une situation sociale et un contexte politique qui découlent de la crise structurelle du capitalisme pour étendre son influence. L'offensive des classes dirigeantes amorcée au milieu des années 70 pour répondre à cette crise, s'est traduite par une stratégie de destruction des acquis de la classe ouvrière qui subsistaient de la période précédente, où la relative prospérité du capitalisme avait permis d'acheter la paix sociale. Durant cette période, l'extrême droite avait été reléguée à la marge de la scène politique.

En France, à partir des années 80, l'adaptation des forces traditionnelles du mouvement ouvrier (PS et PCF) à la gestion libérale du capitalisme provoqua une démoralisation et des désillusions terribles dans la classe ouvrière, en plus d'une détérioration grave de ses conditions de vie, et de manière générale, de celle de tous les travailleurs : chômage de masse, précarité accrue, paupérisation de la petite bourgeoisie… D'autre part, les graves concessions faites au racisme par la gauche au pouvoir à l'époque ont ouvert un boulevard politique à l'extrême-droite et en l'occurrence au FN (15 % aux présidentielles de 1988, déjà…), dont le discours se basant sur l'idée de la concurrence entre les « nationaux » et les étrangers n'était fondamentalement remis en cause par personne et même légitimé : ce sont les fameuses déclarations du premier ministre Laurent Fabius (« Le FN pose de bonnes questions, mais donne de mauvaises réponses ») et de Georges Marchais sur l'immigration.

Aujourd'hui, la concurrence accrue entre les bourgeoisies nationales et les tensions interimpérialistes qui découlent de la crise obligent les classes dirigeantes à accélérer leurs attaques. Mais la remontée des luttes amorcée depuis quelques années et le retard pris par la bourgeoisie française dans son offensive (le « maillon faible » de la chaîne impérialiste) provoque la radicalisation d'une partie de celle-ci : c'est dans ce sens qu'il faut interpréter la théorie de la « rupture » incarnée par le clan Sarkozy.

Une conséquence importante des attaques actuelles, antisociales, racistes, sécuritaires et répressives, justifiées idéologiquement par le « patriotisme économique » et le patriotisme tout court (voir l'article de loi sur le rôle positif de la colonisation), est la légitimation de plus en plus forte des idées de l'extrême-droite par ceux-là même qui prétendent être un rempart face à elle, que ce soit l'UMP ou la majorité de la direction du PS. Le Pen l'a très bien compris, lui qui ne cesse de répéter à propos de Sarkozy : « Les gens préfèrent toujours l'original à la copie ». Cette légitimation est d'autant plus forte que la question du racisme reste le point faible de la gauche française.

Une situation préoccupante, mais…

À l'heure actuelle, le fascisme comme dernier recours de la bourgeoisie pour sauvegarder sa domination de classe ne se pose pas. Bien que la période se caractérise par des résistances accrues des mouvements sociaux face aux attaques que subit la classe ouvrière, et donc par une polarisation politique, nous ne sommes pas dans une période prérévolutionnaire… Les classes dominantes sont encore à l'initiative, et la démocratie bourgeoise reste un cadre dans lequel elles peuvent mener à bien leur projet, même si le durcissement des politiques répressives et sécuritaires tend à renforcer la capacité des appareils d'États à réprimer les mouvements sociaux. Ce qui explique pourquoi les liens entre le Capital et un parti comme le FN sont très faibles : le MEDEF, en 2002, avait explicitement appelé à voter Chirac, en arguant que le programme du parti de Le Pen serait une catastrophe pour l'économie française.

Une des caractéristiques fondamentales des partis fascistes est leur vocation à être un parti de masse organisé de manière militaire pour pouvoir assumer son rôle de « chien de garde du capital ». Et cette capacité à organiser les masses est liée à la gravité de la crise économique et sociale : jusqu'en 1933, les SA compteront jusqu'à 400 000 membres, pour la plupart issue de la petite bourgeoisie ravagée par la crise de 1929, et dans une moindre mesure du sous-prolétariat. L'Allemagne comptait à l'époque 40 % de chômeurs…

En France, au moment de la tentative de coup de force de février 1934, les ligues fascistes ou nationalistes comme les Cagoulards et les Croix de feu, ou encore les royalistes (les Camelots du Roi et l'Action Française) organisaient des centaines de milliers de personnes, essentiellement de la petite bourgeoisie.

La crise actuelle est loin d'atteindre ce niveau, et c'est une des raisons pour lesquelles, en France, le FN reste un « petit » parti en termes militants. La scission de 1999 a de ce point de vue porté un coup à son appareil et à ses forces militantes : plus de la moitié des cadres du parti avaient suivi le « félon » Bruno Mégret dans l'aventure puis le fiasco MNR. Quant au DPS (le service d'ordre du FN, équipé de façon paramilitaire, ce qui est permis par l'implantation du FN dans les sociétés privées de sécurité), qui comptait au moment de la campagne de 1995 près de 5 000 membres, il n'est aujourd'hui plus que l'ombre de lui-même (bien qu'encore dangereux…).

La lutte contre le racisme est une priorité…

Un des axes privilégiés de la bourgeoisie pour attaquer la classe ouvrière tout en la divisant est dans la période actuelle celui du racisme. Les attaques racistes de la droite en général et de Sarkozy en particulier ont le double objectif de diviser la classe ouvrière pour mieux l'affaiblir, tout en cherchant à récupérer l'électorat du FN, qu'ils contribuent eux-mêmes à développer. Le grand écart est bien évidemment dangereux… pour nous !

La construction des luttes antiracistes et de l'antiracisme dans les luttes est pour notre courant une priorité : mobilisation contre les lois Sarkozy, construction de RUSF sur les facs et de RESF dans les lycées. Un des enjeux pour le mouvement ouvrier dans les années à venir sera sa (re ?) construction dans les quartiers populaires, ce qui nécessite notamment de porter la question du post-colonialisme de l'État français. À notre échelle, notre rôle est de faire converger les mouvements sociaux que nous construisons dans notre milieu (essentiellement étudiant) et les mouvements des quartiers, comme nous avons pu le faire en novembre 2005 en mobilisant contre l'état d'urgence.

Antiracisme dans les luttes : dans le mouvement lycéen de 2005 et dans le mouvement CPE, nous avons dû mener une bataille idéologique (et parfois physique…) pour répondre à la tentative de diviser le mouvement entre les « vrais manifestants » et les « casseurs » organisés en « bandes ethniques ». Nous avons, dans la mesure de nos possibilités, réussi à contrer les dérives « sécuritaires » et (potentiellement ?) racistes, qui pouvaient s'exprimer par la volonté de renforcer les services d'ordre des manifestations en les rendant plus dissuasifs et sélectifs, ou même de créer des groupes « d'autodéfense » armés pour se « protéger de la racaille ». Ce genre d'initiatives était parfois proposé dans les AG, que ce soit par des étudiants ou par des organisations de « gauche » comme Combat.

…mais l'antifascisme n'est pas soluble dans l'antiracisme !!!

Le fait que les attaques racistes actuelles soient portées par un parti « traditionnel » de la bourgeoisie (l'UMP) ne doit pas nous amener à commettre une erreur fondamentale, qui consisterait à amalgamer l'antiracisme à l'antifascisme, et donc à nier l'importance de ce dernier. L'extrême droite est un ensemble de courants politiques qui portent un projet de société global. Il s'agit d'une réorganisation complète du fonctionnement de la société, au niveau politique, social, etc. : si la question raciale est bien souvent au centre du projet politique de ces forces, comme pour le FN, elle est loin d'en être le seul aspect. La république française, même si elle diffuse et pratique un racisme d'État, n'est pas un régime fasciste !

L'erreur qui consiste à dire que racisme=fascisme vient d'une absence d'analyse, dans notre courant, de ce que sont les courants d'extrême droite aujourd'hui et des différents types d'interventions politiques qu'ils peuvent mener sur différents fronts, notamment social. En effet, le contexte social et politique décrit plus haut créé des conditions favorables à l'intervention de l'extrême droite sur des questions d'actualités qui préoccupent la classe : c'est l'exemple de

Bruno Mégret qui se rend sur le piquet de grève d'une entreprise sur le point d'être délocalisée, pour expliquer aux ouvriers en lutte que leur salut ne peut venir que d'une politique économique ultra-protectionniste…

Il ne faut pas oublier que l'extrême-droite, ce n'est pas seulement des idées, mais aussi une stratégie d'implantation sociale qui se traduit par un investissement sur différents fronts et par la volonté effective de créer un tissu social dans différents milieux, basé sur l'entraide des « nationaux » : certaines personnes ont ainsi rejoint le FN après avoir retrouvé un emploi grâce aux réseaux d'entrepreneurs du parti.

L'exemple de l'Italie est de ce point de vue éloquent : dans de nombreux quartiers populaires des grandes villes, délaissés par l'État et par le mouvement ouvrier comme à Rome, Milan et Turin, de nombreux centres sociaux (des squats) ont été créés par les néofascistes, et servent à la fois d'espaces « culturels » et de lieux pour mettre en place des réseaux d'entraides qui s'adressent à une jeunesse défavorisée. C'est un petit État dans l'État qui s'est mis en place depuis quelques années.

En France, le FN s'est de ce point de vue affaibli, du fait de la perte conjuguée d'une grande partie de son appareil et de nombreux militants, et de sa stratégie « électoraliste » qui l'a poussé à délaisser ce terrain.

Mais certains courants comme les Jeunesses Identitaires (issus d'Unité Radicale, lui-même issu du GUD) tentent, à leur échelle, de calquer le modèle italien : à Nice, cette organisation a réussi à ouvrir un centre social, qui est le résultat d'un travail d'implantation effectué notamment dans les lycées de la ville.

Ces quelques exemples illustrent l'habileté de certaines organisations à se saisir des terrains de luttes et de leurs contradictions, pour mieux pouvoir se construire. Dans les publications de certains groupes, il faut parfois être un initié pour comprendre rapidement que l'on affaire à un discours fascisant, même s'il est question de « lutte contre le système, de rébellion, d'antimondialisme, d'écologie », etc. C'est une constante pour les courants d'extrême droite, surtout les nationalistes révolutionnaires, de se revendiquer de l'anticapitalisme, ce qui peut parfois les amener (avec toutes les contradictions que cela comporte) à tenter de s'intégrer dans des mouvements sociaux. Par exemple, durant le mouvement contre la loi Fillon du printemps 2005 : le 15 mars, dans la manif parisienne, un petit cortège se met en place derrière une banderole CAL (Coordination Autonome des Lycées). Il s'agissait ni plus ni moins d'un cortège organisé par l'Action Française lycéenne. Il aura fallu la vigilance de militants antifascistes expérimentés pour reconnaître les royalistes, qui à partir de ce moment ne mettront que quelques instants à se faire éjecter du cortège par la bonne volonté de certains de nos camarades de la LCR et de la CNT.

Le mouvement CPE fut (aussi) antifasciste

Sans vouloir faire un bilan complet du mouvement du printemps 2006, on peut en tirer quelques leçons par rapport à l'objet de ce texte. Du premier blocage de fac début février jusqu'au retrait du CPE, un aspect central du mouvement fut sa radicalité, notamment dans les modes d'actions, justifiée et légitimée par sa massivité. La question du blocage, dont la mise en place immédiate dans les facs constitua un avantage décisif pour renforcer le mouvement, fut le point de clivage essentiel entre grévistes et non grévistes, et les premières confrontations arrivèrent vite, bientôt suivies par les premiers collectifs antiblocage, impulsés notamment par l'UNI. Du côté de l'extrême droite, ce fut une aubaine : cela leur permettait de sortir du débat « pour ou contre le CPE » (qui fut un grand moment de pagaille chez certains, comme au FN) et de se rabattre sur un thème plus classique pour eux, à savoir la lutte contre la « chienlit » et les gauchistes. Ce qui permettait aux fachos de revenir à leur tache historique, qui est de lutter contre le mouvement ouvrier.

Si le mouvement fut la première expérience politique et militante pour des dizaines de milliers de jeunes, elle fut aussi pour eux la première occasion de lutter contre ces ennemis : outre les interventions en amphis et un travail d'agitation acharnée contre le mouvement, de très nombreux piquets de grèves furent l'objet d'attaques en règle de la part de l'extrême droite (RED, FNJ, Identitaires) et de la droite extrême (UNI, Liberté Chérie). Dans certaines facs, des armes à feu furent même exhibées aux côtés des traditionnels casques et barres de fer… Les manifestations les plus radicales du mouvement, comme celles du quartier de la Sorbonne, du 8 au 18 mars (occupation de la Sorbonne, émeutes et confrontations avec la police dans tout le quartier), ont vu de véritables commandos d'extrême droite attaquer les manifestants, sous le regard bienveillant de la police. Ce type de confrontation n'avait pas eu lieu depuis de très nombreuses années, au moins depuis le mouvement contre la réforme Devaquet en 1986.

Si le rapport de force créé par le mouvement, sa massivité, a permis de rendre ces attaques inoffensives vis-à-vis du développement du mouvement à une échelle de masse, ce serait une erreur que de ramener ces évènements à de simples anecdotes qui relèveraient du folklore, ou qui ne seraient que la résurgence d'une période « gauchiste » depuis longtemps révolue. Car si le mouvement constitue pour nous un point d'appui pour la construction des luttes à venir, nous ne sommes pas les seuls à en avoir tiré les leçons.

Cela fait de nombreuses années que les organisations de jeunesse d'extrême droite cherchent à « implanter la réaction au cœur de l'université gauchiste ». Dans le contexte actuel, depuis le mouvement LMD de 2003 et surtout depuis le mouvement CPE, certains de ces groupes tentent de tirer profit du rôle qui a pu être le leur pour renforcer sur les facs une implantation, qui, si elle est encore globalement très réduite, ne peut être négligée. Sur Paris, l'Action Française étudiante apparaît de plus en plus régulièrement à la Sorbonne. Le RED (Rassemblement des Étudiants de Droite), « syndicat » étudiant proche du FNJ, s'en prend de plus en plus aux facs « gauchistes » comme Tolbiac. La question du syndicalisme étudiant est de plus en plus abordée dans les publications d'extrême droite, ce qui laisse présager une activité accrue dans ce domaine dans les mois et les années à venir, en lien avec les attaques prochaines de la bourgeoisie contre l'éducation. Une conférence nationale sur le militantisme étudiant a même été organisée au mois d'Octobre 2006 par le FNJ : si elle n'a réuni « que » 50 personnes, elle est le signe d'une volonté politique. De nombreux autres groupes travaillent à s'implanter dans la jeunesse, que ce soit sur les facs, les lycées, ou chez les jeunes travailleurs.

Entre le guévarisme et le néant, il existe… « une troisième voie » !

L'antifascisme n'est pas une question de folklore ou un simple aspect « identitaire » (si j'ose dire) pour notre courant et pour les JCR. L'influence croissante de l'extrême droite, notamment dans la jeunesse, est inscrite dans la période, et nous ne pouvons nous donner les moyens de répondre à tous les enjeux de la situation sans prendre en compte cet aspect de la lutte politique.

Le problème par rapport à l'antifascisme est qu'il renvoie, dans notre courant, à une période gauchiste de notre histoire qui est celle des années 1968/1973, où la lutte antifasciste se traduisait par des affrontements spectaculaires et permanents avec l'extrême droite, conséquence à la fois du contexte politique de l'époque et d'une conception substitutiste (voire « guévariste ») de notre organisation. De plus, ce n'est un secret pour personne qu'aujourd'hui cette lutte est prise en charge de manière permanente uniquement par les courants libertaires et anarchistes. Et si nous avons beaucoup à apprendre d'eux en termes d'expérience et de connaissances, il est évident que leur politique n'est pas la nôtre.

La première tache pour notre organisation est de réellement prendre en charge collectivement cette question. Seul un travail spécifique d'analyse de ce qu'est l'extrême droite aujourd'hui et des dangers qu'elle représente peut permettre d'éviter une surestimation ou au contraire une négligence totale (comme c'est le cas depuis de trop nombreuses années…), et donc d'avoir les réponses politiques les plus justes possibles dans la lutte contre l'extrême droite.

Il serait dramatique pour notre courant et pour les JCR, de se retrouver le soir du 23 avril 2007 avec Le Pen à nouveau au second tour, sans que notre organisation ait mené une bataille politique dans

notre milieu, ni anticipé le fait que l'antifascisme pouvait être un vecteur de lutte et de radicalisation pour une grande partie de la jeunesse. Un peu comme un certain 21 avril 2002…

Concrètement :

• Le congrès et la direction nationale qui en sortira devront prendre en charge la question de l'antifascisme, notamment dans le cadre de la campagne pour les présidentielles, mais aussi de manière permanente, en débattant de quel type de cadre construire et de quelle manière (cadre déjà existant comme Ras l'Front, ou nouveau cadre unitaire ?)

• Prise d'initiative systématique ou participation à l'organisation de contre rassemblements ou de contre manifestations face aux initiatives de l'extrême droite, en associant toutes les forces possibles (que ce soit les libertaires ou les soc', et les syndicats que nous construisons) et en mobilisant largement autour de nous

• Dans notre milieu, nous devons être à la fois réactifs face à toute menace, et à l'initiative d'évènements ou de cadres unitaires permettant d'y répondre : comité de vigilance antifasciste, organisation de meetings unitaires…
• Proposition à l'ensemble des organisations de jeunesse de concevoir pour le printemps un évènement national ou des évènements locaux coordonnés sur la question de l'antifascisme : concert, festival avec meeting…
• Organisation de cercles ouverts et de formation théoriques sur le fascisme et sur ses formes actuelles
• Élaboration d'un matériel spécifique destiné à irriguer notre milieu : brochures (qu'est-ce que le fascisme, l'extrême droite dans la jeunesse…), mais aussi badges et tee-shirt(s)
• Sortie d'une affiche spécifique contre l'extrême droite (à la dernière DN, absolument personne n'y a pensé…)

Structuration :
• Voilà deux ans qu'un camarade JCR double appartenant de la RP participe au secrétariat antifasciste de la LCR, à la demande de celui-ci et sur mandat du BN des JCR. Le lien entre cette structure et les JCR doit prendre plus d'importance, en terme de formation, et d'informations nécessaires quant à l'activité de nos ennemis dans les secteurs qui nous concernent (lycées, facs). Le prochain BN devra être mandaté pour rencontrer le secrétariat antifasciste de la LCR pour discuter de la perspective de l'élargissement de celui-ci à de nouveaux camarades des JCR.

• Création d'une commission antifasciste dans toutes les sections qui en ont les moyens et qui l'estiment nécessaire. Ces commissions locales devront être en lien, d'une part, avec la commission antifa de la DN (qui devra fonctionner pour de vrai !) et avec un membre du BN référent sur cette question, et d'autre part avec le(s) camarade(s) des JCR membres du SAF

• Élaboration et diffusion régulière, par la commission antifasciste de la DN ou par les commissions locales d'un bulletin antifasciste

Résolution écologie

La question de l'écologie est très importante pour les révolutionnaires. D'une part, parce qu'aucune émancipation des travailleurs ne pourra se développer si la destruction écologique de la planète franchit un certain seuil, et que, à long terme, c'est la survie même de l'espèce qui est en jeux. D'autre part, parce que le mouvement écologiste doit pour nous être un outil pour aboutir au renversement du capitalisme.
Aujourd'hui les JCR ont du mal à s'impliquer réellement dans les luttes écologistes. Pourtant, une large partie de la jeunesse se sent très concernée par ces questions écologistes. Il est important pour notre courant de ne pas laisser le monopole du combat écologiste aux réformistes et de nous impliquer à part entière dans ces luttes.

1. Situation

a. Quelle écologie ?

Aujourd'hui, on entend partout que la « planète » est en danger, que l'homme détruit l'environnement, ou que les autres espèces végétales et animales sont menacées. Des campagnes sont menées pour sauver les pandas de Chine, ou pour replanter des petites fleurs en voie de disparition. Ce n'est pas notre priorité.
Il ne faut pas confondre l'écologie qui veut améliorer notre confort, et l'écologie qui vise à préserver nos conditions de vie. Des glaciations et des réchauffements ont déjà eu lieu à l'échelle de la Terre. De nombreuses espèces ont disparu, et ont laissé la place à d'autres : les mammifères, par exemple, ont pu se développer suite à l'extinction des dinosaures. Ces changements ne sont pas des fatalités, la planète saura toujours se « sauver » elle-même. Ce que nous devons préserver, ce sont les conditions de température de l'air, de qualité de l'eau, etc. qui nous permettent de vivre, c'est notre « niche écologique ».

b. Les problèmes aujourd'hui

Aujourd'hui, le développement industriel pose plusieurs problèmes qui détruisent ces conditions dont nous avons besoin pour respirer, boire, manger. Trois exemples, parmi la multitude de problèmes écologiques qui se posent dans la société capitaliste.
L'énergie nucléaire présente des risques au niveau de l'exploitation : l'explosion d'une centrale nucléaire, comme ce qui s'est passé à Tchernobyl en 1986, peut causer la mort de plusieurs milliers de personnes et ravager une région entière pour plusieurs dizaines d'années. De plus, cette technique produit des tonnes de déchets radioactifs très nocifs pour l'être humain, dont on ne sait pas quoi faire. La plupart de ces déchets sont enfouis, mais on ne connaît pas les risques à long terme pour l'environnement.
Un deuxième exemple peut être le cas de pollution de certaines régions par les rejets nocifs des industries dans les rivières ou par l'infiltration des produits chimiques utilisés par l'agriculture (pesticides ou problème des nitrates). Dans ce cas, les nappes profondes peuvent être contaminées, et c'est l'eau de toute une région qui n'est plus potable, et qui entraîne parfois l'empoisonnement des habitants.
Enfin, on peut citer l'exemple des OGM, dont on ne connaît pas, là encore, les effets à long terme. Ce sont des plantes modifiées génétiquement pour être résistantes à un herbicide (type Roundup) qui, habituellement, détruit tout. On sait déja que la culture d'OGM en plein champ est responsable de la contamination des champs voisins : les OGM, plus résistants, s'imposent face aux autres cultures suivant le principe de la sélection naturelle. Par ailleurs, il est démontré que le gène qui rend ces plantes résistantes aux herbicides peut se transmettre aux «mauvaises» herbes, les rendant, elles aussi, plus résistantes.

c. Le vrai responsable : le capitalisme

Ces trois exemples montrent que dans la société capitaliste, c'est le fait que la recherche du profit prime sur le reste qui entraîne les problèmes liés à l'écologie. Dans cette optique, les considérations environnementales, la préservation de l'écosystème dans les pays ou les régions pauvres n'ont pas leur place. Il est bien plus coûteux d'utiliser plusieurs herbicides pour chaque mauvaise herbe que d'en utiliser un seul qui élimine tout sauf la plante que l'on a rendue résistante et il est beaucoup plus rentable de créer des semences stériles que l'on revend chaque année aux agriculteurs.
A l'échelle mondiale, on voit bien que la recherche de rentabilité se fait au détriment de l'environnement des plus pauvres : les pays riches peuvent, après le paiement d'un « droit de polluer » enfouir leurs déchets nucléaires au large des pays pauvres ou même à l'intérieur de leurs terres. Et quand une usine chimique explose comme à Bhopal (Inde) et ravage toute une région, personne ne cherche à faire payer les vrais pollueurs. Enfin, avec la privatisation probable d'EDF se pose la question de l'élévation d'éléments vitaux au rang de marchandises. L'eau, et pourquoi pas l'air, pourraient bien devenir, eux aussi, des ressources payantes liées aux fluctuations du Marché…
Entre la déforestation, la désertification, les problèmes d'eau potable, la pollution et le stockage des déchets, les habitants des pays du Sud sont beaucoup plus que nous touchés par la crise éco-

logique. Partout dans les pays défavorisés, les luttes sociales sont liées à des questions écologistes.

d. Les luttes écologistes

Des luttes écologistes ont lieu partout dans le monde, dans les pays impérialistes comme dans les pays dominés. Et c'est bien la gestion faite par le capitalisme de l'équilibre de notre planète qui est mis en cause.

En France, le mouvement anti-OGM a gagné une forte popularité parmi les travailleurs. La forte répression à laquelle s'exposent les militants investis dans la lutte anti-OGM prouve son caractère gênant pour les grands groupes capitalistes, et le fait que de nombreux militants se retrouvent en prison n'est pas anodin. Le réseau « Sortir du nucléaire », qui regroupe plus de 700 associations, a, lui aussi, permis de populariser le mouvement écologiste. Certaines initiatives de ce réseau ont regroupé plusieurs milliers de personnes dans toute la France sur la base du refus du nucléaire ou contre le projet de réacteur EPR. Contre la pollution des mers pendant les marées noires, contre le réchauffement de la planète, … les mobilisations sont multiples.

Dans les pays dominés, on voit apparaître des mobilisations populaires en défense de l'agriculture paysanne ou pour l'accès au ressources naturelles. Du mouvement des paysans sans terre au Brésil, qui se battent contre la gestion capitaliste de l'agriculture, aux luttes des peuples indigènes contre la déforestation des forêts amazoniennes, ces combats se multiplient.

Partout, les révolutionnaires soutiennent ces initiatives et ces mouvements et y participent, parfois d'une façon critique.

e. Les courants du mouvement écologiste

Dans le mouvement écologiste, on peut distinguer trois orientations différentes : les réformistes, les « décroissants » et les révolutionnaires.

Les organisations écologiques réformistes (comme les Verts) agissent pour la protection de l'environnement en se contentant de mesurettes environnementalistes (filtres sur les pots d'échappement, tri sélectif, etc.). Le bilan de la gauche plurielle et de la présence des Verts au gouvernement montre que le modèle écologique qu'ils défendent, qui consiste à aménager à la marge le système actuel de production pour retarder l'heure de l'explosion et du réel désastre écologique, n'est pas viable. Nicolas Hulot, avec sa proposition de pacte écologique qu'il souhaite faire adopter par tous les candidats à la présidentielle, recrée le même type de schéma. Il ne propose qu'une énième « feuille de vigne » qui cachera encore une fois le véritable problème : l'exploitation capitaliste de nos ressources.

Face aux renoncements et trahisons des Verts (enfouissement des déchets nucléaires décidé par Voynet, aucune avancée vers le ferroutage, aucun résultat sur les OGM…), un mouvement écologiste parallèle se développe autour de théories visant à la « décroissance ». Ce mouvement est très hétérogène, mais une majorité semble souhaiter un retour à un mode de production moins avancé. Ce n'est pourtant pas en revenant à l'âge de pierre que la qualité de vie des jeunes et des travailleurs s'améliorera.

Ces deux courants présentent certains points communs. Tous deux placent sur le même plan (à quelques trop rares exceptions chez les décroissants) les travailleurs et les entreprises capitalistes et cherchent à culpabiliser les pratiques quotidiennes de chacun pour les convaincre de consommer moins d'eau pour se laver ou de moins allumer la lumière pour économiser l'énergie. Pourtant ce sont bien les industries et le mode d'exploitation agricole, qui recherchent la rentabilité et les profits plutôt que la protection de l'environnement, qui sont en cause.

Seuls les révolutionnaires, en posant le débat sur la question de la rupture avec le capitalisme comme seul moyen d'aboutir à une société socialiste, ont une orientation écologiste conséquente. Même si des désaccords de fond existent avec les autres courants du mouvement écologiste, nous cherchons à créer l'unité d'action la plus large possible, tout en essayant de convaincre les militants de notre orientation écosocialiste.

Enfin, Greenpeace, association écologiste « généraliste » (qui s'occupe aussi bien des baleines que du nucléaire), a connu récemment des succès retentissants –comme dans l'affaire du porte-avions Clémenceau. Elle utilise souvent des méthodes radicales mais dans le but de favoriser ses activités de lobbying auprès de politiciens bourgeois. Son activisme et son indépendance peuvent attirer de nombreux jeunes, mais elle participe à sa manière, en négociant avec la bourgeoisie au pouvoir, à envoyer l'écologie dans le mur en refusant de rompre avec ce système et en légitimant les gouvernants capitalistes.

2. L'écologie et le socialisme

a. L'écologie comme revendication transitoire

Pour nous, le mouvement écologiste représente un terrain favorable à plusieurs points de vue. D'abord car il fait partie des combats qui peuvent radicaliser la jeunesse : les faucheurs d'OGM ou ceux qui arrêtent les convois nucléaires s'exposent à une forte répression. Ensuite, parce qu'il est aisé pour nous d'expliquer que le problème ne vient pas de notre mode de vie individuel mais de la société en général… et que dans cette société-là, pas d'écologie possible. C'est dans ce sens que les luttes pour l'écologie ont une valeur de lutte pour des revendications transitoires.

Dans le mouvement écologiste, entre la politique réformiste qui consiste à aménager le système actuel pour retarder l'heure de l'explosion et la politique révolutionnaire qui vise à faire table rase et construire une société écologiste, nous devons choisir la politique révolutionnaire, et si nous la défendons sérieusement, il est fort possible qu'une large partie du mouvement écologiste nous rejoigne.

b. L'écologie dans la société socialiste

Aujourd'hui, même si ces techniques nécessitent des recherches complémentaires, il existe des alternatives aux techniques polluantes utilisées par les industries et aux méthodes de production d'énergie : géothermie, énergie éolienne, biomasse, scénario Négawatt, etc. Mais ces solutions alternatives sont beaucoup trop coûteuses pour être utilisées dans cette société. Elles imposent donc un changement radical de la société : la révolution.

Les projections sur ce que sera la société socialiste sont toujours plutôt abstraites. Cependant, dans un monde qui ne sera pas basé sur la recherche du profit maximal, on peut imaginer quels seront les caractères de notre société au point de vue de l'écologie.

De la même manière que la gestion de l'organisation de la production sera gérée de manière collective, la gestion de notre environnement devra se faire de manière collective. Ces deux préoccupations ne doivent pas entrer en contradiction et une vigilance toute particulière devra exister sur la question de l'écologie.

Enfin, il ne faut pas omettre que le bilan écologique de l'URSS et des anciennes sociétés bureaucratisées est égal, sinon pire, à celui des métropoles impérialistes. Une des explications est que ces sociétés n'ont pu surmonter que partiellement la loi de la valeur capitaliste et sont restés dépendants du capitalisme et des lois du marché mondial. Mais il faut aussi ajouter que la planification était dès le départ truffée d'erreurs, non repérées étant donné l'absence de contrôle démocratique, ce qui rappelle qu'une économie planifiée n'est pas forcément écologiste, et qu'une attention spécifique est nécessaire.

3. Quelle orientation pour les JCR ?

a. Nos revendications

Nos campagnes sur la question de l'écologie doivent être axées sur le thème du « droit à l'avenir » de la jeunesse. Ces revendications, qui figurent dans le plan d'urgence de la LCR doivent être relayées par les JCR, dans nos tracts, nos brochures et notre presse.

Dans l'agriculture

Il faut en finir avec le pouvoir de l'agrobusiness source de pollutions, d'érosions, de destruction de petites exploitations, de gaspillage d'eau, de catastrophes sanitaires, et générant des produits peu diversifiés et potentiellement dangereux.

Moratoire sur les OGM et arrêt immédiat de la culture en plein champs,

Une politique publique visant au développement et non à la réduction de l'emploi agricole, au sou-

tien à la petite paysannerie,
Des normes drastiques en terme d'utilisation de pesticides et d'engrais chimiques, de consommation d'eau et de diversification des productions.
La suppression des subventions à l'exportation.

Les transports

Le fonctionnement du capitalisme tend à accroître démesurément l'usage des transports de marchandises et à privilégier les modes les moins coûteux mais aussi les plus polluants. Le transport routier avec son bas prix du carburant et ses conditions sociales calamiteuses favorise le développement de la sous-traitance, la politique de stock zéro et de flux tendu.
Développement du transport de marchandises par chemin de fer, voie d'eau ou mer
Interdiction du transport routier de marchandises longue distance
Développement et gratuité des transports en commun, en priorité les moins polluants, permettant une réduction importante du recours à l'automobile, et réorganisation urbaine en conséquence.

L'énergie

La dilapidation de ressources fossiles ou minières (à consommation actuelle, quelques décennies pour l'uranium, le pétrole ou le gaz, deux siècles pour le charbon) privera les générations futures de ces ressources non renouvelables. On pollue à grande échelle, on accumule des déchets nucléaires hautement dangereux que l'on ne sait pas traiter.
Sortie du nucléaire, civil comme militaire, avec :
La mise au point d'un plan de réorganisation de la production énergétique qui place en son cœur les énergies renouvelables de manière à sortir progressivement du pétrole et à ne pas retomber dans le charbon,
Un plan d'économies d'énergie de grande ampleur, en commençant par les entreprises et les transports,
Un plan d'équipement massif en éolien, solaire, et hydrolien,
Priorité à la recherche dans ces secteurs, développement de capacités de production à base d'énergies fossiles avec les techniques les moins polluantes et les plus efficaces comme la co-génération pendant la phase transitoire.

b. Notre programme d'action

Dans une large mesure, la crise écologique et la crise sociale sont alimentées par des mécanismes identiques. Les intérêts des grands lobbies économiques, la dictature toujours plus exclusive des « marchés », l'ordre mondial incarné par l'OMC, le FMI, la Banque mondiale et le G8, etc., contribuent à l'épuisement conjoint des humains et de la nature. Des facteurs communs étant à l'œuvre dans les crises écologique et sociale contemporaines, des remèdes communs peuvent et doivent être avancés.
Notre intervention écologiste passe aussi par les questions internationales. La catastrophe de l'été 2006 en Côte d'Ivoire, où des déchets chimiques ont été déversés en plein air, aurait pu nous permettre de faire le lien avec la question de l'impérialisme français. Cependant, elle ne doit pas prendre le pas sur la lutte contre l'impérialisme : nous devrons continuer à nous battre contre une intervention militaire en Iran, car même si le motif officiel de cette guerre est le refus du nucléaire Iranien, c'est bien la question de l'impérialisme qui est en jeu.
Les questions écologiques et les questions sociales ne peuvent pas être dissociées. Notre tâche devra être d'"impulser du social dans le mouvement écologiste et d'impulser de l'écologie dans le mouvement social". Pour cela, nous devons utiliser plusieurs angles d'action : défense des services publics, luttes pour l'eau et contre les pollutions, pour une alimentation saine, etc.

c. La formation des camarades

Le développement de l'activité écologiste des JCR ne pourra passer que part la formation collective des camarades. Chaque cercle et/ou section doit se donner les moyens d'organiser au moins une formation sur la question chaque année.
d. Quel matériel ?
Pour développer notre orientation sur la question écologique, les JCR doivent se donner les moyens de publier, au minimum, un quatre page sur la question de l'écologie disponible rapidement pour alimenter notre campagne pour les présidentielles, ainsi qu'une brochure plus longue sur notre analyse des conditions écologiques dans notre société et nos propositions pour les améliorer.

motions

Développons des outils pour les révolutionnaires et leur milieu

Motion commune PF X – PF Z

Le développement actuel des confrontations de classe est caractérisé par un nouvel écho des idées révolutionnaires au sein des luttes et des mouvements. La nouveauté fondamentale est le rôle moteur que nous avons dans le développement des mobilisations, cela nous oblige à repenser nos outils d'intervention pour nous adresser largement.
Le marxisme est un outil pour l'action et nous devons également, dans une période de reconstruction des luttes permettre une diffusion de nos analyses et de notre théorie à une échelle large. Cette tâche est essentielle pour former une nouvelle génération de cadres révolutionnaires issus des mobilisations ainsi que pour permettre une homogénéisation politique des militants sur la durée. C'est également ce qui permettra de développer les liens concrets entre théorie et pratique.

Le cercle

- Il doit servir à deux choses essentielles : les discussions politiques générales pour élaborer une orientation et se former, et organiser l'activité de façon collective, en prenant en compte les expériences de tous les camarades. L'activité de chaque camarade (intervention dans un lycée, sur un lieu de travail, dans un collectif…) doit être discutée et décidée en cercle pour échanger les expériences, avoir une vue globale de l'activité, et organiser l'entraide entre les camarades. Le cercle doit être en capacité d réagir à l'actualité par des points systématiques même courts sur la situation politique.
- Les cercles doivent être réguliers et fréquents (toutes les semaines ou toutes les 2 semaines), pour discuter le plus collectivement possible de l'activité en permanence, ne laisser aucun camarade livré à lui-même, et égaliser les niveaux de formation.
- Pour organiser notre milieu et associer les contacts aux discussions et à l'élaboration de l'activité, nous nous dotons de plusieurs cadres de réunions, adaptés à l'hétérogénéité des niveaux de conscience (cercles ouverts, réunions publiques, forums marxistes, meetings…).
- De plus, lors des mouvements, il faut aller contre la tendance spontanée qui consiste à se laisser absorber par nos tâches dans le mouvement et faire l'effort de maintenir les cercles, et de faire des points réguliers entre camarades, systématiquement ouverts.
- Chaque camarade doit être relié à un cercle. Ces cercles, à cause de la composition de l'organisation, sont souvent des cercles de fac, c'est pourquoi pour les camarades lycéens et jeunes travailleurs, les discussions en cercle doivent être combinées avec des commissions de secteurs (lycées, JT…). Cependant, ces commissions ne doivent pas être un substitut aux discussions de cercle sur ces questions. Le cercle doit être le cadre d'échange et d'élaboration pour l'ensemble des secteurs d'activité.

Journal

Si RED s'est nettement amélioré ces dernières années, il doit plus s'ouvrir sur les luttes et être un outil théorique et d'action pour le

mouvement, adapté aux besoins de notre milieu : échos de mobilisations, compte-rendu des meilleurs expériences locales, rubrique courrier et articles de fond. RED doit pouvoir devenir une référence pour notre milieu au même titre que les militants des JCR. RED doit être discuté systématiquement en cercle, et dans les différentes instances (sommaire, axes de vente… La direction doit se donner les moyens de centraliser les ventes, et les discussions autour de RED.

Brochures

La production de brochures théoriques de formation courtes et peu chères doit servir à développer la théorie marxiste dans les luttes. Il faut faire des brochures un outil de construction non seulement pour notre organisation, mais aussi en irriguer le mouvement. Elles doivent être disponibles dans tous les cercles, et pour que chaque puisse les lire et les diffuser. Elles sont présentes sur nos tables en même temps que les classiques du marxisme (Manifeste…).
Exemples possibles : Etat et institutions, Qu'est-ce que le réformisme ?, Impérialisme, L'oppression des femmes, des LGBT, L'école et le capitalisme, Colonialisme et racisme, Fascisme, Révolution russe…
Les priorités seront précisées au moment du Congrès National.

Motion sur la discrimination des handicapés votée au congrès de Metz

Nous nous efforçons, dans notre courant politique, de lutter contre toutes les formes de discrimination. Pourtant l'une d'elles est totalement absente de nos revendications : celle des personnes handicapées, pourtant bien réelle dans la société capitaliste.

Un enjeu économique

Comme l'exploitation de tous les travailleurs, celle des handicapés est construite : Ils n'ont pas de reconnaissance en tant que force de travail car ils ne sont pas jugés rentables et coûtent cher à la collectivité. Ce prétexte permet aux entreprises de sous-traiter certaines tâches à moindre coût en les utilisant comme main d'œuvre bon marché et non qualifiée. Travaillant dans Centre d'Aide par le Travail censé leur apporter une forme de vie sociale, ils sont sous-payés et une grande partie de leur salaire est constitué d'aides sociales : une vraie aubaine pour les patrons.

Un isolement social institutionnalisé

Les handicapés (en particulier les handicapés mentaux) sont isolés dès l'enfance : ils ne sont pas intégrés au système scolaire classique, car il existe très peu de structures éducatives adaptées, qu'il s'agisse d'aménagements des bâtiments ou d'encadrement scolaire spécifique. Les handicapés sont donc obligés d'intégrer des centres spéciaux dans lesquels aucune différence n'est faite entre les handicaps forts et faibles. De plus ces centres sont souvent loin du domicile, coûteux car une partie sont privés.
Deux conséquences à cette situation : un isolement pour les handicapés eux-mêmes qui ne fréquentent que leurs semblables, et du même coup une mauvaise perception du handicap par le reste de la population qui n'ayant pas l'habitude de fréquenter des handicapés, ne savent pas régir face à eux.
Pour couronner le tout, si certains locaux publics mettent en place des installations, elles ne sont pas adaptées pour que des handicapés y travaillent : on ne les intègre pas à la vie normale.

Une carence de droits

Les handicapés mentaux possèdent peu de droits concernant leur autonomie. Par exemple, c'est un juge de tutelle qui décide de leur donner ou non le droit de vote, qui décide d'accorder le droit de garde à leur tuteur sans que l'handicapé lui même ait son mot à dire.

La nécessité d'une apparition

Il faut au moins que nous fassions un effort au niveau de l'apparition de cette problématique dans notre matériel : inclure des mots d'ordre dans les bulletins, les tracts, des articles de RED.

amendements

Amendements texte Orientation (pfz) (adoptés en congrès parisien)

Amendement Impérialisme Français,

dans Orientation, 2) a) 4è paragraphe, p.6

Remplacer :

« Une campagne un peu unitaire pour le démantèlement des bases militaires et le retrait des troupes françaises en Afrique est en train de voir le jour(LCR, CNT, Survie, Afrique 21…). C'est une occasion à ne pas rater pour combattre notre propre impérialisme. »

par :

« Une des principales sources de pouvoir pour la classe dirigeante française réside dans la domination qu'elle impose à ses anciennes colonies. Le maintien de cet assujettissement impérialiste est une des causes fondamentales du racisme qui frappe les population arabes, musulmanes et noires en France. Pour renverser la bourgeoisie française, la remise en cause de l'impérialisme français est une condition sine qua non. Cependant beaucoup d'illusions subsistent sur le rôle de la France dans le monde. Elle met l'Afrique à feu et à sang, elle s'aligne sur l'impérialisme US au Moyen-Orient et y envoie ses troupes (Afghanistan, Liban), même si elle garde son pré-carré africain et tente d'y soutenir la concurrence de plus en plus importante des capitaux US, mais également chinois.
Nous prenons l'initiative au lendemain du congrès, de contacter Survie, la CNT et Afrique 21 pour organiser une campagne sur le démantèlement des bases militaires françaises en Afrique. L'exigence du retrait des troupes est centrale, mais nous avançons généralement sur l'annulation de la dette et nous mettons en avant les luttes sociales en Afrique. »

Amendement Jeunes Travailleurs :

BD3, p.9, partie 6

Ajouter :

« Les JCR se donnent comme objectif d'intervenir vers les JT. Il ne s'agit pas d'effectuer un tournant ouvriériste, mais bien de se donner comme objectif et comme ambition politique de toucher l'ensemble de la jeunesse et non plus quasi uniquement sa frange scolarisée (étudiante et lycéenne). L'endroit où il y a la plus forte concentration de JT reste toujours les CFA (Centres de Formation d'Apprentis) ou les FJT (Foyers de Jeunes Travailleurs). Intervenir dans ces établissements n'a pas pour seul objectif de toucher ces jeunes en tant que travailleurs, mais aussi de toucher une population qui habite pour la plus grande partie d'entre eux dans les quartiers populaires. Toucher ces jeunes et s'implanter dans ces milieux est priorité. La quasi absence d'implantation dans ces milieux est un des bilans que nous tirons de la révolte des cités. Nous intervenons en direction des CFA par l'intermédiaire d'un bulletin politique, étant donné l'absence de milieux syndicaux dans les CFA. Ce bulletin doit avoir un contenu d'un côté parasyndical, pour répondre aux questions des apprentis et pour leur être utile au quotidien. D'un autre côté, ce bulletin doit intégrer un plusieurs articles portant sur des questions politiques plus larges dépassant le seul cadre de l'apprentissage.

-Pour parvenir à ces objectifs, nous ne devons plus voir l'activité JT comme l'activité « en plus », mais bien comme une activité qui fait partie intégrante de notre orien-

tation, et notamment comme élément central dans l'objectif de se tourner vers les quartiers et les classes populaires. Pour cela, nous devons réfléchir à une intervention qui soit faite en lien direct avec celle sur les lycées, car les deux sont complémentaires. Concrètement, cela veut dire que si un cercle / section peut (par exemple) intervenir sur 5 établissements autres que la fac, il faut réfléchir à un équilibre entre lycées, CFA, et lycées pro. Tenir les deux objectifs d'intervenir prioritairement vers les classes populaires et de développer une intervention vers les JT peut signifier dans ce cas de figure d'intervenir vers 3 cibles « populaires » sur 5, en diffant (en plus de 2 lycées de centre ville traditionnels), dans un CFA et dans 2 lycées populaires. Il faut que nous fassions en sorte que les JT trouvent leur place dans l'organisation en termes de débats mais également en termes d'activité.

- Au même titre que l'activité lycéenne n'est pas prise uniquement en charge par des lycéens, l'activité JT doit être prise en charge par l'ensemble de l'organisation. Il faut que dans chaque cercle / section, deux responsables JT soient élus (par exemple 1 JT et 1 étudiant), et qu'ils soient en lien permanent avec les responsables lycées, pour avoir une vision globale de notre intervention vers les quartiers populaires. Cette vision globale nous permet de comprendre les niveaux de conscience du milieu dans lequel on intervient, d'avoir de meilleures discussions et donc une meilleure élaboration de notre matériel.

- Lorsque cela est possible, les JT de l'organisation doivent se syndiquer et se former sur les questions de droit du travail et de droit syndical, afin de pouvoir répondre aux problèmes que se posent leurs collègues, et de pouvoir avoir une activité avec eux, en partant de leur niveau de conscience, sans avoir une intervention uniquement de l'extérieur. Cela peut nous permettre en plus d'apporter un soutien actif et utile aux JT qui sont en lutte (McDo, FNAC, Quick …).

- Des débats sur la question salariale doivent être organisés le plus largement possible afin de faire avancer la compréhension de ce qu'est l'aliénation, l'exploitation, ou d'autres questions, mais également des formations sur le droit salarial, afin que l'organisation soit utile aux jeunes travailleurs et vice versa. Là où des JT sont intégrés dans les cercles, des points systématiques doivent être faits pour raconter le quotidien des JT sur leur boite. Cela permet à l'ensemble des camarades de se faire une idée de la réalité du monde du travail, et d'aider les camarades JT, à travers les discussions collectives, à avoir une intervention dans leur milieu. Par exemple, si sur un cercle de 20 personnes, il y a 1 camarade qui travaille à McDo et 1 camarade qui est apprentis, ces camarades doivent faire un compte rendu de ce qui se passe dans leur boite à chaque cercle, comme est posé un point lycées ou un point fac. »

Formation :

Orientation, BD3, p.8, 2)
Ajouter :

« f) renforcer la formation
Nous devons accorder beaucoup plus d'importance à la question de la formation. Il est fondamental que l'ensemble des jeunes que nous gagnons à l'organisation puissent s'y former sur des questions aussi cruciales que l'histoire du mouvement ouvrier, les exemples de révolutions, les luttes de libération nationale, notre projet de société, les oppressions spécifiques… et acquérir les outils d'analyse marxiste pour comprendre la société et l'analyser par eux-même.
Pour cela, nous devons systématiser notre système de formation : organisation de formations publiques Région Parisienne mensuelles (cf. Cercles Léon Trotsky de LO), stages réguliers et préparés ouverts aux jeunes de la LCR et aux sympathisants (un à deux stages nationaux et au moins un stage régional par an), organisation de formations non mixtes pour permettre aux camarades femmes de se former dans un cadre où il leur est plus facile d'intervenir, de poser des questions…, anticipation des topos à faire aux RIJ, mise en place d'une commission de la DN sur cette question. Ses tâches doivent être :

- suivi et centralisation des formations locales
- mise à disposition d'une liste de textes, brochures et livres sur différents sujets à proposer aux jeunes militants et aux sympathisants
- mise en place d'une base de données de topos de formation (RIJ, formations nationales et régionales…) pour faciliter la préparation de formations locales régulières
- organisation des stages régionaux et nationaux, en lien avec la LCR.

Il ne faut cependant pas oublier que se former, c'est se former aussi sur le plan de la pratique. Nous avons progressé sérieusement sur ce plan : les derniers mouvements massifs de la jeunesse ont été très formateurs pour de nombreux camarades.
Pour que l'ensemble des camarades acquièrent du savoir faire (organiser une AG, écrire un tract, faire une intervention en amphi…) :

- des points systématiques doivent être posés en cercle sur l'ensemble des activités des camarades, pour aborder collectivement la manière d'exécuter toutes les tâches pratiques et les répartir de manière rationnelle, sans « accaparement » de certaines tâches par les plus expérimentés, en particulier éviter une division des tâches entre camarades hommes et camarades femmes.
- chaque camarade doit avoir une responsabilité, comme par exemple organiser l'activité sur un lycée (organisation des diffs, discussions avec les contacts, réunions publiques…). Cela permet à chacun de se retrouver en position d'acteur dans l'organisation.
- pour chaque tâche, nous nous efforçons d'y affecter un ou une camarade expérimenté et un ou une camarade plus jeune dans l'organisation, pour permettre à chacun de se nourrir des expériences et des idées des uns et des autres
- une des manières d'acquérir un recul, une vision globale de la situation et de notre militantisme, ce sont les discussions, formelles ou informelles. Nous devons prendre le temps de ces discussions qui sont nécessaires pour aller au fond des choses. »

Amendement sur les cercles,

dans BD3 Orientation, 3) b) 1), p.9
Ajouter à la fin du 1) :

« - Le cercle doit servir à deux choses essentielles : les discussions politiques générales pour élaborer une orientation et se former, et organiser l'activité de façon collective, en prenant en compte les expériences de tous les camarades. L'activité de chaque camarade (intervention dans un lycée, sur un lieu de travail, dans un collectif…) doit être discutée en cercle pour prendre les décisions collectivement et organiser l'entraide entre les camarades.

- Les cercles doivent être réguliers et fréquents, pour discuter le plus collectivement possible de l'activité en permanence, ne laisser aucun camarade livré à lui-même, et égaliser les niveaux de formation : si les cercles ne sont pas très fréquents, ils ne permettent pas d'entrainer tout le monde. Nous devons être attentifs à tous les camarades, notamment aux camarades femmes et essayer de donner confiance à tout le monde dans les discussions et l'activité.

- Pour pouvoir associer les contacts aux discussions et à l'élaboration de l'activité, nous organisons des cercles ouverts. Ils s'adressent à nos contacts proches, donc sont moins larges que les réunions publiques ou les meetings. Ils sont aussi différents des cercles JCR, car les discussions y sont préparées en fonction des contacts qu'on y invite, et sont adaptées à leur niveau de formation.

- La construction de l'organisation, la formation des camarades, l'élaboration de l'activité nécessitent des discussions fréquentes entre camarades. C'est pourquoi il faut que les cercles JCR soient plus fréquents que les cercles ouverts. Evidemment, il faut s'adapter aux situations locales (petits cercles notamment lycéens qui invitent les contacts en permanence).

- De plus, lors des mouvements, il faut aller contre la tendance spontanée qui consiste à se laisser absorber par nos tâches dans le mouvement et faire plus de cercles

que d'habitude, et faire des cercles ouverts permanents pour profiter de notre audience élargie.

- Chaque camarade doit être relié à un cercle. Ces cercles, à cause de la composition de l'organisation, sont souvent des cercles de fac, c'est pourquoi pour les camarades lycéens et jeunes travailleurs, les discussions en cercle doivent être combinées avec des commissions de secteurs (lycées, JT…). »

Amendement sur le suivi des cercles « en difficulté »,

BD3, p.9, 3)b) à la fin du 1)

Ajouter :

« Plusieurs cercles en région parisienne ne disposent que de militants en faible nombre, parfois insuffisamment expérimentés. Nécessité pour notre organisation de permettre un encadrement suffisant. Les militants ayant déjà une expérience importante, et présents sur des cercles structurés, pourraient être délégués afin à la construction là où les difficultés se présentent. Une aide serait nécessaire afin d'assurer la formation politique et pour assurer un suivi là où sont nos contacts.

L'expérience du cercle 94, auquel une camarade du BN assistait tout en continuant son activité sur le cercle Nanterre, a été efficace. Nous devons nous en inspirer, pour éviter que des jeunes militants motivés se retrouvent isolés et sans ressources, se découragent et s'éloignent de nous. »

Amendements Lycées :

BD3, p9, Orientation 3)c) Lycées

Ajouter :

Après le paragraphe 1 : « En effet, moins traumatisés par les défaites du passé, moins marqués par l'encadrement des bureaucraties syndicales, les lycéens peuvent se mettre en mouvement de manière plus explosive. Ainsi, cette énergie, cette combativité, et cette plus grande disponibilité à s'auto-organiser doit nous amener à être plus présents, plus attentifs et plus réguliers au niveau de notre activité sur les lycées. »

Ajouter :

Après le paragraphe 2 « L'apparition politique propre peut réellement toucher des lycéens qui sont moins imprégnés par les idées dominantes (normes, individualisme, soumission…) et qui sont davantage réceptifs aux idées des révolutionnaires (changer de monde, société égalitaire…). Nous devons diffuser nos idées par le biais de bulletins tournés vers les préoccupations des lycées (ex. : sans-papiers avec RESF, sélection à la fac dès la terminale, féminisme avec avortement et contraception…).

Avoir une activité régulière sur des lycées pro nous permet de nous construire dans les couches les plus populaires de la jeunesse. »

Ajouter :

Après le paragraphe 3 « Le travail lycéen est un travail minutieux, difficile et qui demande aujourd'hui, alors que nous n'avons que très peu de lycéens dans l'organisation, un effort particulier et un certain volontarisme pour construire ce secteur. Le fait de gagner des jeunes aux JCR dès le lycée offre de plus grandes perspectives de construction de l'organisation et de formation de cadres révolutionnaires.

La construction des JCR doit être une priorité de toute l'organisation, et le travail sur les lycées fait partie des activités fondamentales dans ce but, ainsi que dans l'optique de construire des luttes victorieuses. »

Amendements à la résolution LGBT :

(adoptés en congrès parisien)

1) 3.1 Paragraphe 3

Ajouter :

« Nous luttons pour une société où collectivement nous reconstruirons des rapports entre les individus ; ces rapports seraient évolutifs et variés, les normes ne soumettraient plus les personnes à des assignations de genre, de sexualité, de comportement etc. »

2) 3.2

Paragraphe 1, dernière phrase (« La conséquence serait, comme c'est le cas d'autres camarades de la Quatrième Internationale, de faire du courant qui a l'air le plus radical, le Queer, un fondement du nôtre. »)

Supprimer :

« comme c'est le cas d'autres camarades de la Quatrième Internationale »

3) 3.4 Revendications

Partie « Contre les discriminations »

Ajouter :

« L'ouverture de foyers d'accueil et de vie autogérés par des associations LGBT pour écouter, conseiller, défendre, accueillir les jeunes en butte à l'homophobie des familles .»

4) 3.4 Revendications

Partie « Contre les discriminations »

Ajouter :

« La lutte dans les organisations de jeunesse, notamment les syndicats étudiants, pour la création de commissions LGBT, pour la prise en charge par eux de la sensibilisation des milieux contre l'homophobie. »

5) 3.4 Revendications

Partie « Egalité des droits »

Supprimer :

« couples »[ce qui donne : « parentalité (adoption, insémination) pour les gays, lesbiennes et trans. »]

6) 3.5 Auto-organisation

Ligne 7 « seuls à savoir ce qu'est l'oppression »

Remplacer par :

« seuls à subir l'oppression »

Amendement à la résolution femmes

(voté en congrès parisien)

Partie orientation : quelle campagne et quelle intervention?

Intro :

Organiser notre intervention en fonction de qui on s'adresse : chercher à s'adresser à toutes les femmes en partant d'une expérience d'oppression commune à toutes : la violence (sous différentes formes) ; aborder des questions spécifiques aux différents secteurs dans lesquels on intervient (lycées, JT, facs).

1. Les violences faites aux femmes.

Différents niveaux touchant plus ou moins de femmes. Chiffres, avoir en tête que les violences les plus graves (viol, violences physiques et entraînant la mort) sont une réalité quotidienne. Pour autant, toutes les femmes – notamment les jeunes, et heureusement!! - ne les ont pas expérimentées. Cependant la violence les touche aussi :

main au cul

violences verbales, insultes, sifflets

harcèlement sexuel...

violences psychologique mais qui a un lien avec le rapport des femmes à leur propre corps.

Ne pas « victimiser », quoi qu'elles aient subi, les femmes peuvent s'en tirer psychologiquement en prenant conscience de ce qu'elles ont vécu et en luttant...

2. Pourquoi les révos interviennent là-dessus?

question prise en charge dans le mouvement

autonome + partis traditionnels, cf. revendication d'une loi-cadre (expliquer en quoi elle consiste, insister sur la question des moyens, de la possibilité d'une autoorganisation des femmes victimes de violences... avancer sur ce qui peut jouer le rôle de revendication transitoire). Dynamique unitaire sur cette question, on ne peut pas rester en dehors
mais aussi question sur laquelle on peut avancer une analyse révolutionnaire, notamment en allant contre le discours dominant repris par les féministes traditionnelles et le mouvement Ni putes Ni soumises qui tend à stigmatiser les classes populaires et la population issue de l'immigration comme les seuls sexistes. Discours raciste, paternaliste vis-à-vis des femmes de quartier pop, cf. loi sur le voile, comme si on allait les libérer contre leur volonté. Nous, expliquer que les violences sont d'abord produites par le système tel qu'il fonctionne actuellement c'està-dire au mains de la bourgeoisie.

3. comment?

Rôle de notre intervention = favoriser la prise de conscience sur ces questions-là et notamment empêcher que les femmes, les jeunes femmes restent enfermées dans leur culpabilisation, dans leurs complexes, dans leur douleur, mais montrer que c'est une expérience collective, qui peut donc donner lieu à une lutte collective.
But = campagne choc, cette question ne laisse personne indifférent, mais il faut éviter que quiconque se sente extérieur. Elaborer un matériel (affichettes, slogans) qui mettent en avant le fait que toute femme subit/a subi des violences et que tout homme peut en commettre : interpeller les femmes sur leurs expériences et les hommes sur leurs comportements.

Matériel : affiche, 4 page d'analyse et de revendication, essayer de faire une réunion publique? Formation : formations et de débats en cercle sur cette question ;
échéance : 8 mars, et les qq semaines avant : tables, dossier dans le journal

4. intervention spécifico-transversale en parallèle

Il nous faut aussi adapter notre intervention à nos milieux respectifs.
En parallèle de la campagne, nous menons dans les lycées un activité sur la question de la sexualité : sexualité libre, (LGBT) et avortement, contraception, moyens de prévention (c'est au lycée que les questions de difficultés commencent à se poser pour la majorité des jeunes, et c'est là que c'est encore difficile (+ qu'à la fac) d'être autonome à ce sujet). D'où un 4 pages d'analyse, mais aussi d'infos très concrètes (un peu de type synd, adresse des plannings familiaux, « droits » : gratuité de la pilule en pharmacie pour les mineurs...
Auprès des jeunes travailleuses nous intervenon sur la question de femmes et travail, notamment salaires et précaité (dans les cadres syndicaux si possible, de toute façon à travrs le bulletin JT, pourquoi pas un bulletin spécifique sur cette question)
Dans les facs, nous intervenons dasn les cadres syndicaux pour des crèches dans les facs, contree les filières sexuées, pour avortement et contraception...

Amendements congrès local section JCR de Toulouse.

1 c

Le fait…..dramatiques pour les femmes. La banalisation de la prostitution, et les violences conjugales qu'elles subissent font parti de ces conséquences tragiques
En France chaque année…sont commis. 1 femme tous les 2 jours meurt sous les coups de son conjoint.

2

si le paragraphe reste axé sur la question du voile, il nous semble essentiel que dans le corps du texte soit précisé que la religion est un des mouvements les plus forts pour nous soumettre.
Il paraît aussi important de plus détailler à la foi les organisations existantes et le rôle réel qu'elles ont joué à cette occasion ainsi que les positions officielles des organisations. Par ex citer le CNDF sans trop détailler ce qu 'il est à savoir une orga composée de collectifs très large sans expliquer les tenant et aboutissants serait dommage. De plus le CNDF n'à pas pris position officiellement sur la question.

3

Les femmes prennent confiance leur place
Cela nous a paru plus approprié dans la mesure ou nous ne devons pas tendre à nous victimiser.

Orientation 1b

….Il est utile que les cadres non mixtes existent de façon régulière pour élaborer une orientation féministe à proposer dans l'organisation…
retirer cette partie de phrase.

3 orientation 100%…. B

…certaines pilules… sont cancérigènes pour les fumeuses….
Désolé les copines mais cela n'est pas vrai en revanche elles augmentent fortement les risques de phlébites (Caillaux sanguins) un peu partout dans notre corps ce qui peut avoir des conséquences très graves.

De plus certaines cliniques…. Ce genre de situations.
Nous proposons de rajouter les quelques lignes qui suivent :

D'autre par la clause de conscience autorise un médecin à refuser de pratiquer cet acte. Cette clause est défendue par un ordre corporatiste, qui à vu le jour sous le régime de Vichy (l'ordre des médecins), garant d'une morale conservatrice. Ceci pose la question plus large de la formation des médecins sur ces questions, (rappelons que savoir pratiquer un IVG ne fait pas parti du parcours obligatoire des études médicales).

Les camarades hommes de l'orga doivent montrer l'exemple
Nous proposons de remplacer ce passage par les hommes devraient.

D

… sur la question du harcèlement au travail nous proposons de rajouter quelques phrases sur les conséquences physiques de ces attaques.

4 quel matos ?

Il nous paraissait important de proposer un 4 pages sur la question de la contraception libre et gratuite.
Un autre sur la prostitution.
Un sur les violences.
Et un dernier sur l'avortement.

Plate-forme locale Orléans

I. Historique

La création de JCR sur Orléans il y a 4 ans car il y avait un manque d'organisation de jeunesse, même si la LCR était présente, elle ne représentait pas la jeunesse.

II. Actions, mouvements

Nous participons aux mouvements ponctuels en les impulsant. Au moment du mouvement sur la loi Fillon, nous avons eu des difficultés à élargir le noyau militant. Cependant, cela

nous a permis de refaire cette erreur lors du mouvement anti-CPE. Nous orientons aussi nos activités contre l'idéologie sécuritaire de Sarkozy (dénonciation du couvre-feu) et vers la solidarité avec les sans-papiers via le réseau Education sans frontière, qui a une activité forte, Orléans étant ville pilote des lois Sarkozy.
Les formations permettent de toucher plus de jeunes. Nous avons un rythme d'une formation par mois. En perspectives, nous voulons continuer notre participation avec RESF et développer de nouvelles campagnes, notamment la présidentielle et la préparation des RIJ, ainsi que développer l'organisation en étant plus présents sur les lycées, diffuser RED, et nous réunir plus.

Motion répression

La répression qu'ont connue les mouvements sociaux ces dernières années, notamment les trois grands mouvements de la jeunesse, est extrêmement grave. Elle touche notamment des camarades de l'organisation et d'autres qui en sont proches. Quelles que soient ses victimes, nous en sommes solidaires car une attaque contre le mouvement social est une attaque contre nous-mêmes.
Pour les révolutionnaires, il est normal que l'État accroisse ses fonctions de base, défense et répression, dans une période où les tensions entre les classes augmentent.
De la même manière, il est normal de chercher à répondre à cela.

Il reste néanmoins difficile de riposter.

D'une part, il existe une offensive idéologique qui tend à faire accepter aux travailleurs et, dans une moindre mesure, à la jeunesse les mesures répressives et sécuritaires. Ainsi, demander l'amnistie pour les révoltés de novembre 2005 et même pour tous ceux qui ont lutté contre le CPE n'est pas évident.
D'autre part, faute d'une amnistie générale, nous défendons les réprimés au cas par cas. Or, cela n'est pas évident lorsque l'on ne les connaît pas. Cela est particulièrement vrai pour les révoltés de novembre, mais aussi pour une partie des militants anti-CPE.
Enfin, les collectifs de lutte contre la répression sont animés par peu de monde. Ils n'ont pas un poids énorme et il est difficile de faire qu'il s'occupe de tous les cas de répression. Ainsi peut-on voir les mêmes militants dans un collectif contre la répression du mouvement lycéen, un autre pour les révoltés de novembre, un troisième pour le printemps 2006 et encore un autre contre les lois sécuritaires.

Il n'y a pas de solution miracle. Néanmoins, nous pouvons nous fixer plusieurs tâches :
- Avancer la question de la répression et de l'amnistie, en lien avec les lois liberticides et la criminalisation de la jeunesse, dans RED, dans nos tracts et dans la campagne de 2007.
- Lancer des initiatives locales pour les cas de répression que nous connaissons, lors d'un procès par exemple.
- Prendre l'initiative de collectifs contre toutes les formes de répression et pour l'amnistie, capables de mobiliser pour des échéances précises mais aussi de faire se positionner d'autres forces. L'organisation de meetings sur la question est une manière de populariser le sujet et de faire le lien entre les différents mouvements. L'appel « La révolte n'est pas un crime » adopté par la DN et publié dans le RED 74 peut être une base ou inspirer ces collectifs. Il peut aussi servir à en coordonner plusieurs.
- Il est nécessaire d'avoir une réflexion pour les années et les mouvements à venir. Cela peut passer par un appel aux autres organisations qui se positionnent pour l'amnistie pour tous et un travail avec les collectifs de type assistance juridique en amont des mouvements. Cela veut dire aussi poser la question de la répression des mouvements antérieurs dans ceux qui auront lieu dans le futur et batailler pour que l'amnistie soit dans les plateformes de revendications.

Nous sommes dans un combat de longue haleine. Le rapport de force nous est défavorable sur cette question. Cependant, nous ne pouvons reculer face à l'ampleur de la tâche, car cette question est en fait celle de l'avenir des luttes et de la nouvelle génération militante.

Résultats du congrès

Dans notre courant, cela ne se fait pas d'écrire le nombre de militants, de votants au congrès. Cela sera annoncé oralement pendant le congrès, mais il vaut mieux éviter de noter ce genre de choses.
Les résultats des votes sur les plates-formes sont : 24,29% pour la PF X, 75,71% pour la PF Z. Il y a en plus un délégué d'Orléans sur la base de la plate-forme locale.

Diverses statistiques

Avertissement : Il manque les statistiques d'une ville mais cela donne une idée assez précise. De plus, il manque l'intégration de plusieurs petites villes où nous avons des camarades isolés, mais qui n'ont pas participé au congrès.
Femmes : 45 %
Moyenne d'âge : 20,87
Moins de 18 ans : 21 %
Lycéens : 20 %
Etudiants : 60 %
JT : 37 % (chiffre non représentatifs, il ne distingue pas les étudiants salariés et les salariés non étudiants, et des camarades étudiants salariés ne se sont pas signalés).
Syndiqués : 57 %
Membres de la LCR : 39 %

Nombre de votants : +26,7 %
Nombre de militants : + 32,2 %
Nombre de femmes : + 2 %
Âge moyen : + 0,9 % (il était de 20,7 au dernier congrès)